



NOTE D'INFORMATION



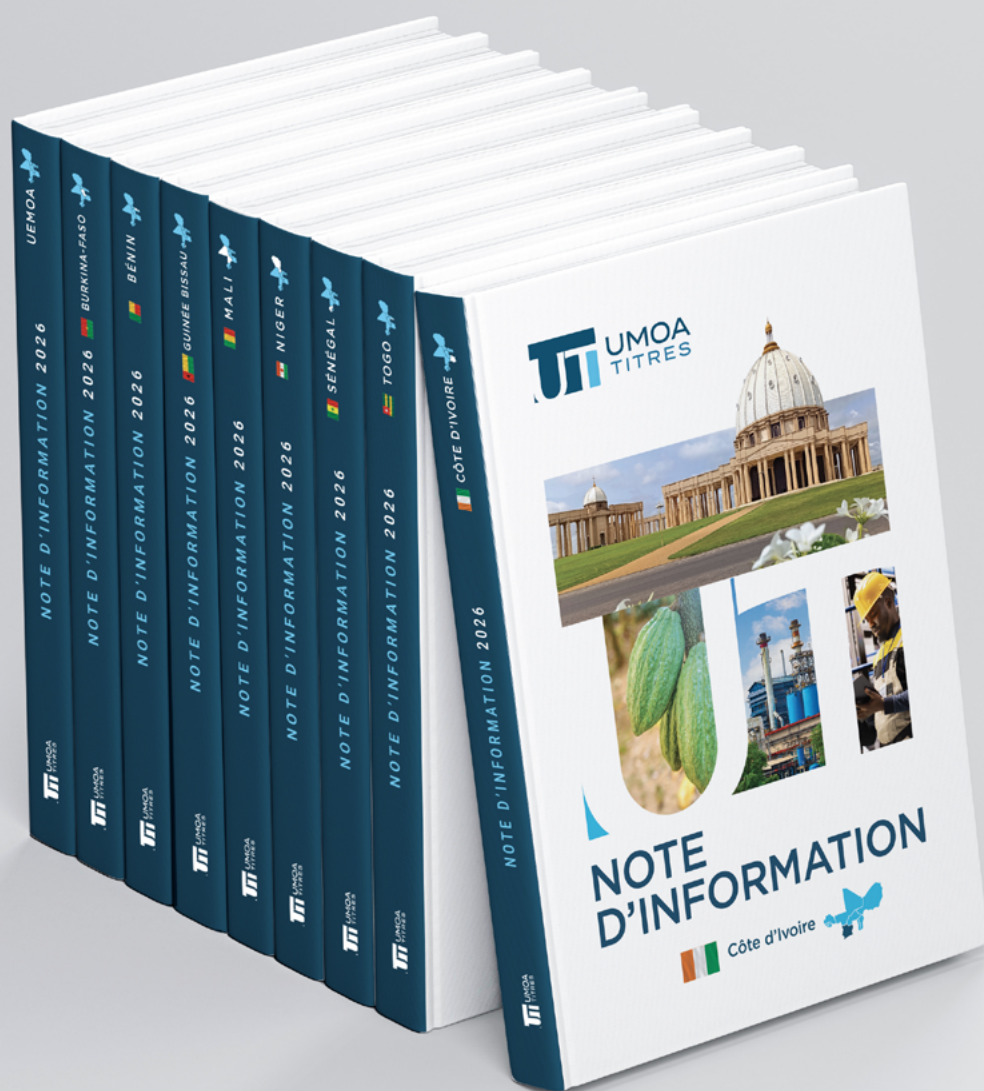
Côte d'Ivoire



SOYEZ UN INVESTISSEUR AVERTI GRÂCE AUX NOTES D'INFORMATION DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

Bénin | Burkina-Faso | Côte d'Ivoire | Guinée-Bissau | Mali | Niger | Sénégal | Togo

télécharger sur
www.umoatitres.com



SOMMAIRE

Acronymes 4 Attestation de l'émetteur 7 Résumé exécutif 8 Bref aperçu de la Côte d'Ivoire 11	1 Situation économique récente et perspectives 1.1 Secteur réel 12 1.2 Finances publiques 16 1.3 Balance des paiements 23 1.4 Système monétaire 32	2 Qualité de signature 2.1 Climat des affaires 36 2.2 Gouvernance financière 37 2.3 Notation souveraine 38
3 Plan National de Développement : Présentation et projets structurants 3.1 Réalisation et achèvements récents 39 3.2 Réalisations en cours et à venir 42	4 Situation de la dette 4.1 Niveau d'endettement 44 4.2 Dette intérieure 47 4.3 Dette extérieure 49 4.4 Viabilité et soutenabilité de la dette 51 4.5 Stratégie d'endettement 52	5 Facteurs de risque 5.1 Risques politiques et sécuritaires 54 5.2 Risques sociaux 54 5.3 Risques macroéconomiques 55 5.4 Risques concernant la mobilisation des ressources 55 5.5 Risques sanitaires 55 5.6 Risques environnementaux et sanitaires 56
6 Annexes 6.1 Croissance réelle du PIB détaillée par secteur (%) 57 6.2 Croissance réelle du PIB détaillé par poste de demande (en %) 58 6.3 Détail des émissions du pays de 2019 à 2024 58 6.4 Détail des titres en vie en fin 2024 70	7 LEXIQUES 78	

ACRONYMES

AGOA	: African Growth Opportunities Act
AILCT	: Académie Internationale de Lutte Contre le Terrorisme
APPD	: Accord de Partenariat et de Pêche Durable
AVD	: Analyse de Viabilité de la Dette
BAD	: Banque Africaine de Développement
BADEA	: Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BAT	: Bon Assimilable du Trésor
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	: Banque Islamique de Développement
BIT	: Bureau International du Travail
BM	: Banque Mondiale
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
BRVM	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BTP	: Bâtiment et Travaux Publics
CAF	: Coût Assurance Fret
CDN	: Contributions Déterminées au Niveau National
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CENTIF	: Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières
CFA	: Communauté Financière Africaine
CGI	: Code Général des Impôts
CMU	: Couverture Maladie Universelle
CNUCED	: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CPIA	: Country Policy and Institutional Assessment
CST	: Comptes Spéciaux du Trésor
CVD	: Cadre de Viabilité de la Dette
DDPD	: Direction de la Dette Publique et des Dons
DGBF	: Direction Générale du Budget et des Finances
DGE	: Direction Générale de l'Economie
DPPE	: Direction des Prévisions et des Politiques Economiques
DTS	: Droit de Tirage Spécial
EBC	: Enseignement de Base Complémentaire
EST	: Estimation
FAD	: Fonds Africain de Développement
FBCF	: Formation Brute de Capital Fixe

ACRONYMES

FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FEC	: Facilité Elargie de Crédit
FIDA	: Fonds international pour le Développement Agricole
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: Free On Board
FRD	: Facilité pour la Résilience et la Durabilité
FRV	: Facilité pour la Résilience et la Viabilité
GAFI	: Groupe d'Action Financière
GATT	: General Agreement on Tariffs and Trade
GIABA	: Groupe Intergouvernemental contre le Blanchiment d'Argent en l'Afrique de l'Ouest
IDA	: Association Internationale de Développement
IDE	: Investissements Directs Etrangers
IDH	: Indice de Développement Humain
IIAG	: Indice Ibrahim de la Gouvernance Africaine
IMF	: Institution de Microfinance
INF	: Inferieur
IPC	: Indice de Perception de la Corruption
ISIN	: International Securities Identification Numbers
LBC/FT	: Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme
LFI	: Loi de Finances Initiale
MBPE	: Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat
MEDC	: Mécanisme Elargi de Crédit
MFB	: Ministère des Finances et du Budget
MEPD	: Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement
MW	: Mégawatt
NIF	: Numéro d'Identification Fiscale
NPF	: Nation la plus Favorisée
OAT	: Obligation Assimilable du Trésor
ODD	: Objectif de Développement Durable
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
OMD	: Organisation Mondiale des Douanes
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONU	: Organisation des Nations Unies
PEF	: Programme Economique et Financier
PFR	: Pays à Faible Revenu

PIB	: Produit Intérieur Brut
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
PND	: Parti de la Nouvelle Démocratie
PNDS	: Plan National de Développement Sanitaire
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PPA	: Parité de Pouvoir d'Achat
PREV	: Prévision
PROJ	: Projection
RGPH	: Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RMP	: Rendement Moyen Pondéré
SDMT	: Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme
SIDA	: Syndrome de l'Immunodéficience Acquise
SYGADE	: Système de Gestion et d'Analyse de la Dette
TBS	: Taux Brut de Scolarisation
THIMO	: Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE	: Union Européenne
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UMOA	: Union Monétaire Ouest-Africaine
UNCTAD	: United Nation Trade and Development
UNESCO	: Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USD	: Dollar américain
VA	: Valeur Actuelle
VIH	: Virus de l'Immunodéficience Humaine

ATTESTATION DE L'EMETTEUR



Attestation de l'émetteur

Je soussigné, Lanciné DIABY, Directeur Général des Financements, agissant au nom et pour le compte de l'État de Côte d'Ivoire, atteste que les données et informations contenues dans la présente Note d'Information sont conformes à la réalité et n'ai connaissance d'aucune information de nature à en altérer la portée.

L'objectif visé à travers cette Note est de porter à l'attention des investisseurs sur les titres publics émis par l'État de Côte d'Ivoire, toutes les informations utiles à la prise de décisions d'investissement.

Toutefois, je rappelle que les informations et analyses prospectives présentées dans ce document, sont basées sur des projections établies à partir d'hypothèses qui sont entachées d'incertitudes pouvant entraîner des différences entre les performances économiques attendues et les réalisations effectives.

Cette Note d'information publiée sera mise à jour chaque fois que nécessaire, afin de rendre compte :

- de l'évolution de la situation économique de la Côte d'Ivoire ;
- de la disponibilité ou de la mise à jour des données économiques ;
- de quelques changements intervenus.

[Nom, cachet et signature]

The block contains a blue ink signature of Lanciné DIABY. To the left of the signature is a circular official stamp. The stamp's outer ring contains the text 'MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU COMMERCE' at the top and 'Direction Générale des Financements' at the bottom. In the center of the stamp is the coat of arms of Côte d'Ivoire. Below the signature, the name 'Lanciné DIABY' is printed in a bold, blue font, followed by 'Directeur Général des Financements' in a smaller, regular blue font.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La Côte d'Ivoire fait partie des pays les plus dynamiques de l'Afrique subsaharienne avec un PIB nominal estimé à 52 742,4 milliards en 2024 contre 48 293,9 milliards de FCFA en 2023 (soit une augmentation de 9,2%). Selon les statistiques démographiques de l'UEMOA, le pays a également la plus grande population de la zone, estimée à 31,7 millions d'habitants en 2024 (ANStat).

Premier producteur mondial de cacao et de noix de cajou, la Côte d'Ivoire conserve sa place de première puissance économique dans la zone UEMOA en 2024. La croissance moyenne annuelle du PIB réel a atteint 5,5 % entre 2019 et 2023. En 2024, la croissance économique estimée à 6,0 %, selon la DPPE, est portée principalement par les secteurs secondaire et tertiaire, par l'investissement privé et public et par la consommation privée.

L'économie ivoirienne demeure résiliente face aux chocs extérieurs. Les perspectives de taux de croissance annoncées pour les années 2025 (+ 6,5 %) et 2026 (+ 6,7 %) demeurent supérieures aux taux de croissance prévus au niveau mondial (3,0 % en 2025 et 3,1 % en 2026¹) et à la moyenne de l'Afrique subsaharienne².

En 2021, Le gouvernement de la Côte d'Ivoire a entamé la mise en œuvre de son nouveau Plan National de Développement (PND 2021-2025), avec pour objectif de réaliser la transformation économique et sociale de la Côte d'Ivoire, à l'horizon 2030. Les réformes et les investissements du PND ont contribué aux progrès sociaux et économiques remarquables du pays.

Le déficit budgétaire ressort en baisse à 4,0 % du PIB en 2024 (2 120,6 milliards FCFA) contre 5,2 % du PIB en 2023 (2 508,1 milliards de FCFA). Le taux d'inflation s'est largement atténué à 3,5 % en 2024 contre 4,4% en 2023 (- 0,9 pp) liée à la baisse du prix des produits alimentaires et du transport. Le déficit du compte courant de la balance des paiements (dons compris) s'est légèrement amélioré de 3,7 pp du PIB par rapport à 2023, en passant de - 8,2 % du PIB en 2023 à - 4,5 % du PIB en 2024.

L'environnement bancaire en Côte d'Ivoire s'est montré résilient face à la hausse progressive des taux directeurs de la BCEAO et de l'abandon de la facilité de refinancement des banques introduite pendant la crise de la COVID. Cependant les conditions financières se sont quelque peu détendues par l'achat de la BCEAO de dettes souveraines en juillet et en septembre 2023. Les crédits au secteur privé et au secteur public ont augmenté respectivement de + 10,4 % et + 10,8 %.

L'encours de la dette publique se situe à 59,5 % du PIB en fin 2024 (soit 31 406,9 milliards) contre 57,5 % du PIB en 2023 (soit 27 782,6 milliards de FCFA) en raison de la volonté du gouvernement d'accélérer la transformation structurelle de l'économie à travers le financement des projets inscrits dans le cadre du Plan National de Développement (PND). Toutefois, le ratio dette publique sur PIB reste toujours en dessous du seuil communautaire de 70%. A fin 2024, l'euro est la monnaie dominante dans la dette extérieure ivoirienne (68,7 %), suivie par le Dollar U.S. (13,5 %) et le FCFA de l'UEMOA (12,3 %). Le pays présente un risque de surendettement modéré.

1 FMI, Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2025.

2 Les perspectives de croissance pour l'Afrique subsaharienne en 2025 et 2026 sont estimées respectivement à 3,8 % et 4,2 %. (FMI, 2025)

Tableau 1	Tableau récapitulatif					
Milliards de FCFA	2019	2020	2021	2022	2023 (prov.)	2024 (e)
Economie nationale						
PIB Nominal ³	35 379,0	36 278,0	40 366,9	44 238,8	48 293,9	52 742,4
Croissance du PIB réel (en %)	6,7	0,7	7,1	6,4	6,5	6,0
Taux d'investissement ⁴ (en % du PIB)	22,2	20,3	21,1	22,3	23,1	23,1
Taux d'inflation (en %)	0,8	2,4	4,2	5,2	4,4	3,5
Balance des paiements						
Exports FOB	7 399,2	7 194,8	8 495,5	10 166,1	10 382,6	12 438,8
Imports FOB	5 552,8	5 478,3	6 802,4	9 495,8	9 320,3	9 140,5
Solde	1 846,4	1 716,5	1 693,1	670,3	1 062,3	3 298,3
Balance courante en % du PIB (dons compris)	-2,2%	-3,1%	-3,9%	-7,6%	-8,2%	-4,5%
Finances publiques						
Recettes et dons	5 158,4	5 289,2	6 140,2	6 385,9	7 771,7	8 775,9
Dépenses	5 943,9	7 255,1	8 102,0	9 666,3	10 279,8	10 896,5
Solde	-785,5	-1 965,9	-1 961,8	-3 280,4	-2 508,1	-2 120,6
Dettes publiques						
Dettes intérieures	4 432,7	6 045,6	7 959,2	9 705,3	10 626,3	11 457,7
Dettes extérieures	8 867,5	10 756,7	12 310,6	15 069,1	17 156,3	19 949,2
Dettes intérieures en % du PIB nominal	12,5%	16,7%	19,7%	21,9%	22,0%	21,7%
Déficit budgétaire						
En valeur (dons compris)	785,5	1 965,9	1 961,8	3 280,4	2 508,1	2 120,6
En pourcentage du PIB nominal (%)	2,2%	5,4%	4,9%	7,4%	5,2%	4,0%

Note : (prov.) : provision ; (e) : estimation
Sources : BCEAO, DGF, DCS, DPPE et ANStat

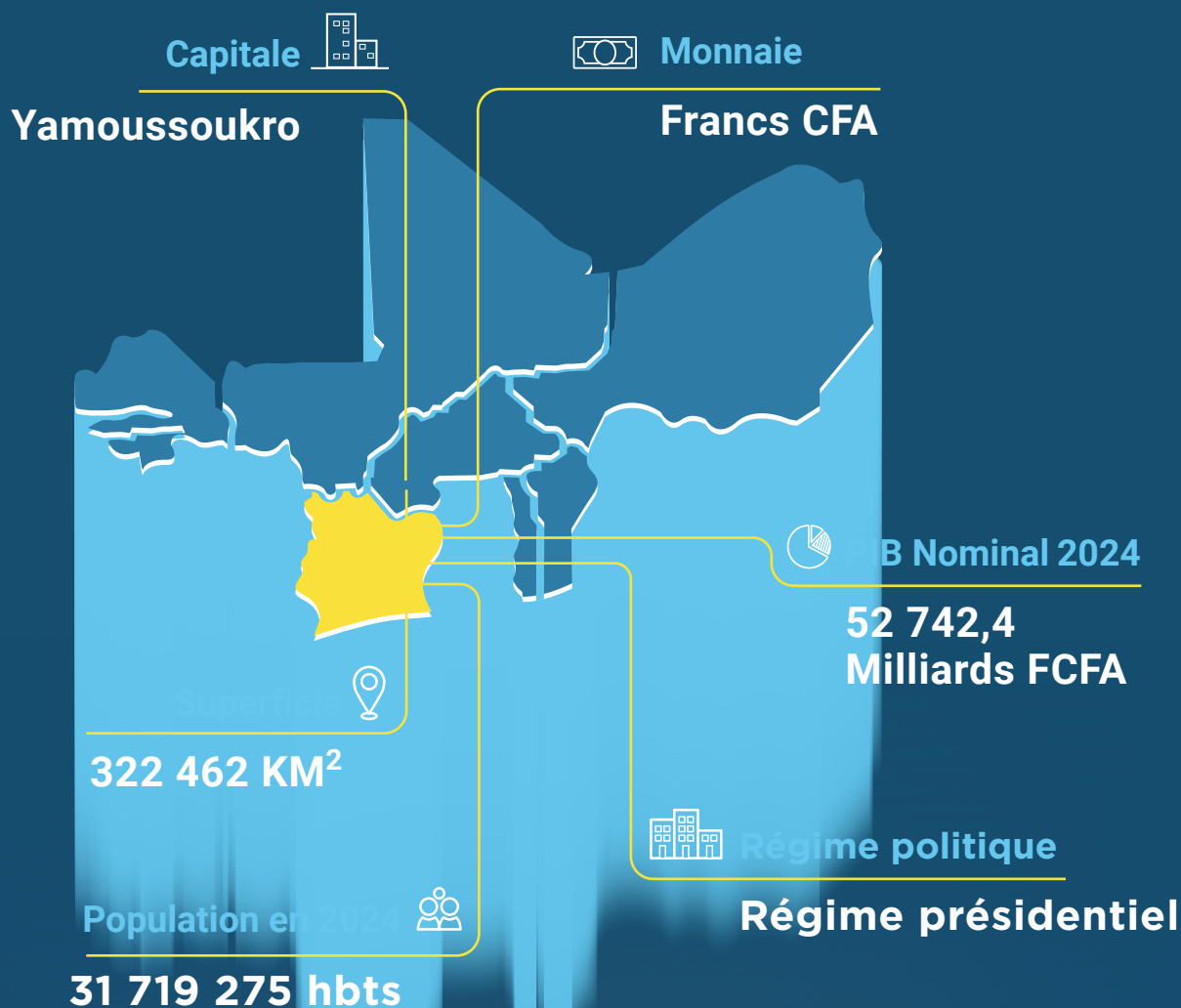
3 Estimation du dernier cadrage macroéconomique (DPPE, septembre 2025)

4 Il s'agit de la formation brute de capital fixe (FBCF)

Tableau 2		Position de la Côte d'Ivoire au regard des critères de convergence de l'UEMOA					
		2019	2020	2021	2022	2023 (prov.)	2024 (e)
Critères de premier rang							
Solde budgétaire global dons compris/PIB nominal	>=-3%	-2,2%	-5,4%	-4,9%	-7,4%	-5,2%	-4,0%
Taux d'inflation annuel moyen	<=3%	0,8	2,4	4,2	5,2	4,4	3,5
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en %)	<=70%	37,9%	46,3%	50,2%	56,0%	57,5%	59,5%
Critères de second rang							
Taux de pression fiscale (en %)	>=20%	11,9%	12,0%	12,6%	12,0%	13,5%	14,3%
Masse salariale/Recettes fiscales (en %)	<=35%	40,5%	42,0%	36,5%	37,7%	34,5%	31,1%

Note : (prov.) : provisoire ; (e) : estimation ;
Sources : Commission de l'UEMOA, BCEAO, DPPE, DCS, DGF, ANStat

BREF APERÇU DE LA CÔTE D'IVOIRE



Taux de croissance réel du PIB en 2024	6,0 %
Taux d'inflation en 2024	3,5 %
Déficit budgétaire y compris les dons, en 2024	4,0% du PIB
Taux d'endettement en 2024	59,5 %
Principaux produits d'exportation	Café / Cacao



1 SITUATION ÉCONOMIQUE RÉCENTE ET PERSPECTIVES

1.1 SECTEUR RÉEL

1.1.1 Evolution du Produit Intérieur Brut

La Côte d'Ivoire a enregistré une progression importante de son Produit Intérieur Brut (PIB) nominal qui est passé de 35 379,0 milliards de FCFA en 2019 à 48 293,9 milliards de FCFA en 2023, soit un taux de croissance annuel moyen de 8,3 %. Pour l'année 2024, le niveau du PIB nominal est estimé à 52 742,4 milliards de FCFA, soit une augmentation de 9,2% par rapport à l'année précédente. Les projections de la DPPE prévoient, pour les années 2025 et 2026, un niveau du PIB nominal respectivement de 57 325,0 milliards de FCFA et de 62 364,0 milliards de FCFA⁵.

En volume, le PIB suit la même tendance avec une progression de 6,0 % en 2024 contre une moyenne annuelle de 5,5 % entre 2019 et 2023, soit une hausse de 0,5 point de pourcentage (pp⁶) de croissance par rapport à la moyenne considérée. Le PIB réel est estimé à 45 137,6 milliards de FCFA en 2024. Cette consolidation de la croissance est en lien avec la consolidation de la stabilité sociopolitique et sécuritaire, de la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025, de la mise en œuvre d'importantes réformes structurelles et de politiques économiques appropriées.

En dépit d'un environnement international peu favorable⁷, les perspectives annoncées pour les années 2025 et 2026 demeureront bonnes avec des taux de croissance de 6,5% en 2025 et 6,7 % en 2026. Ces taux sont supérieurs aux taux de croissance réel prévus au niveau mondial (3,0 % en 2025 et 3,1 % en 2026) et au niveau de l'Afrique subsaharienne (4,0 % en 2025 et 4,3 % en 2026)⁸ confirmant, ainsi, la résilience de l'économie ivoirienne face à la persistance des chocs extérieurs.

5 DPPE (2025), « Cadrage macroéconomique, 2021-2030 », mise à jour du 25 septembre 2025.

6 Dans la suite du document, il sera utilisé pp pour désigner point de pourcentage.

7 En effet, la hausse des taux d'intérêt directeurs internationaux, l'aggravation des tensions commerciales avec l'instauration des droits de douane élevés, ainsi que les effets négatifs de la guerre russo-ukrainienne sur les sources d'approvisionnement augmentent les poussées inflationnistes au niveau mondial et national.

8 FMI (2025), « Perspectives de l'économie mondiale », juillet 2025.

Tableau 3		Evolution du PIB nominal et projections ⁹							
	2019 Réel	2020 Réel	2021 Réel	2022 Réel	2023 Prov.	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)	2027 (p)
PIB nominal	35 379,0	36 278,0	40 366,9	44 238,8	48 293,9	52 742,4	57 325,0	62 364,0	67 907,3
PIB réel	34 872,4	35 132,0	37 613,5	40 020,7	42 602,2	45 137,6	48 085,6	51 299,8	54 770,7
Croissance du PIB réel (en %)	6,7	0,7	7,1	6,4	6,5	6,0	6,5	6,7	6,8

Note : (Réel) : Réalisation ; (Prov.) : provisoire ; (e) : estimation ; (p) : projection

Sources : MEPD/DGE/DPPE, ANStat, Cadrage macroéconomique 2021-2030, mis à jour le 25 septembre 2025

1.1.2 Contribution à la croissance du PIB réel par secteur d'activité

Sur la période récente 2019-2023, l'économie ivoirienne a enregistré une croissance économique moyenne de 5,5 % tirée par les secteurs secondaire et tertiaire avec une contribution moyenne à la croissance de 2,4 pp et 1,7 pp et, suivent le secteur non marchand (0,4 pp) et le secteur primaire (0,3 pp).

Pour l'année 2024, la croissance économique est estimée à 6,0 %. Elle est également tirée par les deux secteurs secondaire et tertiaire avec une contribution respective de 1,5 pp et 2,9 pp. Mais, contrairement à l'année 2023, le secteur primaire a contribué positivement à la croissance (0,4 pp) en 2024 contre une contribution négative de 0,4 pp en 2023.

Cette contribution positive du **secteur primaire** est en lien avec la croissance observée dans l'agriculture vivrière (+ 4,3 %), l'agriculture d'exportation (+ 1,4 %) et la pêche (+ 8,3 %). En 2025 et 2026, le secteur primaire devrait également contribuer positivement à la croissance, respectivement, pour 0,3 pp et 1,0 pp grâce à l'agriculture vivrière (+ 7,5 % en 2025 et 2026) et à la pêche (+ 5,2 % en 2025 et + 8,9 % en 2026). Quant à l'agriculture d'exportation, elle connaîtrait une baisse en 2025 (- 0,9 %) avant de croître positivement en 2026 (+ 6,1 %).

Le secteur secondaire a contribué à hauteur de 1,5 pp à la croissance du PIB réel en 2024. Cette contribution est soutenue par le dynamique de ses sous-secteurs à savoir les produits pétroliers (+ 14,7 %), l'extraction minière (+ 13,9 %), les autres industries manufacturières (+ 8,9 %), l'énergie (+ 2,6 %) et les industries agro-alimentaires (+ 1,2 %). Cette dynamique positive semble avoir été contrariée par la contraction de l'activité économique observée au niveau des BTP (- 1,1 %¹⁰). La contribution du secteur devrait augmenter en 2025 (2,1 pp) et se maintenir à 1,8 pp en 2026.

Le secteur tertiaire, quant à lui, a contribué à hauteur de 2,9 pp du PIB réel, en 2024, grâce la progression du transport (+ 6,3 %), des télécommunications (+ 6,8 %), des autres services (+7,6 %) et du commerce (+5,9 %). La bonne performance des télécommunications est en relation avec, d'une part, la poursuite des investissements réalisés afin d'améliorer la couverture du pays, le déploiement de la fibre optique et, d'autre part, le recours, de plus en plus accru, de l'Administration publique et du secteur privé à la digitalisation des services. La contribution à la croissance du secteur, pour les années 2025 et 2026, devrait être respectivement de 3,2 pp en 2025 et 3,0 pp en 2026 pour des taux de croissance du PIB réel respectif de 6,5 % et 6,7 %.

⁹ Depuis le 29 janvier 2020, la Côte d'Ivoire produit ses Comptes Nationaux annuels suivant le nouveau Système de la Comptabilité Nationale (SCN2008) des Nations Unies, à partir d'une nouvelle année de base (2015).

¹⁰ La baisse du BTP peut s'expliquer par le fait que la plupart des grands projets prévus dans le cadre du PND 2021-2025 ont pris fin en 2023 et connaissent des taux d'exécution physique et financier de près de 93% (DGE, « Situation économique en 2024 et perspectives en 2025-2030, p. 4, avril 2025).

Tableau 4	Contribution à la croissance du PIB réel par secteur d'activité (en pp)								
	2019	2020	2021	2022	2023 Prov	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)	2027 (p)
Secteur primaire	-1,1	0,5	1,3	1,1	-0,4	0,4	0,3	1,0	0,8
Secteur secondaire	4,1	-0,5	1,2	2,6	4,3	1,5	2,1	1,8	2,2
Secteur tertiaire	3,1	-0,1	2,3	1,7	1,6	2,9	3,2	3,0	2,7
Secteur non marchand	0,3	0,3	0,9	0,2	0,4	0,6	0,4	0,3	0,5
Droit et taxes	0,3	0,5	1,4	0,8	0,6	0,6	0,5	0,6	0,6
Croissance du PIB réel (%)	6,7	0,7	7,1	6,4	6,5	6,0	6,5	6,7	6,8

Source : MEPD/DGE/DPPE, ANStat, Cadrage macroéconomique 2021-2030, mis à jour le 25 septembre 2025

1.1.3 Contribution à la croissance du PIB par composante de la demande

Au niveau de la demande, la contribution à la croissance du PIB réel serait portée particulièrement par la consommation finale et l'investissement. Ces deux composantes ont contribué respectivement en moyenne annuelle à 3,2 pp et 2,4 pp à la croissance sur la période 2019-2023¹¹. Quant aux exportations et importations de biens et services, leurs contributions à la croissance du PIB ont été respectivement de 1,6 pp et 2,5 pp, en moyenne annuelle, sur la période sous-revue.

En 2024, la croissance a été portée par la demande intérieure (4,8 pp) grâce à la contribution de la consommation finale (2,8 pp) et l'investissement¹² (1,6 pp). La dynamique de la consommation finale (+ 4,0 %) est expliquée par l'effet cumulé de l'augmentation de la consommation publique (+4,4% en 2024) et de la consommation des ménages (+4,0% en 2024) qui ont bénéficié de la hausse des revenus et de la création d'emplois aussi bien dans le secteur privé que public¹³, ainsi que de la maîtrise des prix.

Quant à l'investissement, il est marqué par une forte demande d'investissements du secteur privé (+ 8,3 %) et une faible augmentation de l'investissement public (+ 0,2 %). Ainsi, le taux d'investissement global en 2024 est resté le même qu'en 2023 (23,1 %) avec une part de 7,8 % et 15,3 % du PIB respectivement pour l'investissement public et l'investissement privé.

Au niveau des échanges extérieurs, la contribution de la demande extérieure nette à la croissance est estimée à 1,1 point de pourcentage en 2024 contre une contribution négative moyenne de - 0,9 point de pourcentage sur la période 2019-2023. Pour l'année 2024, les exportations de biens et services ont affiché une dynamique positive de + 4,6 % sous l'impulsion du dynamisme de l'économie contre une hausse des importations de biens et services de + 0,2 %.

¹¹ Pour une croissance moyenne annuelle du PIB réel de 5,5 % sur la même période.

¹² Il fait référence à la formation brute de capital fixe (FBCF)

¹³ Le marché de l'emploi est resté dynamique en 2023. Le nombre d'emplois nets créés en 2023 a augmenté de 43,6% comparativement à 2022 (DPPE, *Note annuelle de conjoncture* 2023, publiée en janvier 2024).

Tableau 5	Contribution à la croissance des postes de demande (en pp)								
	2019	2020	2021	2022	2 0 2 3 Prov.	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)	2027 (p)
1. Demande interne	5,4	3,0	6,8	9,7	5,8	4,8	6,9	7,3	6,9
Consommation totale	4,3	1,1	4,2	3,5	4,0	2,8	3,6	4,1	3,7
Privée	3,4	0,6	3,5	3,1	3,7	2,5	3,2	3,1	3,0
Publique	0,9	0,5	0,7	0,4	0,4	0,4	0,4	1,0	0,7
Formation Brute de Capital Fixe	1,6	0,8	3,0	2,8	1,7	1,6	2,9	3,2	2,9
Privée	1,4	-0,4	2,1	0,8	1,5	1,6	2,1	2,3	2,0
Publique	0,1	1,2	0,9	2,0	0,2	0,0	0,8	0,9	0,9
Variation des stocks	-0,5	1,1	-0,4	3,4	0,1	0,4	0,4	0,1	0,2
2. Demande extérieure totale	1,3	-2,3	0,3	-3,3	0,7	1,1	-0,4	-0,6	-0,1
Exportations	2,3	-1,0	3,6	0,9	2,1	1,2	1,9	1,0	1,9
Importations	1,0	1,3	3,3	4,2	1,4	0,1	2,3	1,6	2,0
PIB	6,7	0,7	7,1	6,4	6,5	6,0	6,5	6,7	6,8

Source : MEPD/DGE/DPPE, ANStat, Cadrage macroéconomique 2021-2030, mis à jour le 25 septembre 2025

1.1.4 Inflation

En Côte d'Ivoire, le taux d'inflation¹⁴ est passé de 4,4 % en 2023 à 3,5 % en 2024, soit une baisse de 0,9 pp par rapport à l'année précédente. Ce niveau d'inflation élevé est en lien avec la hausse des prix observée au niveau du transport (+ 8,1 %), des produits alimentaires (+ 6,5 %), des hôtels et restaurants (+ 5,6 %) et du logement (+4,3 %). Le taux d'inflation est certes élevé par rapport à la norme communautaire (3,0%), mais il est égal à la moyenne de la zone UEMOA (3,5 % en 2024).

En 2025 et 2026, le taux d'inflation annuel moyen devrait continuer à baisser et atteindre respectivement 1,0 % et 1,5%¹⁵, un niveau conforme au seuil communautaire de 3 %.

¹⁴ L'inflation est mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC).

¹⁵ Les prévisions pour les années 2025 et 2026 sont basées sur trois scénarios : optimiste, central et pessimiste. Dans le cadre de la présente note d'information, nous avons fait le choix du scénario central par souci de prudence.

Tableau 6		Evolution de l'inflation (en %)							
Inflation	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)	2027 (p)
Côte d'Ivoire	0,8	2,4	4,2	5,2	4,4	3,5	1,0	1,5	2,0
UEMOA	-0,7	2,1	3,6	7,4	3,7	3,5	2,2	2,3	-

Source : BCEAO, Rapport sur l'évolution des prix à la consommation dans l'UEMOA en 2024 et perspectives, juin 2025

1.2 FINANCES PUBLIQUES

1.2.1 Dépenses et recettes

Evolution des dépenses et recettes

L'exécution de la situation budgétaire de 2017 à 2020 s'est déroulée dans un contexte de consolidation des avancées enregistrées depuis 2012 sur les plans économique et socio-politique. Elle s'est aussi inscrite dans le respect des objectifs des programmes économiques et financiers soutenus par les ressources des partenaires techniques financiers, notamment la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) conclus avec le FMI¹⁶.

Au vu de ce contexte, l'exécution budgétaire sur la période 2021-2024 fait ressortir une amélioration continue de la mobilisation des recettes et une augmentation soutenue des dépenses et prêts nets. L'évolution des principaux postes est présentée ci-dessous.

Selon, les données du cadrage macroéconomique publiées en décembre 2024¹⁷, les recettes totales et les dons ont affiché une croissance annuelle moyenne de 12,5 % entre 2021 et 2023, passant de 6 140,2 milliards de FCFA en 2021 à 7 771,7 milliards de FCFA en 2023. Cette hausse a été facilitée par un effort de mobilisation de l'ensemble des recettes, malgré les défis posés par des crises internationales sur l'économie. En effet, les recettes fiscales, qui ont crû en moyenne de 13,0 %, ont augmenté de 5 096,0 milliards de FCFA en 2021 à 6 508,0 milliards de FCFA en 2023. Elles se répartissent en 60,8 % de recettes fiscales intérieures et 39,2 % de recettes fiscales de porte. La pression fiscale a également progressé, passant de 12,6 % en 2021 à 13,5 % en 2023.

En 2024, les recettes totales et dons progressent de 11,5% par rapport à 2023 pour s'établir à 8 663,5 milliards de FCFA, dont 7 271,8 milliards de FCFA de recettes fiscales, correspondant à un taux de pression fiscale de 13,8%. Ce résultat est le fruit de la continuité des réformes des régions, d'une reprise progressive de la perception des taxes sur principaux produits pétroliers, initialement suspendues d'avril à décembre 2022 en raison de la forte hausse des prix internationaux, et sous l'hypothèse d'une gestion efficace des impacts des crises internationales sur l'économie nationale.

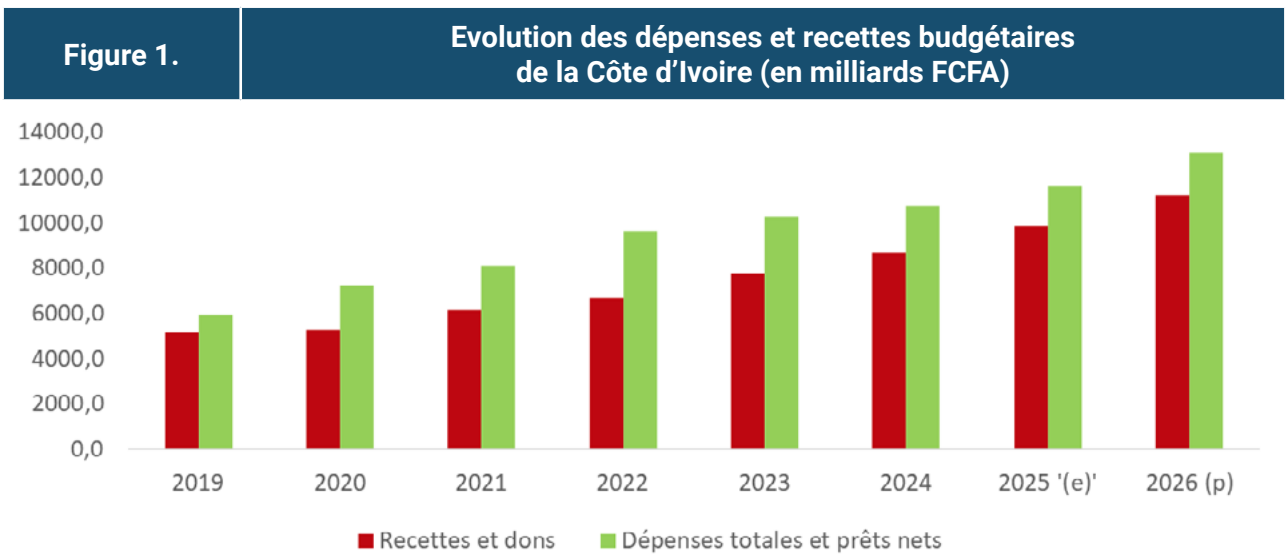
¹⁶ Le 9 décembre 2020, le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé les septième et huitième revue des accords en faveur de la Côte d'Ivoire au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC), et a approuvé la demande d'appui du FMI d'un montant de 278,2 millions de dollars US. L'achèvement des septième et huitième revues permet au pays de revenir au cycle normal de 12 mois pour les consultations au titre de l'article IV. L'encours des crédits de la Côte d'Ivoire auprès du Fmi excède le seuil de 200% de sa quote-part.

¹⁷ Direction Générale de l'Economie (DGE) / Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques (DPPSE)

Du côté des dépenses, sur la période 2021-2023, les dépenses publiques ont augmenté de 8 102,0 milliards de FCFA à 10 279,8 milliards de FCFA, soit une progression annuelle moyenne de 12,6 %. Cette évolution est attribuée à la mise en œuvre de plans de riposte sanitaire post Covid-19, de soutien à l'économie, et au renforcement des dispositifs de sécurité face aux menaces terroristes, ainsi qu'à la croissance des dépenses d'investissement, incluant des travaux d'infrastructures sportives et routières pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2023).

Pour 2024, les dépenses totales et les prêts nets sont établis à 10 757,2 milliards de FCFA, représentant une hausse de 4,6% par rapport à 2023.

Le déficit budgétaire évalué à 2 508,1 milliards FCFA en 2023 s'est également amélioré, se chiffrant à 5,2 % du PIB, principalement en raison de la hausse des recettes liées à la reprise progressive de la perception des taxes sur les produits pétroliers et à l'absence de reconduction des mesures de soutien à certains secteurs. Ce déficit se réduit davantage et se situe en 2024 à -2 093,7 milliards FCFA, soit 4,0 % du PIB.



Source : MBPE / DGBF, Annexe 3 : Programmation budgétaire pluriannuelle 2025-2027, décembre 2024/LFI 2025

Présentation détaillée des recettes et dépenses

L'évolution des recettes et dépenses sur la période 2019-2026 est présentée dans le tableau 7. Les principaux postes des ressources sont les revenus des taxes (taxes directes et indirectes), les autres revenus des taxes affectées (par exemple, la TVA sur l'électricité, etc.), les revenus non issus des taxes (notamment les cotisations des organismes de sécurité sociale) et les dons.

Les revenus des taxes occupent une part prépondérante dans le total des revenus et dons avec une contribution moyenne de 83,2 % sur la période 2020-2023. Suivent les recettes non fiscales et les dons, représentant respectivement 13,2 % et 3,6 % des recettes. La hausse des ressources (+891,8 milliards FCFA) observées entre 2023-2024 (7 771,7 milliards de FCFA à 8 663,5 milliards FCFA) est expliquée en grande partie grâce à l'augmentation des recettes fiscales (+11,7%). Pour 2025, les estimations montrent une progression de 18,0% des recettes fiscales (+1 307,9 milliards FCFA).

Les recettes totales progresseraient respectivement de 13,8% et 13,9% en 2025 et 2026 pour atteindre 9 857,0 milliards et 11 226,3 milliards.

En ce qui concerne les dépenses, sur la période 2020-2023, elles sont dominées principalement par les dépenses d'investissement (29,7 %), les dépenses de personnel (22,5 %) ainsi que les dépenses de fonctionnement (17,2 %). En 2024, l'augmentation des dépenses (+477,4 milliards FCFA) est attribuable à la hausse des dépenses de fonctionnement (+11,8% en 2024 contre +2,6 % en 2023), des dépenses de personnel (+5,3% en 2024 contre 11,9% en 2023), des intérêts dus sur la dette publique (+13,4% en 2024 contre 27,7% en 2023) et des dépenses d'investissement (+2,2% en 2024 contre 3,7% en 2023). Les dépenses d'investissement prenant en compte les priorités du PND 2021-2025 se sont établies à 3 330,8 milliards en 2024 contre 3 257,5 milliards en 2023.

Les dépenses totales et prêts nets progresseraient respectivement de 7,8% et 13,2% en 2025 et 2026 pour atteindre 11 594,3 milliards et 13 123,0 milliards.

Tableau 7	Tableau des opérations financières de l'Etat, 2019-2026							
En milliards de FCFA	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025(e)	2026(p)
1- RECETTES ET DONCS	5 158,40	5 289,20	6 140,20	6 385,90	7 771,70	8 663,51	9 856,97	11 226,27
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	4 883,50	5 095,90	5 955,60	6 152,20	7 454,90	8 417,91	9 737,73	10 991,08
Recettes fiscales	4 205,40	4 356,10	5 096,00	5 318,20	6 508,00	7 271,77	8 579,65	9 775,11
Recettes non fiscales	678,1	739,9	859,6	834	946,9	1 146,1	1 158,1	1 216,0
1.2 DONCS	274,9	193,3	184,6	233,7	316,8	245,6	119,2	235,2
Dons-projets	107,4	101,4	92,3	39,9	117,1	45,8	105,5	146,4
Appuis budgétaires (aide à la BP & aides alimentaires)	167,5	91,9	92,3	193,8	199,7	199,8	13,8	88,8
2 - DEPENSES TOTALES	5 943,90	7 255,10	8 102,00	9 666,30	10 279,80	10 757,18	11 594,31	13 123,00
2.1. DEPENSES COURANTES	4 112,80	4 914,90	5 439,10	5 735,00	6 232,00	6 764,71	7 363,51	7 942,40
Traitements et salaires	1 703,00	1 828,10	1 859,60	2 007,20	2 246,40	2 365,36	2 532,64	2 853,48
Fonctionnement	1 025,10	1 315,00	1 516,90	1 599,90	1 641,40	1 833,76	2 062,60	2 200,50
Intérêts dus	520,9	663,8	784,5	970,3	1 239,30	1 405,71	1 602,88	1 670,42
Autres dépenses courantes	863,7	1 108,00	1 278,10	1 157,60	1 104,90	1 159,89	1 165,39	1 218,00
2.2 DEPENSES EN CAPITAL	1 499,30	1 914,40	2 171,90	3 140,60	3 257,50	3 330,79	3 360,37	4 477,63
Sur ressources intérieures	977,4	1 239,10	1 239,50	1 667,80	1 719,20	2 274,86	1 916,81	2 924,01
Sur ressources extérieures	521,9	675,3	932,4	1 472,80	1 538,30	1 055,93	1 443,56	1 553,62
2.3 AUTRES DEPENSES	331,8	425,7	491	790,7	790,4	661,7	870,4	703,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement, hors dons)	-1 060,40	-2 159,10	-2 146,40	-3 514,10	-2 824,90	-2 339,28	-1 856,58	-2 131,93
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement, dons inclus)	-785,5	-1 965,90	-1 961,80	-3 280,40	-2 508,10	-2 093,68	-1 737,35	-1 896,74

Source : MBPE / DGBF/ DPPSE. Annexe 3 : document de programmation budgétaire Mise à jour décembre 2024

1.2.2 Budget

Présentation des dépenses du budget général

Les dépenses du budget de l'Etat¹⁸ pour l'année 2024 s'élèvent à 13 720,7 milliards de FCFA contre 11 694,4 milliards de FCFA en 2023. Elles sont projetées à 15 339,2 milliards de FCFA en 2025. La répartition des dépenses par nature économique permet d'identifier les grands postes suivants : les dépenses ordinaires, le service de la dette publique (intérieure et extérieure), les dépenses d'investissement ainsi que les autres dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor. Ainsi, sur la période 2020-2024, la structure des dépenses du budget montre que les parts moyennes des dépenses ordinaires (37,6 %) sont les plus élevées avec une prépondérance des dépenses du personnel de 19,7 %. Suivent, les dépenses liées aux services de la dette (27,3 %) et les dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor (7,4 %).

Tableau 8			Les grands postes du budget par nature économique							
Côte d'Ivoire	2020		2021		2022		2023		2024	
	Budget voté		Budget voté		Budget voté		Budget voté		Budget voté	
(En milliards de FCFA)	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses ordinaires	3 403,2	40,4%	3 498,3	41,7%	3 399,4	34,3%	3 876,4	33,1%	5 223,4	38,1%
Personnel	1 770,1	21,0%	1 831,4	21,8%	1 957,8	19,8%	2 241,4	19,2%	2 331,7	17,0%
Abonnement	110,2	1,3%	112,6	1,3%	115,5	1,2%	116,9	1,0%	116,9	0,9%
Autres dépenses de fonctionnement	1 522,9	18,1%	1 554,3	18,5%	1 326,1	13,4%	1 518,0	13,0%	1 518,0	11,1%
Dette publique	1 930,6	22,9%	2 132,8	25,4%	3 061,2	30,9%	3 257,5	27,9%	3 475,4	25,3%
Dette intérieure	1 139,6	13,5%	1 072,2	12,8%	1 737,3	17,5%	1 719,2	14,7%	1 734,4	12,6%
Dette extérieure	791,0	9,4%	1 060,6	12,6%	1 323,8	13,4%	1 538,3	13,2%	1 741,1	12,7%
Dépenses d'investissement	2 409,5	28,6%	2 163,2	25,8%	2 804,7	28,3%	3 362,9	28,8%	3 721,3	27,1%
Sur ressources internes (Trésor)	1 085,7	12,9%	1 661,2	19,8%	1 365,0	13,8%	1 686,9	14,4%	2 379,6	17,3%
Sur ressources externes	1 323,9	15,7%	203,4	2,4%	1 439,7	14,5%	255,9	2,2%	1 341,7	9,8%
Emprunts projets	1 160,3	13,8%	858,1	10,2%	1 357,3	13,7%	1 556,7	13,3%	1 556,7	11,3%
Dons projets	163,5	1,9%	143,9	1,7%	82,4	0,8%	119,0	1,0%	119,0	0,9%
Autres dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor	672,1	8,0%	604,6	7,2%	635,8	6,4%	711,6	6,1%	1 300,6	9,5%
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	8 415,4	100,0%	8 398,9	100,0%	9 901,1	100,0%	11 694,4	100,0%	13 720,7	100,0%

Source : MBPE / DGBF, Annexe 3 Programmation budgétaire pluriannuelle 2025-2027, décembre 2024/LFI 2025

18 Budget voté

Présentation des recettes du budget général par source

Les recettes du budget se composent de recettes fiscales et de recettes non fiscales. Ce sont les recettes fiscales qui constituent la principale source de revenus pour l'Etat. Elles ont connu une augmentation significative sur la période 2021-2023. En effet, elles sont passées de 4 246,4 milliards de FCFA en 2021 à 5 033,5 milliards de FCFA en 2023. Dans le budget de l'Etat, la fiscalité de porte (taxes sur les importations et les exportations) est prédominante mais aussi les impôts directs et les taxes sur les biens et services.

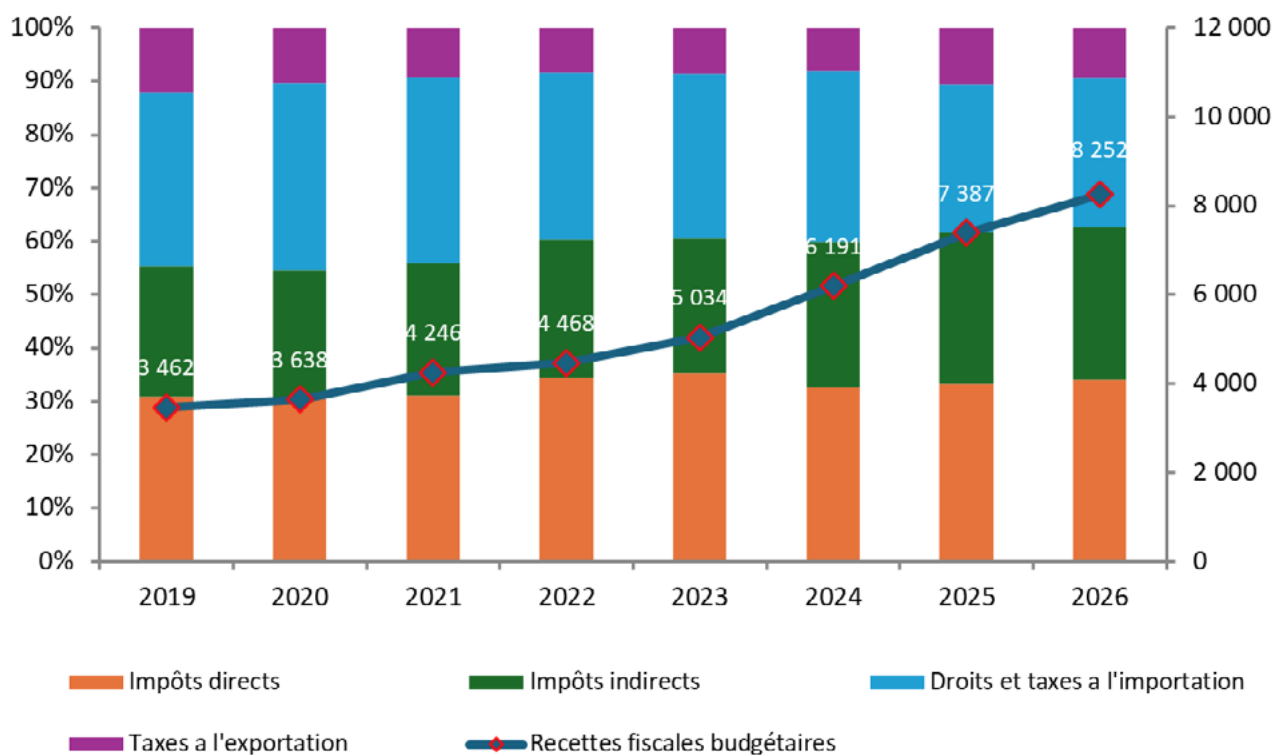
Globalement, sur la période 2021-2023, la fiscalité de porte, qui demeure importante dans le budget de l'Etat, voit sa part diminuer au détriment de la fiscalité intérieure. En 2024, la fiscalité intérieure représente 59,6 % des recettes fiscales contre 40,4 % pour la fiscalité de porte. Cette répartition constitue un développement positif qui mettrait le système fiscal en harmonie avec les politiques de transformation structurelles au profit de l'industrialisation.

Tableau 9	Recettes du budget général en fonction du type d'impôt					
LIBELLES	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	Real.	Real.	Real.	Budget	Budget.	Proj.
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	4 246,4	4 468,2	5 033,5	6 190,8	7 387,0	8 251,7
DGI	2 364,4	2 689,9	3 035,0	3 692,3	4 543,7	5 165,6
Impôts directs	1 306,0	1 535,6	1 757,6	2 012,4	2 440,7	2 797,9
Impôts indirects	1 058,3	1 154,2	1 277,4	1 679,9	2 103,0	2 367,7
TRESOR	11,9	2,8	14,3	12,9	13,7	13,9
Impôts directs	10,3	2,8	13,2	11,5	12,2	12,4
Impôts indirects	1,6	0,0	1,1	1,4	1,5	1,5
DGD	1 870,1	1 775,6	1 984,2	2 485,6	2 829,5	3 072,3
Droits et taxes à l'importation	1 481,8	1 394,8	1 549,1	1 991,3	2 039,7	2 289,2
Taxes à l'exportation	388,3	380,8	435,2	494,3	789,8	783,0

Source : MBPE/DGBF/Annexe 3 Programmation budgétaire pluriannuelle 2025-2027, décembre 2024

Figure 2

Recettes du budget général en fonction des sources



Source : MBPE/DGBF/Cadrage Budgétaire (décembre 2024)

Loi de Finances 2025

Le Projet de Loi de Finance Initiale (LFI) 2025 a été voté en décembre 2024 par le Parlement ivoirien. Le budget s'équilibre en ressources et en charges à 15 339,2 milliards de FCFA avec une progression de 1 618,5 milliards de FCFA en valeur absolue et de 11,8 % en valeur relative par rapport au budget 2024 dont le montant était de 13 720,7 milliards de FCFA.

Le projet de budget 2025 est composé de recettes et de dépenses budgétaires, de recettes et de dépenses de trésorerie ainsi que des recettes et de dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor. Les recettes budgétaires sont programmées à 7 865,4 milliards de FCFA. Les dépenses budgétaires se chiffrent à 9 843,9 milliards de FCFA. Le solde des recettes et dépenses budgétaires est déficitaire de 1 978,5 milliards de FCFA. Il devrait être financé par le solde excédentaire des ressources de trésorerie. En effet, les prévisions des ressources de trésorerie pour l'année 2025 s'élèvent à 6 099,5 milliards de FCFA contre 4 121,0 milliards de FCFA pour les dépenses de trésorerie, soit un solde excédentaire de 1 978,5 milliards de FCFA équivalent au financement attendu du solde budgétaire.

Tableau 10		Budget voté pour l'année 2025	
RESSOURCES	MONTANT	DEPENSES	MONTANT
BUDGET GENERAL			
Recettes budgétaires (I)	7 865,4	Dépenses budgétaires (II)	9 843,9
Recettes fiscales	7 387,0	Dépenses ordinaires	6 050,9
Recettes non fiscales	210,4	Charges financières de la dette publique	1 514,7
Dons	267,9	Personnel	2 532,6
Dons programmes	162,5	Acquisition de biens et services	1 154,5
Dons projets	105,5	Transferts courants	849,1
		Dépenses en capital	3 792,9
		Sur financement du Trésor	2 349,4
		Sur financement extérieur	1 443,6
Solde budgétaire de l'Administration centrale (I-II)	-1 978,5		
Recettes de trésorerie (III)	6 099,5	Dépenses de trésorerie (IV)	4 121,0
Emprunts sur marchés monétaire et financier intérieurs	3 430,1	Remboursements d'emprunts intérieurs	2 713,5
Emprunts-projets	1 338,1	Remboursements d'emprunts extérieurs	1 407,5
Emprunts-Programmes	1 252,1		
Autres ressources de trésorerie	79,2		
Solde de trésorerie (III)-(IV)	1 978,5		
Total des ressources du Budget Général (I)+(III)	13 964,9	Total des dépenses du Budget Général (II)+(IV)	13 964,9
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR (CST)			
Recettes de Comptes d'affectation spéciale	1 452,5	Dépenses des Comptes d'affectation spéciale	1 452,5
Total des recettes des Comptes Spéciaux du Trésor (V)	1 452,5	Total des dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor (VI)	1 452,5
Correction pour double comptabilisation des recettes reçues par transfert des comptes de prêts rétrocédés en ressources de trésorerie sur la ligne autres ressources de trésorerie (VII)	-78,2	Correction pour double comptabilisation des recettes reçues par transfert des comptes de prêts rétrocédés en ressources de trésorerie sur la ligne autres ressources de trésorerie (VII)	-78,2
TOTAL DES RESSOURCES DU BUDGET DE L'ETAT (I)+(III)+(V)	15 339,2	TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT (II)+(IV) +(VI)	15 339,2

Source : MBPE / DGBE, LOI DE FINANCES N° 2024-1109- 2025

Le Gouvernement ivoirien s'engage à renforcer la mobilisation des ressources fiscales par des réformes politiques et administratives. Cela inclut la rationalisation des avantages fiscaux, l'ajustement des taux et assiettes d'imposition, la fiscalisation de secteurs sous-imposés et le renforcement du civisme fiscal, tout en augmentant la fiscalité environnementale.

Pour le budget 2025, des réformes fiscales concernent les petites et moyennes entreprises, notamment un crédit d'impôt pour les stages et un relèvement du crédit d'impôt pour l'acquisition de brevets de 20 % à 30 %. La taxe sur les jeux de hasard sera élargie pour inclure les jeux en ligne, avec un recouvrement effectué par des concessionnaires et des obligations de déclaration pour les opérateurs étrangers.

Enfin, l'élargissement de l'assiette fiscale inclura des secteurs peu imposés, comme le transport et le commerce en ligne, via des retenues à la source pour les plateformes numériques. Le gouvernement s'engage également à limiter les exonérations existantes dans le logement social, le foncier urbain, et en conditionnant certains privilèges à la conformité fiscale.

1.3 BALANCE DES PAIEMENTS

1.3.1 Balance des paiements : vue d'ensemble

La balance des transactions courantes de la Côte d'Ivoire est demeurée structurellement déficitaire sur la période 2019-2024. En particulier pour l'année 2024, le solde du compte des transactions courantes s'est amélioré de 1 577,4 milliards de FCFA passant de -3 944,4 milliards de FCFA en 2023 à -2 367,0 milliards de FCFA en 2024, en lien avec l'augmentation de l'excédent de la balance des biens. L'amélioration de la balance commerciale, en 2024, s'explique par l'effet cumulé de deux dynamiques opposées : d'une part, une forte hausse des exportations des biens (+ 19,8 %) et, d'autre part, une baisse des importations (- 1,9 %).

Concernant les autres postes du compte des transactions courantes, ils ont enregistré une détérioration de leurs soldes déficitaires (+17,9 % pour les services, + 6,1 % pour les revenus primaires et + 5,3 % pour les revenus secondaires).

S'agissant du solde du compte capital, il s'est contracté, en 2024, par une baisse de 62,5 milliards de FCFA due à l'amoindrissement des transferts de capital au profit de l'administration publiques¹⁹.

Le besoin de financement de l'économie ivoirienne dans ses échanges avec l'extérieur est ressorti à 2 317,0 milliards de FCFA en 2024. Ce besoin serait entièrement financé par l'excédent du compte financier (4 085,3 milliards de FCFA²⁰) si bien qu'il en résulterait un solde global excédentaire de 1 768,3 milliards de FCFA.

¹⁹ Il s'agit de financement de l'investissement public sous forme de dons projets.

²⁰ La balance des paiements est présentée selon l'optique de la BCEAO. Ainsi, pour l'enregistrement des opérations financières, un signe négatif au niveau du compte financier traduit une entrée nette de capitaux étrangers et un signe positif, une sortie nette de capitaux étrangers.

Tableau 11	Balance des paiements (en milliards de FCFA)							
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 ²¹	2026
a- Compte des transactions courantes (1+2+3)	-790,3	-1 136,4	-1 593,8	-3 364,5	-3 944,4	-2 367,0	-2 360,5	-2 529,3
1-Biens et services	533,2	329,0	22,0	-1 707,6	-1 940,1	-241,4	44,5	73,2
Balance des biens FOB	1 846,4	1 716,5	1 693,1	670,3	1 062,3	3 298,3	3 932,4	3 701,8
Exportations de biens FOB	7 399,2	7 194,8	8 495,6	10 166,1	10 382,6	12 438,8	13 794,1	13 835,3
Importations de biens FOB	5 552,8	5 478,3	6 802,4	9 495,8	9 320,3	9 140,5	9 861,8	10 133,6
Importations de biens CAF	6 111,8	6 040,3	7 628,0	10 715,7	10 893,2	10 683,0	11 526,0	11 843,7
Balance des services	-1 313,2	-1 387,5	-1 671,1	-2 377,9	-3 002,5	-3 539,7	-3 887,8	-3 628,6
2-Revenu primaire	-985,8	-1 062,8	-1 240,7	-1 434,0	-1 851,1	-1 964,4	-2 180,0	-2 306,4
3-Revenu secondaire	-337,8	-402,6	-375,1	-222,8	-153,1	-161,2	-225,0	-296,1
dont Administrations publiques	94,4	22,6	10,5	99,8	95,6	102,0	54,5	5,7
dont autres secteurs	-432,1	-425,2	-385,7	-322,6	-248,8	-263,2	-279,5	-301,8
b- Compte de capital (4+5)	105,3	100,4	91,6	39,2	112,6	50,1	105,7	194,6
4- Acquisition/cessions d'actifs non financiers	-2,3	-1,0	-0,9	-0,7	-4,7	0,0	0,0	0,0
5- Transferts de capital	107,6	101,4	92,5	39,9	117,3	50,1	105,7	194,6
c- Solde des comptes des transactions courantes et de capital (a+b)	-685,0	-1 036,0	-1 502,2	-3 325,3	-3 831,8	-2 317,0	-2 254,7	-2 334,7
d- Compte financier (6+7+8+9)	-1 164,2	-1 641,8	-2 595,4	-3 024,1	-2 637,9	-4 085,3	-2 837,2	-2 703,0
6- Investissement direct	-433,4	-409,6	-614,0	-893,0	-1 215,0	-1 964,0	-2 150,6	-1 791,3
7- Investissements de portefeuille	-9,6	-531,7	-751,5	-187,8	54,8	-895,1	-48,7	-317,5
8- Dérivés financiers	0,1	0,0	0,8	0,0	-3,1	-3,1	-3,1	-3,1
9- Autres investissements	-721,4	-700,5	-1 230,7	-1 943,3	-1 474,7	-1 223,0	-634,8	-591,0
e-Erreurs et omissions nettes	-1,5	1,2	2,4	-3,6	2,0	0,0	0,0	0,0

21 Les prévisions pour les années 2025 et 2026 proviennent également de la BCEAO

Tableau 11	Balance des paiements (en milliards de FCFA)							
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 ²¹	2026
f-Solde global (a+b-d+e)	477,7	607,0	1 095,6	-304,9	-1 191,9	1 768,3	582,5	368,3
g-Variation des avoirs extérieurs nets	-477,7	-607,0	-1 095,6	304,9	1 191,9	-1 768,3	-582,5	-368,3
Balance courante hors dons/PIB (%)	-2,7%	-3,4%	-4,2%	-8,0%	-8,6%	-4,9%	-4,4%	-4,0%

Source : BCEAO – Base des Données Economiques et Financières (EDEN), consulté le 30 avril 2025

1.3.2 Commerce international

Echanges internationaux par destination

L'évolution des échanges par zone, sur la période 2019-2023, laisse apparaître un prolongement des tendances observées précédemment : la poursuite des exportations en direction de l'Europe et une percée en Asie. En effet, sur la période sous revue, les exportations vers l'Europe sont passées de 3 308,2 milliards de FCFA en 2019 à 4 639,9 milliards de FCFA en 2023²² (avec une part des exportations en valeur de 45,5 % en 2023 contre 45,0 % en 2019).

En Europe, le premier client de la Côte d'Ivoire à l'exportation, en 2023, est la Suisse (11,6 %), suivie des Pays-Bas (10,7 %) et de la France (4,4 %).

Les exportations en direction de l'Asie, quant à elles, sont passées de 1 478,9 milliards de FCFA à 2 077,3 milliards de FCFA entre 2019 et 2023 (avec une part des exportations en valeur de 20,4 % en 2023), tirées principalement par les exportations vers la Chine qui ont augmenté annuellement de 21,4 % sur la période 2019-2023.

L'Afrique occupe la deuxième place après l'Europe avec une contribution de 24,5 % en 2023, devant l'Asie (20,4 %) et l'Amérique (7,3 %). Globalement, les exportations de la Côte d'Ivoire en direction de l'Afrique ont fléchi en 2023 de 7,2 % en raison de la baisse des exportations dans la zone UEMOA.

Au niveau régional, les exportations de la Côte d'Ivoire en direction des pays de l'UEMOA ont enregistré une baisse en 2023, en passant de 1 727,8 milliards de FCFA en 2022 à 1 606,1 milliards de FCFA en 2023, soit une baisse de 7,0 %. En 2023, les principaux clients à l'exportation dans l'UEMOA sont le Mali (56,5 %²³) et le Burkina Faso (29,1 %). En outre, ces deux pays représentent respectivement 8,9 % et 4,6 % des exportations de la Côte d'Ivoire au niveau mondial.

²² Source : BCEAO, Balance des paiements et position extérieure globale de la Côte d'Ivoire au titre de l'année 2023, avril 2025.

²³ Ces pourcentages, pour le Mali et le Burkina, représentent la part des exportations en direction du pays considéré dans le total des exportations de la Côte d'Ivoire en direction de l'UEMOA.

Tableau 12	Exportations par destination (en milliards de FCFA)					
Zone géographique	2019	2020	2021	2022	2023	
					Valeur	%
EUROPE	3 308,2	3 200,9	3 498,5	4 065,2	4639,9	45,5%
UNION EUROPEENNE	2 635,8	2 354,4	2 604,3	2 812,2	2913,7	28,6%
ZONE EURO	2 524,8	2 261,0	2 461,9	2 669,5	2721,4	26,7%
France	460,5	392,1	442,6	491,7	446,0	4,4%
Allemagne	346,4	314,9	308,1	354,0	379,3	3,7%
Italie	128,6	127,6	138,0	165,6	131,2	1,3%
Pays-Bas	795,5	715,1	735,3	868,4	1091,9	10,7%
Belgique	314,3	366,6	467,0	413,3	332,6	3,3%
AUTRES PAYS DE L'UE	111,0	93,4	142,4	142,7	192,3	1,9%
AUTRES PAYS D'EUROPE	672,4	846,5	894,2	1 253,1	1726,2	16,9%
Royaume-Uni	191,6	219,9	257,9	270,9	294,7	2,9%
Suisse	350,4	462,6	460,9	822,2	1180,6	11,6%
AFRIQUE	1 665,8	1 626,2	1 710,1	2 694,3	2500,9	24,5%
UEMOA	911,1	887,4	1 039,0	1 727,8	1606,1	15,7%
Bénin	35,9	47,8	26,8	58,0	38,6	0,4%
Burkina Faso	344,1	291,3	343,7	528,9	466,8	4,6%
Guinée-Bissau	0,7	0,6	1,0	0,8	1,5	0,0%
Mali	361,8	376,9	486,2	904,3	908	8,9%
Niger	56,4	64,1	69,1	66,3	32,5	0,3%
Sénégal	75,7	75,2	82,9	127,0	98,6	1,0%
Togo	36,4	31,4	29,2	42,6	60,1	0,6%
CEDEAO (hors UEMOA)	395,9	314,7	277,6	415,6	358,9	3,5%
Nigeria	180,0	126,6	71,3	110,5	88,5	0,9%
Ghana	171,6	136,0	142,8	218,4	174,8	1,7%
CEMAC	59,1	45,5	53,7	107,5	110,1	1,1%
Cameroun	28,3	16,7	25,7	68,8	51,6	0,5%
Gabon	8,3	7,2	7,0	10,0	7,6	0,1%
AUTRES AFRIQUE	337,6	378,6	339,8	443,3	425,9	4,2%

Tableau 12	Exportations par destination (en milliards de FCFA)					
Zone géographique	2019	2020	2021	2022	2023	
					Valeur	%
Afrique du Sud	235,3	308,8	233,7	275,3	262	2,6%
Algérie	41,6	32,3	18,7	40,0	31,8	0,3%
AMERIQUE	795,1	687,9	893,6	835,5	745,1	7,3%
USA	450,1	480,1	687,6	544,2	463,9	4,5%
Canada	208,5	130,4	98,5	127,0	137,8	1,4%
Brésil	76,7	37,4	50,6	82,7	65,4	0,6%
ASIE	1 478,9	1 488,8	1 824,1	2 016,7	2077,3	20,4%
Chine	216,5	262,8	308,1	429,3	470,4	4,6%
Inde	270,9	147,0	185,2	417,9	207,5	2,0%
Pakistan	13,9	42,7	105,7	95,3	73,7	0,7%
AUTRES PAYS	99,0	136,8	425,3	361,9	239,4	2,3%
TOTAL EXPORTATION²⁴	7 347,0	7 140,7	8 351,7	9 973,6	10 202,6	100,0%

Source : BCEAO – Rapport de la balance des paiements de la Côte d'Ivoire au titre de l'année 2023, novembre 2024

Au niveau des importations internationales de la Côte d'Ivoire, l'Asie occupe la première place en fournissant 32,1 % des approvisionnements en 2023, viennent ensuite l'Europe (29,4 %), l'Afrique (25,7 %) et l'Amérique (9,8 %). La Chine (15,8 %) et l'Inde (5,6 %) sont les principaux pays fournisseurs en Asie.

L'Europe est la deuxième source d'approvisionnement des importations de marchandises de la Côte d'Ivoire (29,4 % en 2023) dont 19,3 % proviennent de la zone Euro. La France demeure le principal fournisseur sur le continent européen (6,2 % des importations totales en 2023).

L'Afrique est le troisième fournisseur de la Côte d'Ivoire avec une part en valeur de 25,7 % en 2023 dont 15,3 % des importations totales pour le Nigéria (59,5 % des importations en provenance du continent africain).

Au niveau de la zone UEMOA, les importations de la Côte d'Ivoire en provenance des autres pays sont passées de 148,9 milliards de FCFA en 2019 à 223,9 milliards en 2023, soit une hausse de 75,0 milliards de FCFA sur la période (une croissance moyenne annuelle de 10,7 %). Le principal fournisseur en provenance de l'UEMOA, en 2023, est le Sénégal (41,7 %²⁵), suivent le Togo (40,8 %), le Niger (6,5 %), le Burkina Faso (3,9 %), le Mali (2,9 %), le Bénin (2,6 %), et la Guinée-Bissau (1,6 %).

²⁴ Exportations totales hors biens exceptionnels (voir BCEAO, Rapport annuel de la balance des paiements 2021, février 2023).

²⁵ Les pourcentages indiquent la part des importations des pays considéré (autre pays de l'UEMOA) dans le total des importations de la Côte d'Ivoire en provenance de l'UEMOA.

Tableau 13	Importations des marchandises par origine (en milliards de FCFA)					
Zone géographique	2019	2020	2021	2022	2023	
					Valeur	%
EUROPE	2 047,2	2 172,4	2 605,0	3 253,3	3 075,3	29,4%
UNION EUROPEENNE	1 739,6	1 717,1	2 037,7	2 520,6	2 240,0	21,4%
ZONE EURO	1 456,1	1 574,5	1 890,5	2 337,7	2 014,7	19,3%
France	646,4	666,5	737,7	776,3	653,2	6,2%
Allemagne	159,0	174,1	237,2	231,2	302,5	2,9%
Italie	129,3	163,5	173,5	220,5	204,2	2,0%
Pays-Bas	168,7	173,4	175,6	218,2	158,5	1,5%
Belgique	90,6	120,9	266,1	509,9	391,5	3,7%
AUTRES PAYS DE L'UE	283,5	142,6	147,2	182,9	225,3	2,2%
AUTRES PAYS D'EUROPE	307,6	455,2	567,2	732,7	835,3	8,0%
Royaume-Uni	85,8	94,5	97,1	124,6	219,0	2,1%
Russie	67,3	67,0	125,5	174,7	302,5	2,9%
AFRIQUE	1 413,7	1 485,3	1 485,8	2 231,4	2 691,9	25,7%
UEMOA	148,9	159,9	167,6	129,2	223,9	2,1%
Bénin	5,7	5,9	6,2	7,1	5,9	0,1%
Burkina	7,6	8,9	10,5	6,8	8,7	0,1%
Guinée-Bissau	2,6	10,9	8,8	3,5	3,6	0,0%
Mali	3,5	5,4	8,7	4,5	6,4	0,1%
Niger	5,3	4,4	7,2	5,5	14,5	0,1%
Sénégal	100,9	121,4	122,0	100,2	93,4	0,9%
Togo	13,7	2,9	4,3	1,5	91,4	0,9%
CEDEAO (hors UEMOA)	903,6	971,9	837,0	1 485,3	1 752,5	16,8%
Nigeria	826,3	860,8	695,5	1 355,0	1 602,2	15,3%
Ghana	67,6	96,2	126,0	110,3	133,1	1,3%
CEMAC	3,3	3,1	1,9	7,6	6,5	0,1%
CAMEROUN	0,4	2,8	0,8	0,7	1,0	0,0%
GABON	0,1	0,1	0,1	0,4	0,1	0,0%
AUTRES AFRIQUE	357,8	350,4	479,3	609,4	709,0	6,8%
Afrique du Sud	61,2	61,1	68,0	96,9	114,3	1,1%

Tableau 13	Importations des marchandises par origine (en milliards de FCFA)					
Zone géographique	2019	2020	2021	2022	2023	
					Valeur	%
Maroc	113,0	133,9	169,2	179,5	259,1	2,5%
Algérie	20,8	10,9	41,1	105,3	73,7	0,7%
Egypte	26,1	28,4	74,0	90,4	138,7	1,3%
AMERIQUE	523,8	453,9	788,6	1 151,3	1 021,2	9,8%
USA	304,2	240,5	374,0	525,2	440,5	4,2%
Canada	14,9	14,8	18,4	33,0	48,2	0,5%
Brésil	43,9	46,4	88,8	121,2	98,1	0,9%
ASIE	2 000,3	1 885,6	2 604,9	3 459,9	3 355,4	32,1%
Chine	1 052,5	905,5	1 202,1	1 574,4	1 651,0	15,8%
Japon	90,3	106,1	160,2	159,9	144,3	1,4%
Inde	257,9	304,4	460,9	584,5	581,7	5,6%
Emirats Arabes Unis	45,3	60,2	56,0	71,8	86,2	0,8%
Thaïlande	70,8	67,6	96,9	98,2	85,0	0,8%
AUTRES PAYS	126,8	43,2	143,8	619,6	314,9	3,0%
TOTAL IMPORTATION²⁶	6 111,8	6 040,3	7 628,0	10 715,7	10 458,7	100,0%

Source : BCEAO – Rapport de la balance des paiements de la Côte d'Ivoire au titre de l'année 2023, novembre 2024

Echanges internationaux par produit

Sur la période 2019-2023, les exportations de la Côte d'Ivoire sont dominées par sept (7) principaux produits dont la part dans les exportations en valeur représente 80,5 % des exportations totales²⁷ en 2023. Il s'agit principalement des fèves de cacao (19,8 %²⁸), de l'Or brut non monétaire (14,0 %), du cacao transformé (13,3 %), du caoutchouc (11,7 %), des produits pétroliers (11,7 %), de la noix de cajou (6,2 %) et du pétrole brut (3,8 %). Entre 2019 et 2023, ils représentaient une part moyenne de 78,4 % des recettes d'exportations totales.

L'indice d'Herfindal-Hirschmann des Exportations (HHI), utilisé pour apprécier les efforts de diversification des exportations des pays, était de 0,358 en 2023 contre 0,318 en 2022, traduisant une légère concentration²⁹ des exportations. Toutefois, sur les trois (3) dernières années, l'indice serait sur une tendance baissière (0,418 en 2020 et 0,318 en 2022)³⁰.

26 Importations totales hors biens exceptionnels (voir BCEAO, Rapport annuel de la balance des paiements 2022).

27 Total des statistiques officielles

28 Il s'agit de la part par rapport aux exportations totales (hors biens exceptionnels) en 2023.

29 L'indice d'Herfindal-Hirschmann des exportations (HHI) varie entre 0 et 1. Les exportations sont : (i) fortement concentrées si $HHI > 0,5$; (ii) concentrées si $0,25 < HHI \leq 0,5$; (iii) peu diversifiées si $0,15 < HHI \leq 0,25$; (iv) diversifiées si $HHI \leq 0,15$. Les données utilisées proviennent de la base de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED).

30 CNUCED, Base de données UNCTADstat, consulté le 03 mai 2025

Tableau 14	Exportations par produit (en milliards de FCFA)				
Produits	2019	2020	2021	2022	2023
Cacao fèves	2 094,9	2 085,5	2 379,5	1 994,9	2 018,7
Noix de cajou	428,2	487,7	520,4	507,8	628,4
Caoutchouc	531,9	598,0	853,6	1 159,9	1 196,5
Pétrole brut	528,4	256,4	316,4	517,0	392,5
Or	631,3	842,2	949,7	1 190,8	1 427,2
Cacao transformé	804,8	886,0	934,6	1 092,3	1 353,5
Produits pétroliers	673,3	415,2	575,0	1 323,0	1 191,6
Autres	1 654,3	1 569,6	1 822,4	2 187,8	1 994,1
Total des statistiques officielles	7 347,1	7 140,6	8 351,6	9 973,5	10 202,5
Total des exportations ajustées³¹	7 399,2	7 194,8	8 495,6	10 166,1	10 382,4

Source : BCEAO – Rapport de la balance des paiements de la Côte d’Ivoire au titre de l’année 2023, novembre 2024

Du côté des importations, on observe une baisse des importations³² en 2023 pour tous les types de produit par rapport à la période précédente. La contribution pour chaque type de produits des importations en valeur, en 2023, est dominée par les produits énergétiques (27,9 %), suivi des autres de biens de consommation courante (19,8 %), des produits alimentaires (à 17,6 %), des biens intermédiaires (17,5 %) et des biens d’équipement (17,2 %)³³.

Tableau 15	Importations de biens (en milliards de FCFA)				
Poste	2019	2020	2021	2022	2023
Produits alimentaires	1 230,2	1 251,1	1 696,2	1 932,4	1 840,2
Autres biens de consommation courante	1 347,7	1 413,6	1 854,0	2 083,0	2 066,3
Produits énergétiques	1 315,3	1 184,8	1 335,5	3 020,2	2 918,5
Matières premières et biens intermédiaires	1 124,5	1 075,0	1 436,4	1 865,4	1 835,5
Biens d’équipement	1 094,2	1 115,8	1 405,6	1 814,8	1 798,2
Total importations de biens CAF	6 111,9	6 040,3	7 727,7	10 715,8	10 458,7
Total importations de biens FOB	5 552,8	5 478,3	6 802,4	9 495,5	9 320,1

Source : BCEAO – Rapport de la balance des paiements de la Côte d’Ivoire au titre de l’année 2023, novembre 2024

31 Exportations totales après ajustements des statistiques officielles dans le cadre de l’élaboration de la balance des paiements.

32 Evaluées au prix CAF

33 La part de chaque type de produit dans le total des importations de biens (CAF).

1.3.3 Investissements directs étrangers

Evolution des IDE

Selon les estimations du CNUCED (2023)³⁴, les flux d'investissements directs étrangers (IDE) entrants en Côte d'Ivoire seraient de 1 752,6 millions de dollars US en 2023 contre 1 599,2 millions de dollars US en 2022 (soit une hausse de 9,6 % par rapport à l'année précédente³⁵) en lien avec la reprise économique observée, post Covid-19, dans les pays pourvoyeurs des financements relatifs aux IDE. Quant aux flux d'IDE sortants, ils ont enregistré, également, une augmentation en passant de 167,6 millions de dollars US en 2022 à 214,9 millions de dollars en 2023, soit une augmentation de 28,2 %.

Tableau 16	IDE en Côte d'Ivoire (millions de dollars US)				
	2019	2020	2021	2022	2023
Flux					
Entrant	935,7	721,9	1 376,6	1 599,2	1 752,6
Sortant	119,5	1,3	285,2	167,6	214,9
Stock					
Entrant	10 701,3	12 456,8	12 815,5	13 690,7	15 974,3
Sortant	1 027,1	1 123,3	1 309,9	1 675,5	1 673,6

Source : UNCTAD, Base de données UNCTADStat (consultation : 30/04/2025)

Selon la BCEAO³⁶, les principaux secteurs bénéficiaires des flux d'IDE entrants, en 2023, sont l'industrie extractive (68,2 %), l'industrie manufacturière (13,0 %), le secteur financier (9,5 %), le commerce (2,7 %), la construction (2,2 %), la communication (1,8 %) et l'immobilier, location et services aux entreprises (1,5 %).

Quant aux flux d'IDE sortants, les principaux secteurs à l'origine de ces investissements sont l'industrie manufacturière (28,7 %), le secteur financier (28,1 %), l'industrie extractive et pétrolière (12,1 %) et la construction (7,7 %).

IDE par pays d'origine

Traditionnellement, les IDE reçus proviennent principalement de la zone Euro (74,3 %³⁷ en 2023) avec une prépondérance de la part de l'Italie (54,6 %) et de la France (18,9 %) sur la même année. Cependant, la provenance des IDE s'élargit, de plus en plus, aux autres pays notamment ceux de l'Amérique (8,8 % pour le Canada en 2023), à l'Australie (7,1 %) et de certains pays africains (comme le Maroc avec une part de 4,0 % des IDE reçus en 2023 contre 2,2 % en 2022).

34 CNUCED, Base de données UNCTADstat en ligne (dernière mise à jour le 07 novembre 2024).

35 Rapporté au PIB, la part des IDE entrants dans le PIB serait stable de 3,6 % en 2022 et 2023 (PIB nominal selon le cadrage macroéconomique 2021-2030).

36 BCEAO (2025), « Balance des paiements et position extérieure globale – Côte d'Ivoire 2023 », avril 2025.

37 Du total des flux d'IDE reçus.

Tableau 17	Part du flux d'IDE entrants par région d'origine, 2023
Région d'origine	Part du flux d'IDE entrants (%)
Zone Euro	74,3%
Autres pays de l'UEMOA	2,7%
CEMAC	0,6%
Autres pays d'Afrique	9,3%
Amérique	10,6%
Asie	2,8%
TOTAL	100,0%

Source : BCEAO – Rapport de la balance des paiements de la Côte d'Ivoire au titre de l'année 2023, novembre 2024

En termes de politique d'attractivité des IDE en Côte d'Ivoire, les investissements sont régis par des dispositions émanant de plusieurs sources, la principale étant le Code des investissements de 2018³⁸ qui a abrogé celui de 2012³⁹. Le nouveau Code s'inscrit, ainsi, dans un objectif de transparence et d'attractivité des investissements. L'ancien Code demeure cependant applicable aux entreprises bénéficiant de droits antérieurs. Des textes spécifiques régissent les deux types de régimes d'incitations fiscales (le régime de déclaration et le régime d'agrément).

Le Code minier et le Code pétrolier régissent les investissements respectivement dans chacun des domaines concernés. Des dispositions du CGI et du Code des douanes régissent également des avantages ou privilèges accordés aux investisseurs. Enfin, des conventions sont prévues entre l'État et de gros investisseurs généralement individuels.

1.4 SYSTÈME MONÉTAIRE

1.4.1 Commerce international

En 2024, les actifs étrangers ont augmenté de 67,1 % par rapport à 2023 pour s'établir à 4 402,6 milliards de FCFA en 2024. Cette augmentation est due à une hausse de 67,2 % des actifs étrangers de la Banque Centrale mais aussi à une hausse des actifs extérieurs détenus par les Banques (+ 67,0 %).

Les avoirs nationaux ont augmenté de 12,3 % par rapport à 2023. Cette hausse est liée à une augmentation des créances de l'Etat en 2024 (+ 13,8 %) par rapport l'année précédente et à celles des créances de l'économie (+ 11,5 %) entre 2024 et 2023.

38 Voir l'ordonnance N° 2018-646 du 1^{er} août 2018 portant Code des investissements, telle que modifiée par les ordonnances N° 2019-1088 du 18 décembre 2019, et N° 2024-857 du 30 septembre 2024 ainsi que le décret d'application N° 647-2018 du 1^{er} août 2018 fixant les modalités d'application dudit Code.

39 L'Ordonnance N° 2012-487 du 7 juin 2012 portant Code des investissements

Tableau 18	Situation monétaire du pays (en milliards de FCFA)					
	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Actifs extérieurs nets	2 499,7	3 139,7	4 206,3	3 886,0	2 634,3	4 402,6
Banque centrale	2 104,5	2 389,1	2 944,2	2 303,6	1 641,9	2 745,5
Banques	395,1	750,7	1 262,1	1 582,4	992,4	1 657,1
Créances intérieures	10 236,2	12 040,4	13 761,8	15 705,9	17 667,6	19 846,0
Créances nettes sur l'Administration	2 791,8	3 908,8	4 614,6	5 891,5	6 261,9	7 129,1
Banque centrale	568,3	782,9	1 502,8	1 456,5	1 860,6	1 967,1
Banques	2 223,4	3 125,9	3 111,8	4 435,0	4 401,2	5 162,0
Créances sur l'économie	7 444,5	8 131,7	9 147,2	9 814,5	11 405,7	12 716,9
Offre de monnaie (M2)	10 770,0	13 042,6	15 487,4	16 878,6	17 440,1	19 814,3
Circulation fiduciaire	2 692,3	3 289,1	3 721,1	3 973,3	4 019,0	4 812,9
Dépôt ⁴⁰	8 077,7	9 753,5	11 766,3	12 905,3	13 421,1	15 001,3
% de variation observée au 31 décembre de n-1 à n						
Actifs extérieurs nets	23,0%	25,6%	34,0%	-7,6%	-32,2%	67,1%
Créances intérieures	9,6%	17,6%	14,3%	14,1%	12,5%	12,3%
Créances nettes sur l'Administration	20,4%	40,0%	18,1%	27,7%	6,3%	13,8%
Banque centrale	35,7%	37,7%	92,0%	-3,1%	27,7%	5,7%
Banques	17,1%	40,6%	-0,5%	42,5%	-0,8%	17,3%
Créances sur l'économie	6,1%	9,2%	12,5%	7,3%	16,2%	11,5%
Offre de monnaie (M2)	10,8%	21,1%	18,7%	9,0%	3,3%	13,6%

Source : BCEAO, Statistiques monétaires (2024)

1.4.2 Environnement bancaire : vue d'ensemble

Le système bancaire comptait au 31 décembre 2023, 32 établissements de crédit dont 28 banques et 4 établissements financiers. Le système bancaire ivoirien reste solide malgré le resserrement des conditions monétaires en 2023. En effet, le ratio moyen de fonds propres pondérés de l'ensemble des banques a connu une amélioration constante, passant de 12,4 % à fin décembre 2021 à 13,1 % à fin décembre 2022 et à 13,8 % à fin décembre 2023⁴¹. Ces niveaux sont supérieurs au minimum prudentiel de 11,5 % fixé par l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA).

À la fin du mois de décembre 2023, seules deux (2) banques ne respectaient pas la norme de solvabilité. Ces banques détiennent 1,1 % du bilan total du secteur, 1,2 % de l'encours des prêts et 1,7 % des dépôts.

⁴⁰ Il s'agit de la somme des dépôts transférables et autres dépôts inclus dans la masse monétaire (M1)

⁴¹ BCEAO (2024), Rapport annuel de la Commission Bancaire de l'UEMOA - 2023., juillet 2024

Par ailleurs, la qualité du portefeuille de crédit du système bancaire s'est nettement améliorée, avec un taux de détérioration brut du portefeuille de 7,3 % à fin décembre 2023, contre 7,8 % à fin 2022. Le taux net était de 2,8 %, après un taux de 2,5 % en 2022.

Au regard de ces indicateurs de qualité de portefeuille, les banques ivoiriennes affichent de meilleures performances que la moyenne de l'UMOA (avec un taux brut de 8,7 % et un taux net de 3,4 % à fin décembre 2023).

La maîtrise du risque de crédit est relativement satisfaisante. Le taux de dégradation du portefeuille en Côte d'Ivoire est en baisse à fin 2023 en ressortant à 6,9% contre 7,7% un an plus tôt. Ce taux est passé de 3,4% en 2018 à 2,24% en 2023. Par contre, il a atteint 8,5% fin décembre 2023 contre 8,8% en 2022 dans la zone UMOA.

Tableau 19	Actifs et passifs des banques commerciales (en milliards de FCFA)				
	2019	2020	2021	2022	2023
Opérations de trésorerie et interbancaire	1 842 922	2 137 026	3 008 859	3 141 003	2 249 097
Opérations avec la clientèle	7 776 279	8 626 928	9 689 051	11 095 885	12 088 901
Opérations sur titres et diverses	3 548 727	4 694 875	5 399 990	6 736 187	7 155 937
Valeurs immobilisées	452 430	476 334	504 855	608 146	633 148
Actionnaires ou associés	1 000	0	18 114	0	26 265
TOTAL DE L'ACTIF	13 621 357	15 935 163	18 560 880	21 581 222	22 183 347
Opérations de trésorerie	2 366 558	2 519 644	2 661 310	3 460 076	3 099 995
Opérations avec la clientèle	2 366 558	2 519 644	2 461 010	3 460 076	16 079 904
Opérations sur titres et opérations diverses	9 555 190	11 558 287	13 985 312	15 629 491	819 631
Versements restant à effectuer sur immobilisations financières	100	0	142	0	0
Capitaux propres et assimilés	1 135 998	1 322 725	1 603 648	1 847 627	2 183 818
TOTAL DU PASSIF	13 621 357	15 935 163	18 560 880	21 581 222	22 183 347

Source : BCEAO (2024), Rapport annuel de la Commission Bancaire de l'UEMOA - 2023., juillet 2024

Les conditions se sont durcies pour les concours de courte, moyenne et longue maturité, avec une hausse plus importante des taux débiteurs des crédits de moyen et long terme. Le taux débiteur en Côte d'Ivoire est ressorti à 6,5 % en 2023.

L'analyse par pays et sous l'angle de la maturité du crédit, il ressort que la hausse des taux débiteurs a été plus importante pour les crédits dont la durée est de plus de 5 ans (+70 points de base). Il est également observé une hausse des taux débiteurs pour les crédits dont la durée est comprise entre 1 et 2 ans (+ 69 points de base) et ceux dont la durée est comprise entre 2 ans et 5 ans (+54 points de base). Par contre, une baisse a été enregistrée sur les maturités inférieures à un an (-12 points de base).

Le taux créditeur entre 2022 et 2023 a connu des hausses pour toutes les maturités. L'analyse par pays montre que le taux créditeur moyen est ressorti à 5,23 % au premier trimestre 2023, après une réalisation de 5,19 % au quatrième trimestre 2022, soit une hausse de 4 points de base.

Tableau 20	Taux débiteurs et créditeurs (en %)				
	2019	2020	2021	2022	2023
TAUX DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)					
inf ou égale à 1 mois	6,03	6,13	4,95	5,51	6,03
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,48	5,33	4,30	4,87	5,48
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	5,77	5,89	5,23	6,30	6,63
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	6,66	7,05	7,23	7,39	7,92
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	8,09	7,21	6,38	7,14	7,59
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	7,71	7,71	7,03	7,18	8,15
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	7,63	7,72	6,67	6,62	7,71
Plus de 10 ans	5,84	5,96	5,26	6,26	7,72
Total	6,34	6,39	5,58	6,00	6,50
TAUX CREDITEUR (moyenne pondéré, en %)					
inf ou égale à 1 mois	4,10	4,29	4,74	5,41	4,59
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,00	4,45	4,40	4,09	4,31
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,63	4,64	4,44	4,09	4,29
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,77	4,70	4,60	4,29	4,22
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,54	4,51	4,08	3,81	3,96
Non déterminé	5,18	5,45	5,66	4,12	5,49
Total	4,82	4,67	4,67	4,72	4,67

Source : BCEAO, Rapport sur les conditions de banque (2024)



2 QUALITÉ DE SIGNATURE

2.1 CLIMAT DES AFFAIRES

Le rapport Business Ready (2024) de la Banque mondiale précise que la Côte d'Ivoire a obtenu les meilleurs résultats dans les domaines du travail, de la création d'entreprise et du règlement des différends. Dans ces domaines, l'économie offre des centres et des formations pour soutenir les demandeurs d'emploi, suit les bonnes pratiques en matière d'exigence de dépôts de propriété effective et fournit un certain nombre de garanties pour assurer l'intégrité judiciaire. La Côte d'Ivoire obtient les moins bons résultats dans les domaines de la concurrence sur le marché, des services financiers et de la localisation des entreprises. Dans ces domaines, l'économie est à la traîne en ce qui concerne la numérisation des procédures de passation des marchés, son registre des garanties ne comporte pas de fonctions de notification, et l'économie ne dispose pas d'un code de l'énergie pour les bâtiments ni de normes minimales de performance en matière d'efficacité énergétique dans le cadre du processus d'examen des plans de construction.

La note Évaluation des politiques et des institutions Nationales (CPIA, 2024) de la Côte d'Ivoire est de 3,8 en 2023 supérieure à la moyenne de l'Association Internationale de Développement (IDA) en Afrique Subsaharienne (ASS). Le gouvernement a augmenté les recettes fiscales et renforcé la consolidation budgétaire. Les mesures de politique et d'administration fiscales ont permis d'augmenter les recettes fiscales d'un point de pourcentage pour atteindre 13,6 % du PIB. L'ajustement des dépenses a permis de réduire les dépenses ordinaires et d'accroître les dépenses d'infrastructure et celles en faveur des pauvres afin de maintenir la croissance et de réduire la pauvreté. Le gouvernement a fait des progrès en matière de lutte contre la corruption, en mettant en place la Haute Autorité pour la bonne gouvernance et une nouvelle agence pour le recouvrement et la gestion des avoirs criminels. Le pays a progressé au regard du classement de perception de la corruption. La transparence et la redevabilité ont été renforcées grâce à des plates-formes permettant les plaintes électroniques et à des stratégies anticorruption validées. De nouveaux efforts sont nécessaires pour améliorer les politiques d'égalité entre les hommes et les femmes, renforcer les normes de travail, la prestation de services et la participation de la société civile aux programmes de développement communautaire.

En 2023, la Côte d'Ivoire obtient un score de 56,7 sur 100 en gouvernance globale et se classe 16e sur 54 en Afrique selon le classement de Mo Ibrahim de la gouvernance africaine (IIAG). Ce classement reflète une légère progression par rapport au rapport précédent, où le pays obtenait un score de 56,2. Notons toutefois que sur cette question de bonne gouvernance, la Côte d'Ivoire se situe au-dessus de la moyenne continentale (49,3) et de la moyenne régionale de l'Afrique de l'Ouest (52,6). Entre 2014 et 2023, le score

de la Côte d'Ivoire s'est amélioré dans 10 des 16 catégories de l'IIAG. Elle a progressé dans toutes les sous catégories des catégories Fondements des opportunités économiques et Développement humain. Elle a régressé dans toutes les sous catégories de la catégorie Sécurité et état de droit. En 2023, la Côte d'Ivoire obtient un score supérieur à la moyenne du continent dans 13 sous-catégories et figure parmi les dix pays les mieux classés dans une des 16 sous-catégories. Dans le domaine de la « Sécurité et État de droit », comprenant des aspects cruciaux tels que la justice, la lutte contre la corruption, la transparence et la redevabilité, la Côte d'Ivoire se positionne à la 20e place avec un score de 53,8. Ce classement reste inchangé par rapport à l'année précédente, signalant un défi persistant pour le pays à améliorer ces aspects fondamentaux de la gouvernance. Les initiatives en matière de transparence et de lutte contre la corruption devront être intensifiées pour maintenir la confiance publique et renforcer l'État de droit.

Selon le rapport portant sur l'année 2024 de l'ONG Transparency International, sur l'indice de perception de la corruption (IPC), la Côte d'Ivoire a réalisé une avancée notable dans la lutte contre la corruption. En 2023, elle obtient un score de 40 sur 100 et se classe 87e sur 180 pays contre un score de 37 sur 100 avec un range de 99e sur 180 pays en 2022. En 2024, le pays a pu atteindre un score de 45 sur 100 dans l'Indice de Perception de la Corruption (IPC), se classant ainsi au 69e rang sur 180 pays évalués. Le succès du pays peut être attribué à un certain nombre de réformes juridiques et institutionnelles mises en œuvre par l'administration pour promouvoir la transparence et la responsabilité et renforcer la lutte contre la criminalité économique et financière.

Cette amélioration constante reflète des efforts soutenus accompagnés de mesures phares initiées par le gouvernement et les institutions compétentes : l'adoption et l'opérationnalisation de la stratégie nationale de lutte contre la corruption; l'instauration d'un registre des bénéficiaires effectifs, garantissant une transparence accrue dans les affaires économiques et financières ; le renforcement des dispositifs anti-blanchiment et de lutte contre le financement du terrorisme, avec une volonté affirmée d'alignement sur les standards internationaux . Ces réformes témoignent d'un engagement ferme de l'État en faveur de la transparence et de la redevabilité, renforçant ainsi la confiance des citoyens et des investisseurs.

2.2 GOUVERNANCE FINANCIÈRE

Le gouvernement ivoirien intensifie les actions visant à encourager et à accroître davantage l'investissement privé, à promouvoir l'entrepreneuriat national et à attirer les investissements directs étrangers. Conformément à sa politique d'industrialisation, le gouvernement a l'intention d'accélérer le développement de pôles industriels et de centres agricoles tout en renforçant l'écosystème pour la gestion et le développement de l'infrastructure industrielle. Les mesures gouvernementales se concentrent sur le renforcement des institutions, la transparence des industries extractives et les actions de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Il s'agit principalement de :

- La mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation 2019 de la Côte d'Ivoire par le Secrétariat International de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives ;
- La mise en œuvre du régime de surveillance, de contrôle et de sanctions administratives en matière de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme ;

Le gouvernement poursuit ses efforts pour renforcer le système financier et promouvoir l'inclusion financière en vue de permettre au secteur financier de continuer à jouer son rôle de soutien à l'économie. Le gouvernement accorde une attention particulière aux mesures visant à approfondir le marché financier, à diversifier les instruments financiers et à promouvoir l'inclusion financière.

2.3 NOTATION SOUVERAINE

La Côte d'Ivoire a obtenu lors de sa notation inaugurale auprès de l'agence S&P en juillet 2021, la note BB- avec une perspective stable. En 2024, la note de Standard & Poor's pour la Côte d'Ivoire est BB avec une perspective stable et La dernière notation de Moody's pour la Côte d'Ivoire était Ba2 avec une perspective stable. En général, les fonds souverains, les fonds de pension et d'autres investisseurs utilisent la notation de crédit pour évaluer la solvabilité de la Côte d'Ivoire, ce qui a un impact important sur les coûts d'emprunt du pays. Quant à l'agence Fitch Ratings elle a maintenu la note de la Côte d'Ivoire (BB-) avec une perspective stable. En outre, en 2024, Bloomfield a amélioré la note en monnaie locale à A+ sur le long terme avec une perspective stable.

L'amélioration continue de la perception de la Côte d'Ivoire par les partenaires techniques et financiers et la qualité de la signature de l'Etat restent une priorité pour le Gouvernement dont l'objectif est se hisser au rang des pays Investment grade. Avec ces notes, elle figure parmi les pays les mieux notés d'Afrique subsaharienne.

Tableau 21	Evolution de la notation souveraine de la Côte d'Ivoire	
Agence de notation	Notation souveraine précédente	Notation souveraine actuelle
S&P	BB- perspective positive (Depuis le 19/05/2023)	BB (depuis le 18/10/2024)
		Perspective: Stable
Fitch Ratings	BB- (Depuis le 04/08/2023)	Pas de changement
Moody's	Ba3 (Depuis le 27/06/2022)	Ba2 (Depuis le 06/03/2024)
		Perspective: Stable
GCR West Africa	(Depuis le 03/08/2023) Perspective : Stable	Pas de changement
Bloomfield	A (Depuis le 01/08/2021)	A+ (Depuis le 01/08/2024) Perspective : Stable

Source : Trading Economics (2024) et UMOA-Titres (2023)



3 PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT : PRÉSENTATION ET PROJETS STRUCTURANTS

3.1 RÉALISATIONS ET ACHÈVEMENT RÉCENTS

3.1.1 Présentation du PND (2021-2025)

Le **Plan National de Développement (PND 2021-2025)** est dans sa dernière année de mise en œuvre et le processus d'élaboration du quatrième PND (2026-2030)⁴² a été lancé. Historiquement, le PND 2021-2025 se situe dans la continuité des deux PND précédents (2011-2015 et 2016-2020). A ce titre, en plus de capitaliser les priorités de développement internationales et régionales notamment les Objectifs de Développement Durable (ODD) et la vision 2063 de l'Union Africaine, il est fondé sur les visions de développement à long terme issues de l'Etude Nationale Prospective Côte d'Ivoire 2040 et du Plan stratégique Côte d'Ivoire 2030⁴³. Aussi, le PND 2021-2025 constitue le cadre d'opérationnalisation de l'ambition du Chef de l'Etat inscrite dans son projet de société « **Une Côte d'Ivoire Solidaire**⁴⁴ ».

Piliers et orientations stratégiques

L'objectif principal du PND 2021-2025 est de réaliser la transformation économique et sociale nécessaire pour hisser la Côte d'Ivoire, à l'horizon 2030, au rang des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure⁴⁵. Pour y arriver, le PND 2021-2025 s'opérationnalise autour des six (06) piliers suivants : (i) l'accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation et le développement de grappes ; (ii) le développement du capital humain et la promotion de l'emploi ; (iii) le développement du secteur privé et de l'investissement ; (iv) le renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale ; (v) le développement régional équilibré, la préservation de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique et ; (vi) le renforcement de la gouvernance, la modernisation de l'État et la transformation culturelle.

Financement du PND

Le succès de cet ambitieux PND 2021-2025 est corrélé à la réalisation d'un programme d'investissement évalué à 59 000,0 milliards de FCFA, dont 15 353,2 milliards de FCFA pour le secteur public⁴⁶, soit 26,0 % du coût global. Les investissements privés ressortent à 43 646,8 milliards de FCFA, soit 74,0 % du total des investissements.

42 Depuis septembre 2024, les autorités ivoiriennes ont lancé le processus d'élaboration du nouveau PND 2026-2030 qui se veut un outil stratégique pour accélérer la transformation structurelle du pays et hisser la Côte d'Ivoire au rang des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2030. Le chronogramme de réalisation des activités de ce processus prévoit s'achever dans le deuxième semestre de l'exercice 2025, à travers l'adoption par l'Assemblée Nationale et le Sénat du projet de loi portant PND 2026-2030.

43 Pour rappel, la vision de l'étude nationale prospective Côte d'Ivoire 2040 s'énonce comme suit : « La Côte-d'Ivoire, puissance industrielle, unie dans sa diversité culturelle, démocratique et ouverte sur le monde ». La Stratégie décennale Côte d'Ivoire 2030, quant à elle, vise à « consolider la reprise et accélérer la marche vers l'émergence ».

44 Ministère du Plan et du Développement (2021), « PND 2021-2025 : Orientations stratégiques – Tome 2 ».

45 Le Groupe de la Banque mondiale répartit les économies du monde en quatre groupes : faible revenu, revenu intermédiaire de la tranche inférieure, revenu intermédiaire de la tranche supérieure et revenu élevé. Les pays à revenus intermédiaires de la tranche supérieure sont les pays dont le revenu national brut par tête (RNB par tête) est compris entre 4 086 et 12 615 dollars US.

46 Y compris les institutions sans but lucratif.

A fin 2024, la Côte d'Ivoire avait enregistré 45 509,9 milliards de FCFA d'investissements cumulés sur un total de 59 000,0 milliards de FCFA prévus⁴⁷. Ce qui correspond à un taux d'exécution de 77,1 % du volume global contre 53,7 % en mai 2024⁴⁸.

Par ailleurs, pour soutenir la mise en œuvre de ce plan, les autorités ivoiriennes sont parvenues à un nouvel accord financier avec le FMI au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FDR) pour un montant de 1,3 milliard de dollars US pour lutter contre les aléas climatiques⁴⁹. Rappelons que cet accord fait suite à un premier accord conclut en 2023 avec le FMI pour un montant de 3,5 milliards de dollar US au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) / facilité élargie de crédit (FEC)⁵⁰.

3.1.2 Réformes structurelles récentes liées au plan de développement

Des réformes, programmes et projets ont été mis en œuvre pour aider le pays à atteindre les objectifs du PND 2021-2025. Il s'agit, notamment, de réformes destinées à accélérer la transformation structurelle de l'économie par le prisme de l'industrialisation et des programmes sociaux de seconde génération (PSGouv 2⁵¹) à destination des populations vulnérables en vue de la réalisation de l'ambition du Chef de l'Etat, inscrite dans son projet de société, d'« **Une Côte d'Ivoire Solidaire** ».

Transformation structurelle de l'économie

Dans le cadre de la transformation structurelle de l'économie, les actions du Gouvernement mises en œuvre⁵², dans le cadre du PND 2021-2025, ont permis d'accroître considérablement les capacités nationales de transformation de la production agricole (la noix brute de cajou, le cacao, le caoutchouc, le riz, etc.).

Spécifiquement, pour ce qui est de la transformation du cacao, ce changement structurel est perceptible à travers le taux actuel de transformation locale qui est estimé à 35,0 % en 2024 contre 33,3 % en 2019 %. Ce processus de transformation locale du cacao devrait, en principe, continuer à croître avec la mise en œuvre du prochain PND 2026-2030.

Quant au caoutchouc, le taux de la première transformation⁵³ était de 80,0 % en 2021⁵⁴ et l'objectif est d'atteindre 100 % à l'horizon 2025 pour pouvoir accélérer la deuxième transformation locale du caoutchouc naturel (pneumatique, gants, etc.).

Pour l'anacarde, le taux de transformation locale est estimé à 36,4 % en 2024⁵⁵ contre 9,1 % en 2019.

Au total, malgré les efforts visibles, les mutations en vue d'une transformation significative dans plusieurs secteurs et branches à fort potentiel de valeur ajoutée restent timides et le prochain PND, en cours d'élaboration, entend l'accélérer.

47 Ministre de l'Économie, du Plan et du Développement, « Politique économique et planification du développement en Côte d'Ivoire : enjeux, défis et perspectives », Conférence de Presse « Les Rendez-vous du Gouvernement », organisé par le Centre d'Information et de Communication gouvernementale (CICG), 29 janvier 2025.

48 Ministre de l'Économie, du Plan et du Développement, « Mise en œuvre du PND 2021-2025 », Portail officiel du Gouvernement de Côte d'Ivoire, publié le 23 mai 2024.

49 Fonds Monétaire International (FMI), [Communiqué de presse N° 2489, publié le 15 mars 2024](#).

50 FMI, [Communiqué de presse N° 23/110, publié le 5 avril 2023](#).

51 Programme Social du Gouvernement, Phase 2 en abrégé « PSGouv 2 ».

52 Entre autres, la mise en œuvre des Programmes d'amélioration de la compétitivité des entreprises de transformation de ces spéculations ainsi que l'amélioration globale du climat des affaires, couplée à la disponibilité de zones industrielles dédiées, devrait favoriser l'arrivée de nouveaux investisseurs dans le domaine de la transformation du cacao et de l'anacarde.

53 Dans la transformation locale des matières premières, on distingue très souvent plusieurs stades de transformation : la première transformation, la deuxième transformation et même la troisième transformation. Cette distinction tient à la sophistication et au degré de technologie du produit finis. Ainsi, la première transformation se distingue des autres par son caractère rudimentaire (il s'agit par exemple de la transformation du caoutchouc naturel en des produits semi-finis).

54 République de Côte d'Ivoire, « filière anacarde, le taux de transformation locale passe de 9% en 2018 à 21,25 % en 2022, Portail officiel du Gouvernement, 02 février 2022.

55 Lors de la cérémonie d'ouverture de l'inauguration de l'usine de la société Valency International Trading, spécialisée dans la transformation de noix de cajou, le Ministre du Commerce et de l'Industrie de la Côte d'Ivoire a indiqué que la production transformée de noix de cajou était de 344 028 tonnes en 2024 pour une production annuelle de 945 000 tonnes, soit un taux de transformation de 36,4 % de noix brutes (tenue, le lundi 27 janvier 2025, à Attinguié).

Tableau 22	Suivi de quelques principaux indicateurs du secteur de l'Agriculture					
Indicateurs clés	Situation de référence		Réalizations		Cibles annuelles	
	Année	Valeur	Année	Valeur	2023	2025
Taux de broyage du cacao (première transformation)	2019	33,3 %	2023	35,0 %	60,0 %	100,0 %
Taux de transformation local de l'anacarde	2019	9,1 %	2024	36,4 %	27,2 %	23,7 %
Taux de transformation locale du caoutchouc	2020	74,0%	2022	80,0 %	83,2 %	90,0 %

Source: MPD (2021), PND 2021-2025, Tome 3

Inclusion sociale et amélioration des conditions de vie des populations

Concernant l'inclusion sociale et l'amélioration des conditions de vie des populations, plusieurs actions ont été menées, notamment la deuxième phase du Programme Social du Gouvernement (PSGouv 2⁵⁶). Les projets prioritaires identifiés dans le PSGouv 2 visent à améliorer l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à l'électricité, à l'eau potable, aux transferts sociaux et à l'emploi pour les jeunes, ainsi que la connectivité, surtout dans les régions rurales.

Le PSGouv, pour sa deuxième phase, est évalué à 3 182,4 milliards dont 574,2 milliards de FCFA au titre de l'année 2022, 987,6 milliards en 2023 et 1 620,6 milliards en 2024. A fin décembre 2023, le montant décaissé se chiffre à 683,8 milliards de FCFA pour un engagement de 774,4 milliards de FCFA sur un budget global de 987,6 milliards de FCFA.

Tableau 23	Exécution du budget du PSGouv 2 (en milliards de FCFA)				
Année	Budget global	Montant engagé	Montant décaissé	Taux d'engagement	Taux de décaissement
2022	547,2	384,3	306,3	70,2%	56,0%
2023	987,6	774,4	683,8	78,4%	69,2%
TOTAL	1 534,8	1 158,7	990,1	75,5%	64,5%

Source : Coordination Générale du PSGouv 2 (2024)

56 Adopté en Conseil des Ministres le 22 décembre 2021, le PSGouv 2 repose sur cinq (05) axes stratégiques : (i) la lutte contre la fragilité dans les zones frontalières du nord, (ii) l'éducation/formation, (iii) l'amélioration des conditions de vie des ménages, (iv) l'insertion professionnelle et, (v) le renforcement de la solidarité. Avec un accent particulier accordé à la jeunesse à travers le Programme Jeunesse du Gouvernement (PJGouv) 2023-2025

Selon les autorités ivoiriennes, les principaux résultats enregistrés au cours de l'année 2023⁵⁷ comprennent la construction de 305 salles de classe, la distribution de 53 306 tables-bancs, 4 900 113 kits scolaires et 1 978 716 manuels scolaires, de même que l'électrification de 625 localités avec 261 679 branchements réalisés, le reprofilage de 794,3 km de routes linéaires, l'insertion de 31 744 jeunes dans les programmes de formations complémentaires qualifiantes, de formations d'apprentis, de THIMO, d'Activités Génératrices de Revenus (AGR), et de Fonds d'appui au secteur informel. En outre, à fin 2023, 200 000 ménages ont bénéficié des allocations des 4 trimestres, 20 000 ménages formés à la mise en place d'Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC), 10 147 107 personnes enrôlées dans le cadre de la CMU avec 1 685 304 actes médicaux délivrés⁵⁸.

3.2 RÉALISATIONS EN COURS ET À VENIR

Programmation pluriannuelle des réformes à venir

Les réformes structurelles à venir s'inscrivent dans la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025 et elles sont traduites dans la Programmation pluriannuelle 2025-2027. Cette programmation prend en compte les priorités du PND sur la période, notamment, l'accélération de la transformation structurelle de l'économie, un développement régional équilibré, la préservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique, le développement du secteur privé et de l'investissement, le développement du capital humain, la promotion de l'emploi, le renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale, le renforcement de la gouvernance ainsi que la modernisation de l'Etat. Le tableau ci-après synthétise les coûts globaux des dépenses pour chaque pilier du PND.

Tableau 24	Programmation pluriannuelle des réformes à venir selon les piliers du PND 2021-2025 (en milliards de FCFA)			
	2024	2025	2026	2027
Piliers du PND				
Pilier 1 : Accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation et le développement de grappe	712,4	835,2	912,5	979,4
Pilier 2 : Développement du capital humain et promotion de l'emploi	1 683,9	2 064,0	2 281,6	2 499,8
Pilier 3 : Développement du secteur privé et de l'investissement	6 037,0	6 145,8	7 319,8	7 206,5
Pilier 4 : Renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale,	1 168,7	1 397,8	1 410,1	1 729,9
Pilier 5 : Développement régional équilibré, préservation de l'environnement et lutte contre le changement climatique	506,0	593,6	612,2	718,0
Pilier 6 : Renforcement de la gouvernance, modernisation de l'Etat et transformation culturelle	3 611,2	4 265,5	4 533,8	4 347,1
TOTAL	13 719,2	15 301,9	17 070,0	17 480,7

Source : Ministère des Finances et du Budget, « Rapport de présentation du budget 2025 », octobre 2024

⁵⁷ Le bilan des réalisations du PSGouv 2 pour l'année 2024 n'est pas encore disponible

⁵⁸ République de Côte d'Ivoire (2024) « PSGOUV 2022-2024 : Bilan 2023 », Communiqué du Conseil des Ministres du 08 mai 2024.

Climat des affaires et développement du secteur privé

Pour atteindre ses objectifs, le Gouvernement entend améliorer davantage la capacité du pays à attirer les investissements nationaux et internationaux en vue de renforcer le rôle moteur du secteur privé dans l'économie. Dans ce cadre, les projets contenus dans le PND et soutenus par le FMI⁵⁹, devront permettre de rendre le système fiscal plus efficient, transparent et équitable, notamment grâce à la dématérialisation systématique des marchés publics. Ainsi, la numérisation globale des processus d'administration fiscale et douanière, déjà entamée, doit être également poursuivie et complétée. Aussi, l'accent sera mis sur la réduction du coût de la pratique des affaires par la transformation numérique de l'administration, la refonte du portail unique des services à l'investisseur (PUSI) et la simplification des formalités pour les PME. De plus, la lutte contre la corruption est érigée en priorité nationale avec l'adoption et l'opérationnalisation de la stratégie nationale de lutte contre la corruption.

⁵⁹ Voir le Programme Economique et Financier (PEF) signé avec le FMI pour la période 2023-2026.



4 SITUATION DE LA DETTE

4.1 NIVEAU D'ENDETTEMENT

Aperçu général

La dette publique comprend la dette intérieure et la dette extérieure. En décembre 2024, elle s'élève à 31 406,9 milliards de FCFA, soit 59,5 % du PIB. Cet encours comprend 11 457,7 milliards de FCFA de dette intérieure (21,7 % du PIB) et 19 949,2 milliards de FCFA de dette extérieure (37,8 % du PIB).

A fin 2023, la dette publique s'élève à 27 782,6 milliards de FCFA (dont 17 156,3 milliards de FCFA de dette extérieure et 10 626,3 milliards de FCFA de dette intérieure). L'encours de la dette publique représente 57,5 % du PIB en 2023 contre 56,0 % en 2022.

L'augmentation de la dette publique sur la période 2019-2024 s'explique par la volonté du gouvernement d'accélérer la transformation structurelle de l'économie à travers le financement des projets inscrits dans le cadre du Plan National de Développement (PND)), à la crise Covid-19 ainsi qu'à des dépenses liées à la crise ukrainienne. Toutefois, le ratio dette publique rapporté au PIB reste toujours en dessous du seuil communautaire de 70%. Au regard de l'analyse de viabilité de la dette (AVD) réalisée en décembre 2024, le risque de surendettement de la Côte d'Ivoire demeure modéré.

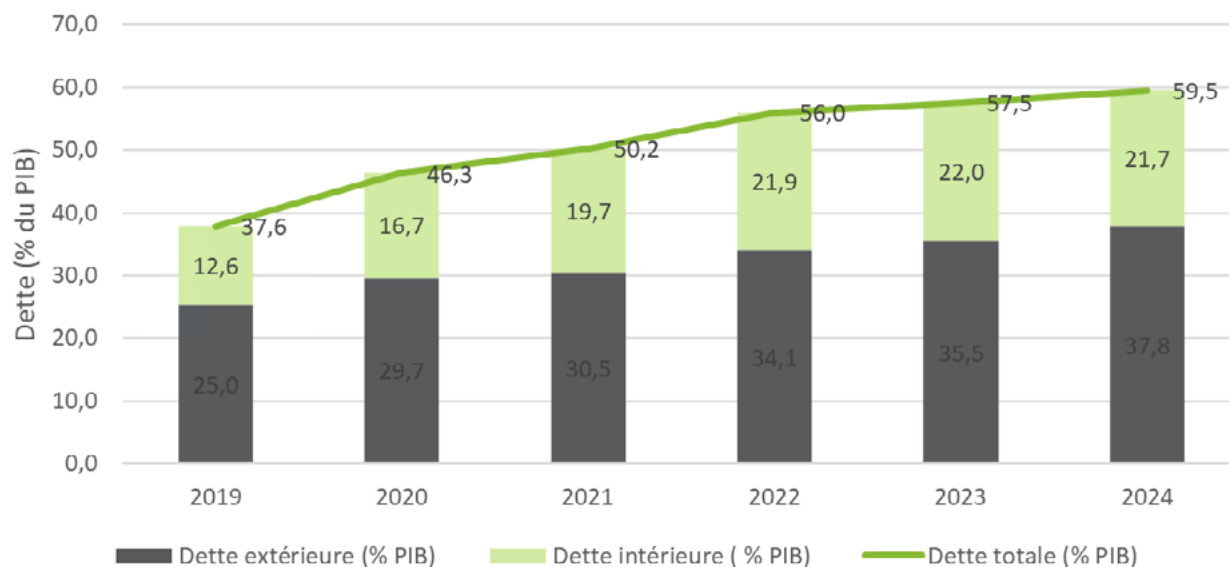
La Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) repose sur (i) une priorisation de la mobilisation des ressources en monnaie locale via des émissions de titres public sur le marché régional, en vue de contribuer au développement des marchés de capitaux domestiques, (ii) un recours sur les financements extérieurs met l'accent sur les ressources à caractère concessionnel et semi-concessionnel auprès des bailleurs bilatéraux et multilatéraux. En outre, (iii) la stratégie prévoit lever des obligations internationales et la dette privée bancaire lorsque les conditions de marché sont favorables à un recours aux marchés internationaux obligataires et bancaires.

Tableau 25	Répartition de la dette publique (milliards de FCFA)					
	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Dette totale (% du PIB)	37,6	46,3	50,2	56,0	57,5	59,5
Dette totale						
Restant due	13 300,2	16 802,3	20 269,8	24 774,4	27 782,6	31 406,9
Arriérés	0	0	0	0	0	0
Dû	2 764,6	2662,7	2127,7	3018,3	3679,4	5206,0
Dette extérieure						
Restant due	8 867,5	10 756,7	12 310,6	15 069,1	17 156,3	19 949,2
Arriérés	0	0	0	0	0	0
Dû	1 583,7	1010,7	847,8	1111,1	1555,8	2359,1
Dette intérieure						
Restant due	4 432,7	6 045,6	7 959,2	9 705,3	10 626,3	11 457,7
Arriérés	0	0	0	0	0	0
Dû	1 180,9	1652,1	1279,9	1907,2	2123,6	2846,9
PIB nominal	35 379,0	36 278,0	40 366,9	44 238,8	48 293,9	52 742,4

Source : Bulletin trimestriel des statistiques de la dette publique, MEF/DDPD. Mise à jour décembre 2024

Figure 3

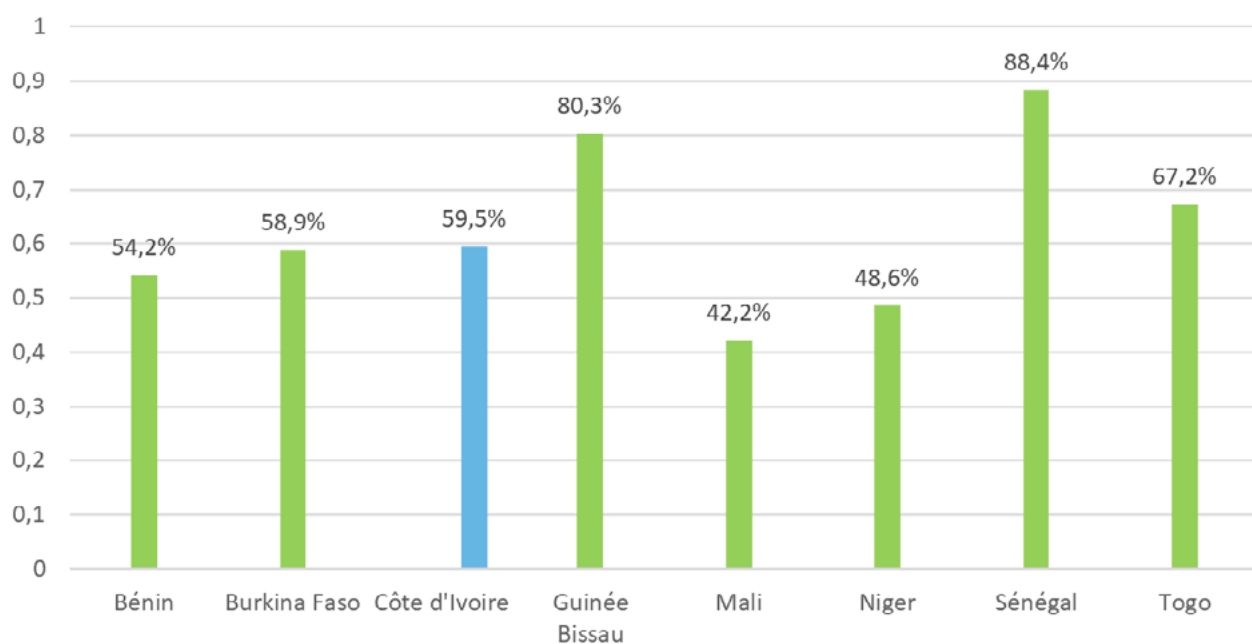
Répartition de la dette publique en dette extérieure et dette intérieure par rapport au PIB



Source : Bulletin trimestriel des statistiques de la dette publique, MEF/DDPD. Mise à jour décembre 2024

Figure 4

Dette publique sur PIB en décembre 2024 des pays de l'UEMOA



Source : Commission de l'UEMOA, Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale (Annexes), Décembre 2024 – MEF

Tableau 26	Profil de maturité de la dette (en %)					
En % de la dette totale	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Court terme	0,5	2,4	1,7	1,0	2,7	4,2
Moyen / Long terme	99,5	97,6	98,3	99,0	97,3	95,8

Source : Bulletin trimestriel des statistiques de la dette publique, MEF/DDPD. Mise à jour décembre 2024

4.2 DETTE INTÉRIEURE

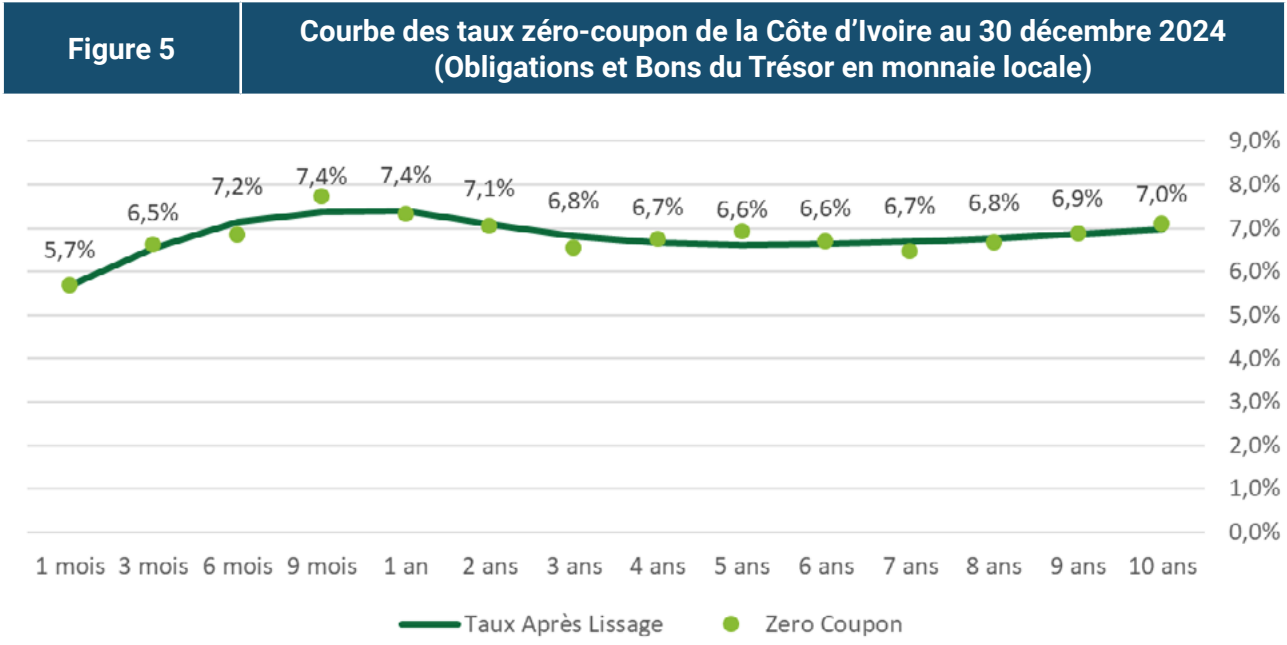
A fin décembre 2024, l'encours de la dette intérieure s'élève à 11 457,7 milliards de FCFA. Cette dette comprend principalement l'encours détenu par les divers souscripteurs des titres de marché (y compris les banques) d'un montant de 10 273,1 milliards de FCFA. Les obligations du Trésor représentent une source d'endettement complémentaire pour financer les infrastructures. Les obligations sont émises par adjudication avec le concours de UMOA-Titres ou par syndication (appel public à l'épargne à la BRVM).

Tableau 27	Composition / détenteurs de la dette intérieure (en milliards de FCFA)				
(Millions de FCFA)	2020	2021	2022	2023	2024
Autres emprunts	921,3	1 624,2	1 714,3	1 565,9	1 184,5
Banques	863,1	1 567,2	1 652,3	1 522,6	1 153,0
Etc.	58,2	57,0	62,0	43,3	31,5
Titres publics	5 124,3	6 335,0	7 991,0	9 060,4	10 273,1
Obligations du Trésor	4 719,2	5 996,2	7 750,3	8 317,8	8 947,6
Bons du Trésor	405,1	338,8	240,7	742,6	1 325,5
Total	6 045,6	7 959,2	9 705,3	10 626,3	11 457,7

Source : Bulletin trimestriel des statistiques de la dette publique, MEF/DGF. Mise à jour décembre 2024

Les émissions d'obligations du trésor ont connu une tendance haussière entre 2020 et 2024. Cette situation s'expliquerait par la volonté des autorités de reprofiler la dette publique. L'Etat ivoirien applique une stratégie de diversification de ses sources de financement. Le gouvernement ivoirien a été très présent sur le marché des titres publics de l'UEMOA au cours des cinq dernières années. Ses émissions sont considérées comme des valeurs de référence dans l'UEMOA selon les notations en monnaie locale. Les titres de la dette publique de la Côte d'Ivoire sont détenus par les banques et les compagnies d'assurance des pays de l'UEMOA. Les amortissements de capital constituent la majeure partie du service de la dette payée en fin décembre 2024.

Le volume de la dette intérieure est en constante progression depuis 2002 après la suppression des avances statutaires de la BCEAO. En effet, la BCEAO consentait à chaque Etat Membre de l’UEMOA des avances statutaires calculées au prorata de leur poids économique dans l’union. Cette aide monétaire directe a pris fin en 2003, engendrant un recours aux émissions de dette sur le marché domestique de l’UEMOA afin de financer les besoins budgétaires du Gouvernement.



Source : UMOA-Titres, 30 décembre 2024

La courbe des taux de la Côte d’Ivoire est ascendante pour les maturités allant d’un à 9 mois. Entre 1 et 10 ans, les rendements zéro-coupons varient très faiblement. La courbe est presque horizontale sur le segment des maturités de moyen et long termes. Les titres à maturité longue offrent des rendements plus importants car les investisseurs qui acceptent de renoncer à des échéances courtes intègrent une prime de risque additionnelle. La prime de risque ou de terme augmente dans le temps mais à un rythme décroissant. La courbe des taux de la Côte d’Ivoire reflète bien cette situation.

Le service de la dette intérieure est essentiellement lié aux emprunts du secteur non bancaire correspondant à la dette de marché. Au total en 2024, le service de la dette intérieure est évalué à 2 846,9 milliards de FCFA.

Tableau 28				Le service de la dette intérieure au 31 décembre 2024					
Situation à décembre 2024 (Milliards de FCFA)	Banques commerciales et autres institutions financières et BCEAO			Secteur non bancaire			Total		
	Capital	Intérêt	Total	Capital	Intérêt	Total	Capital	Intérêt	Total
Service dû	1 521,2	513,2	2 034,4	652,4	160,2	812,5	2 173,7	673,2	2 846,9
Service payé	1 521,2	513,2	2 034,4	652,4	160,2	812,5	2 173,7	673,2	2 846,9

Source : Bulletin trimestriel des statistiques de la dette publique, MEF/DGF. Mise à jour décembre 2024

4.3 DETTE EXTÉRIEURE

La dette extérieure de la Côte d'Ivoire est composée majoritairement de la dette multilatérale et bilatérale suivies de dettes commerciales. La dette multilatérale et bilatérale, évaluée à 10 032,5 milliards de FCFA en décembre 2024. L'encours des euro-obligations représente 32,1 % de la dette extérieure à fin décembre 2024⁶⁰.

Entre 2014 et décembre 2024, la Côte d'Ivoire a émis treize emprunts sur ce marché. Le montant total des émissions de 2014 à décembre 2024 est évalué à 7 123,7 milliards de FCFA.

S'agissant de la dette bilatérale, elle a connu une baisse ces dernières années. Le Gouvernement ivoirien avait bénéficié d'un contrat de désendettement et de développement (C2D) en juillet 2012 qui est un instrument de restructuration de la dette qui permet au pays de continuer d'honorer ses dettes bilatérales envers la France et l'Espagne jusqu'à leur remboursement, mais les montants sont reversés aux pays sous forme de dons pour financer des programmes de lutte contre la pauvreté. La Côte d'Ivoire avait bénéficié d'une annulation de 1 151,2 milliards de FCFA au titre des C2D de 2012 et de 2014. En décembre 2024, la dette bilatérale représentait 15,7 % de l'encours total de la dette extérieure pour un montant de 3 124,2 milliards de FCFA⁶¹.

La dette due aux créanciers multilatéraux avoisinait 6 908,4 milliards de FCFA en décembre 2024. Elle est essentiellement composée d'emprunts souscrits auprès du FMI et de la Banque Mondiale. La dette multilatérale représentait 35,0 % de l'encours de la dette extérieure en décembre 2024.

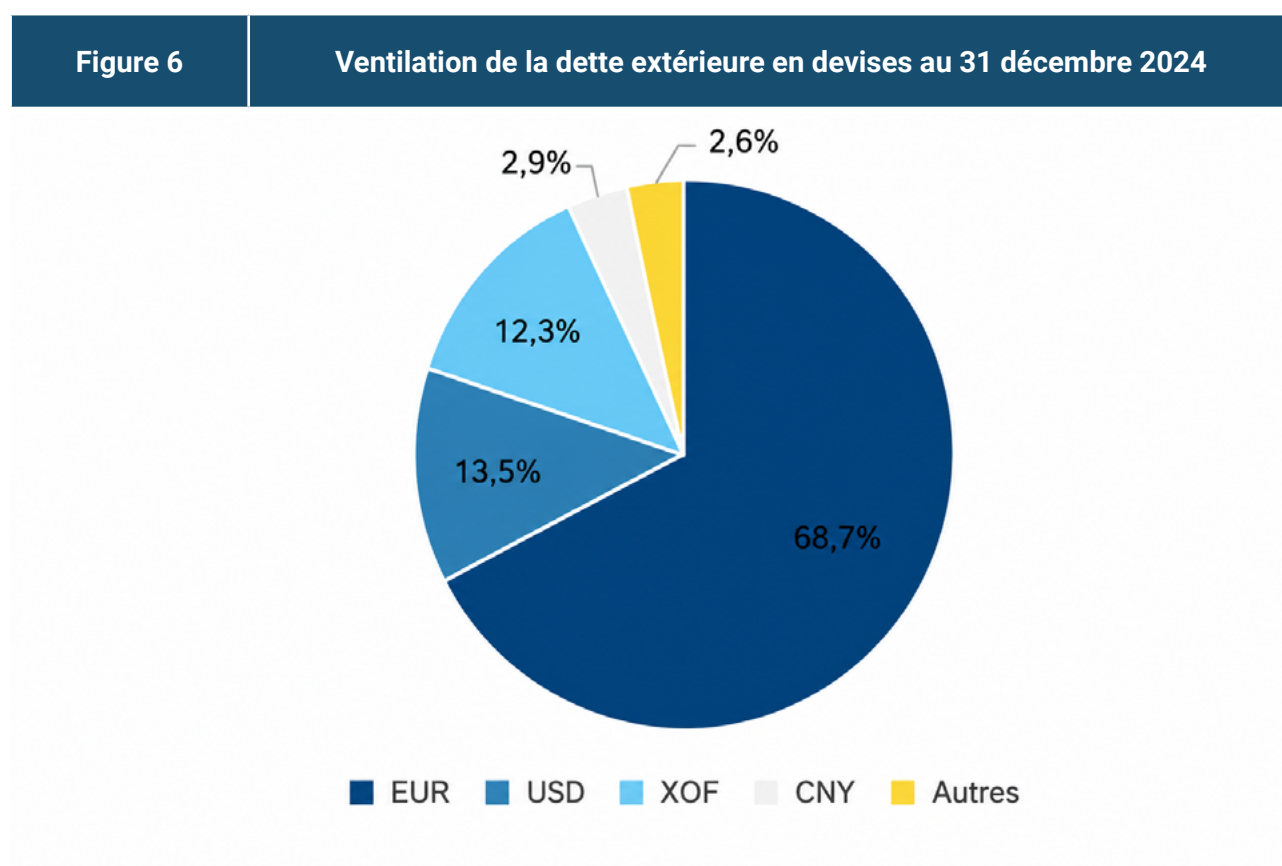
60 Bulletin trimestriel des statistiques de la dette publique. Direction Générale des Financements, décembre 2024

61 Bulletin trimestriel des statistiques de la dette publique. Direction Générale des Financements, décembre 2024

Tableau 29	Composition de la dette extérieure							
(Milliards de FCFA)	2019	2020	2021	2022	2023	2024	% de la dette extérieure en 2024	% du PIB en 2024
Prêts multilatéraux	2 258,8	3 386,4	3 700,2	4 452,1	5 655	6 908,4	34,6	13,1
Prêts bilatéraux	1 604	1 872,9	2 032,6	2 526,9	2 938,6	3 124,2	15,7	5,9
Non-Souverain	5 004,8	5 497,4	6 577,8	8 090,0	8 562,7	9 916,7	49,7	18,8
Total	8 867,6	10 756,7	12 310,6	15 069,0	17 156,3	19 949,3	100,0	37,8

Source : Bulletin trimestriel des statistiques de la dette publique, MEF/DGF. Mise à jour décembre 2024

A fin 2024, l'euro est la monnaie dominante dans la dette extérieure ivoirienne (68,7 %), suivie par le Dollar U.S. (13,5 %) et le FCFA de l'UEMOA (12,3 %). Le FCFA (XOF) est la monnaie nationale. Certaines organisations multilatérales, notamment le FMI et la BOAD, ont leurs emprunts libellés en FCFA.



Source : Bulletin trimestriel des statistiques de la dette publique, MEF/DGF. Mise à jour décembre 2024

Dans le cadre de sa stratégie de gestion proactive de la dette publique, la Côte d'Ivoire a mis en œuvre des opérations de couverture du risque de change EUR-USD, afin d'augmenter la prévisibilité du service de la dette extérieure. Compte tenu de la parité fixe entre le Franc CFA et l'Euro, ces opérations consistent à swapper une partie du service de la dette libellée en Dollar vers Euro, via des instruments dérivés. Ces opérations ciblent les principales expositions en Dollar du portefeuille de la dette publique, à savoir les Eurobonds ainsi que certains prêts bilatéraux. La Côte d'Ivoire a réalisé une opération inaugurale en 2018, portant sur un montant notionnel de 1,4 milliards USD de service de la dette sur la période 2019-

2022. Une seconde opération a été réalisée en 2019, pour un montant d'environ 720 millions USD sur la période 2020-2024. En termes d'innovations, l'opération d'eurobond réalisée en janvier 2024 représente la première levée en Afrique subsaharienne effectuée simultanément avec une opération de couverture de change Dollar-Euro.

Tableau 30				Service de la dette extérieure (Milliards de FCFA)								
Situation à décembre 2024	Multilatérale			Bilatérale			Commerciale			Total		
	Capital	Intérêt	Total	Capital	Intérêt	Total	Capital	Intérêt	Total	Capital	Intérêt	Total
Service dû	428,8	153,4	582,2	125,2	63,1	188,3	942,7	645,9	1 588,6	1 496,7	862,4	2 359,1
Service payé	428,8	153,4	582,2	125,2	63,1	188,3	942,7	645,9	1 588,6	1 496,7	862,4	2 359,1

Source : Bulletin trimestriel des statistiques de la dette publique, MFB/DGF. Mise à jour décembre 2024

Le service de la dette s'élevait à 2 359,1 milliards de FCFA à fin décembre 2024.

4.4 VIABILITÉ ET SOUTENABILITÉ DE LA DETTE

Viabilité de la dette selon la Banque Mondiale et le FMI

Le FMI et la Banque mondiale ont élaboré un cadre visant à guider les décisions d'emprunt des pays à faible revenu. Ce cadre permet aux pays éligibles de calibrer leurs besoins de financement sur leur capacité de remboursement actuelle et future. L'objectif des analyses de la viabilité de la dette est d'évaluer le niveau de dette nécessaire pour écarter les risques.

D'après le rapport d'analyse de viabilité de la dette (AVD) publié en décembre 2024 par la Banque mondiale, les dettes publiques extérieure et totale de la Côte d'Ivoire restent exposées à un risque modéré de surendettement. Les ratios de viabilité de la dette se sont améliorés de manière significative comparés à la précédente AVD en lien avec le recours à l'instrument Debt-for-Development (D4D) swap dans le cadre d'une opération de gestion active de la dette. En raison principalement de cette opération, finalisé au cours du premier semestre 2024, le ratio service de la dette extérieure rapporté aux recettes demeure en dessous de son seuil indicatif à partir de 2025 dans le scénario de référence après l'avoir dépassé un an plus tôt. Les autres indicateurs de viabilité de la dette demeurent également en dessous de leur seuil indicatif, sur toute la période de projection, dans le scénario de référence. Tous les indicateurs sont susceptibles de dépasser leur seuil indicatif dans les scénarios de choc, dont le plus extrême correspond à un choc sur les exportations. Le ratio Valeur actualisée (VA) de la dette totale rapportée au PIB est inférieur à son seuil, mais le dépasse dans la plupart des scénarios de choc, le plus extrême étant celui impliquant un choc sur les exportations. Un test de résistance spécifique montre que le choc lié aux catastrophes naturelles est le plus sévère pour la dette publique.

Tableau 31	Tableau récapitulatif des indicateurs de viabilité de la dette							
Libellé	Seuils	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2044
Viabilité de la dette publique								
VA Dette publique/PIB (en %)	<55	55,4	54,1	52,3	50,8	48,8	47,1	32,4
VA Dette publique/(Recettes + dons) (en %)	N/A	341,3	322,7	294,3	280,1	264,9	252,4	156,9
Service Dette publique/(Recettes + dons) (en %)	N/A	42,2	61,0	45,4	43,7	32,5	30,1	13,3
Viabilité de la dette extérieure								
VA Dette Extérieure/PIB (en %)	<40	33,5	33,2	32,7	31,9	30,1	28,6	15,1
VA Dette Extérieure/Exportations (en %)	<180	143,1	127,1	116,7	120,6	111,4	108,6	66,6
Service Dette Extérieure/Exportations (en %)	<15	11,4	20,5	11,1	11,7	10,5	11,4	7,4
Service Dette Extérieure/Recettes (en %)	<18	17,1	32,8	17,9	17,3	15,5	16,2	8,1

N/A : Non applicable car des seuils ne sont pas définis pour ces indicateurs

Source : Rapport d'analyse de viabilité de la dette conjointe FMI-Banque Mondiale publié le 31 décembre 2024.

4.5 STRATÉGIE D'ENDETTEMENT

D'après le règlement n°9/2007/CM/UEMOA portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de la gestion de la dette publique dans les pays de l'UEMOA, les Etats doivent élaborer une stratégie d'endettement public annexée à la loi de finances. Cette stratégie est renforcée par les programmes signés avec le FMI qui permettent d'élaborer et de suivre la viabilité de la dette dans le cadre de revues périodiques.

Ainsi, la Côte d'Ivoire a élaboré et met en œuvre une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) sur la période 2024-2028⁶².

Les objectifs de la SDMT 2024-2028 se limitent au champ de la dette de l'administration centrale et s'articulent autour des points suivants :

- satisfaire les besoins de financement de l'État et ses obligations de paiement aux moindres coûts possibles ;
- s'assurer que les risques liés au portefeuille de la dette publique demeurent dans des limites acceptables ;
- maintenir les indicateurs de viabilité de la dette en dessous des seuils définis ;
- contribuer au développement du marché financier régional.

L'objectif du Gouvernement, conformément à la SDMT, est d'emprunter aux conditions qui allongeraient les maturités des titres publics, réduiraient le coût des emprunts, limiteraient le risque de change et privilégieraient les financements extérieurs dans le cadre des projets structurants. Le gouvernement

⁶² Rapport de stratégie d'endettement à moyen terme 2024-2028 publié en janvier 2025 par la Direction Générale des Financements.

entend recourir aux prêts concessionnels, semi-concessionnels et non concessionnels dans le cadre du financement des investissements du PND 2021-2025 dans les limites de la soutenabilité budgétaire sur les longs et moyens termes. Cette stratégie tient compte de la maîtrise du coût moyen du portefeuille de la dette. Elle permet, par ailleurs, de réduire le risque de refinancement et de limiter les risques liés aux fluctuations des taux de change.

Au cours des prochaines années, l'Etat devrait privilégier des financements qui aident à réduire le risque de refinancement de la dette intérieure, le risque de taux d'intérêt et le risque de change. Plus précisément, les besoins de financement devraient être couverts en moyenne selon un rapport 42%-58% d'instruments de financement extérieur et intérieur sur la période 2024-2028. Les ressources extérieures seraient composées de financements (pour des emprunts projets ou programmes) concessionnels, semi-concessionnels, commerciaux et de financements sur les marchés internationaux respectivement à hauteur de 15 %, 56 %, 15 % et 14 % sur la période 2024-2028. Les ressources intérieures seraient mobilisées à travers des emprunts de court, moyen et long termes respectivement à hauteur de 10 %, 35 %, et 55 % sur la même période.

Cette stratégie privilégie la dette intérieure par rapport à la dette extérieure qui devra être dominée par les financements libellés en euro et à taux fixe. Elle a été confortée par une Analyse de Viabilité de la Dette (AVD) qui permet à l'Etat de Côte d'Ivoire de conserver son statut de risque de surendettement modéré.



5 FACTEURS DE RISQUE

5.1 RISQUES POLITIQUES ET SÉCURITAIRES

Depuis la crise de 2011, la Côte d'Ivoire a réalisé d'importantes avancées politiques. Les élections présidentielles de 2025 se dérouleront dans un climat apaisé, grâce à un dialogue avec l'opposition et des concessions gouvernementales, telles que la réforme de la Commission électorale et l'indemnisation des victimes. Cependant, ce processus de réconciliation est fragile, avec un risque de tensions croissantes liées à la pauvreté et aux inégalités.

En parallèle, la sécurité dans le nord du pays se dégrade face à la menace islamiste qui s'intensifie, suite au retrait des forces étrangères. Malgré les efforts du gouvernement pour prévenir le terrorisme, la situation reste préoccupante, entraînant une demande d'assistance de la part des pays voisins, des États-Unis et de la France. Un accord de coopération militaire a été signé en 2017, et un soutien américain de 100 millions de dollars sur dix ans a été annoncé pour renforcer la résilience en Afrique de l'Ouest. Malgré ces avancées, la politique et la gouvernance demeurent des domaines critiques pour la Côte d'Ivoire.

5.2 RISQUES SOCIAUX

Depuis la sortie de la « décennie perdue » (2000-2010), la Côte d'Ivoire a connu une amélioration significative du climat social, grâce aux nombreuses réformes mises en œuvre par le gouvernement. Dans le cadre de sa vision « Côte d'Ivoire 2030 », le Président de la République s'est engagé à placer l'Homme au cœur de l'action de l'Etat. Cette vision, matérialisée par le projet de société « Une Côte d'Ivoire solidaire », repose sur des objectifs clés axés sur le développement humain.

Le contrat social qui en découle vise une amélioration notable des conditions de vie des populations par la mise en œuvre de projets concrets. Le Programme Social du Gouvernement (PSGouv 2) s'inscrit dans cette dynamique, avec pour objectif de consolider les acquis du PSGouv (2019-2020) et d'accélérer la réduction de la pauvreté et des inégalités. Ce nouveau programme social devrait favoriser une croissance plus forte et inclusive, en renforçant le capital humain, en améliorant l'accès aux services de santé et en encourageant la participation des femmes sur le marché du travail.

Pour réaliser pleinement son potentiel économique, la Côte d'Ivoire doit également favoriser une cohésion sociale et une réconciliation durable.

5.3 RISQUES MACROÉCONOMIQUES

En 2025, la Côte d'Ivoire devrait connaître une croissance économique satisfaisante, soutenue par des exportations représentant environ 25 % du PIB⁶³, principalement dans le secteur agricole et les industries extractives. Cependant, la dépendance de l'économie aux produits agricoles la rend vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux et aux conditions climatiques. Une baisse des prix de ces matières premières constitue un risque pour les recettes publiques.

Pour réduire cette dépendance, le pays développe ses secteurs non agricoles, tels que le commerce, la construction, les télécommunications, les services financiers et les activités minières, pétrolières et gazières. Les autorités poursuivent un programme de transformation économique dans le cadre du Plan National de Développement (PND) 2021-2025, tout en mettant en œuvre des mesures pour renforcer la stabilité macroéconomique face aux déséquilibres budgétaires et extérieurs, exacerbés par les impacts de la pandémie de Covid-19, du resserrement financier mondial et de la guerre en Ukraine.

5.4 RISQUES CONCERNANT LA MOBILISATION DES RESSOURCES

Bien que le recouvrement des recettes s'améliore grâce aux réformes fiscales, la Côte d'Ivoire reste vulnérable aux fluctuations des prix des produits agricoles, miniers et énergétiques, ce qui représente un risque pour les recettes budgétaires. Selon le FMI, les déséquilibres budgétaires et extérieurs diminuent progressivement depuis 2023, avec une baisse du déficit budgétaire, passé de 6,8 % du PIB en 2022 à 5,2 % en 2023⁶⁴, grâce à des mesures fiscales.

Pour 2024 et 2025, l'objectif est de réduire le déficit à 4 % et 3 % du PIB respectivement, tout en mobilisant davantage de recettes fiscales et en maîtrisant les dépenses. Le pays bénéficie de programmes du FMI totalisant 4,8 milliards de dollars, ce qui soutient des initiatives visant à élargir la base fiscale par la suppression d'exonérations, la formalisation de l'économie et la digitalisation des processus. L'assainissement budgétaire pour 2025 reposera sur des mesures fiscales durables et des réformes administratives, contribuant ainsi à la viabilité de la dette.

5.5 RISQUES SANITAIRES

La Côte d'Ivoire fait face à divers risques sanitaires, notamment une forte exposition au paludisme, bien que la mortalité ait chuté de plus de 50%, passant de 3 222 décès en 2017 à 1 485 en 2023⁶⁵, selon le coordonnateur du Programme national de Lutte contre le Paludisme. Le pays présente également un taux de mortalité élevé lié au VIH/SIDA. Cependant, des progrès significatifs ont été réalisés dans la lutte contre la mortalité maternelle, avec une baisse de 614 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2011 à 385 en 2022⁶⁶, soit une réduction de 36,9 % en 11 ans.

Bien qu'aucun cas d'Ebola n'ait été signalé, la Côte d'Ivoire reste à risque en raison de ses frontières avec des pays où les normes de santé sont moins rigoureuses, ce qui nécessite une allocation de ressources pour se protéger contre les épidémies.

63 DPPSE : note cadrage macro-économique 2021-2030 avril-2025

64 FMI : revues des accords au titre du MEDC et de la FEC, décembre 2024

65 Ministère de la santé (2025), « Communiqué Journée mondiale de lutte contre le paludisme », avril 202

66 Banque Mondiale (2025), « World Development Indicators ».

5.6 RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SANITAIRES

La Côte d'Ivoire fait face à divers problèmes environnementaux, tels que la disparition des forêts, la dégradation des sols, la pollution et l'eutrophisation des eaux, la contamination de l'air, la dégradation des espaces urbains, la persistance de maladies liées à l'environnement, ainsi qu'un manque d'éducation, de formation et de sensibilisation. De plus, l'inadéquation et l'instabilité du cadre juridique et institutionnel compliquent la situation, tout comme la dispersion et l'accès difficile aux données environnementales. Consciente de la dégradation environnementale et des risques associés, l'État de Côte d'Ivoire a élaboré des stratégies visant à gérer durablement les ressources naturelles et à favoriser le développement durable à travers différents programmes d'action.

6. ANNEXES

6.1 Croissance réelle du PIB détaillée par secteur (%)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)	2027 (p)
Secteur primaire	2,4	3,2	7,5	5,9	-2,1	2,6	2,0	6,6	5,5
Agriculture vivrière, élevage	-5,1	3,6	5,3	4,3	7,8	4,3	7,5	7,5	7,2
Agriculture d'exportation	4,9	0,7	9,1	7,1	-8,6	1,4	-0,9	6,1	4,7
Sylviculture	0,7	-0,3	2,0	5,1	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Pêche	32,0	67,4	-0,5	-2,5	44,9	8,3	5,2	8,9	7,3
Secteur secondaire	22,7	-2,5	5,3	12,0	18,5	5,8	8,0	6,8	8,5
Extraction minière	2,3	-4,4	5,0	42,3	9,6	13,9	17,0	3,7	13,4
Industries agro-alimentaires	10,0	0,3	-10,8	8,7	8,0	1,2	2,5	6,5	7,0
Produits pétroliers	21,6	-67,8	21,8	-39,8	11,5	14,7	0,0	4,0	5,2
Energie (gazeulec)	32,9	-18,7	16,2	12,8	8,1	2,6	8,0	6,4	6,2
BTP	31,5	-3,4	4,6	14,4	17,5	-1,1	5,8	9,6	9,3
Autres industries manufacturières ⁶⁷	41,0	25,0	17,2	5,8	32,4	8,9	8,6	7,1	7,1
Secteur tertiaire	-12,4	-0,3	4,9	3,9	3,6	6,7	7,4	7,0	6,2
Transports	-1,9	-3,1	16,9	3,3	3,6	6,3	7,1	7,1	6,2
Télécommunication	-10,9	-6,0	12,2	4,9	3,8	6,8	6,7	6,5	6,5
Commerce	-1,7	8,0	1,1	3,0	4,3	5,9	7,1	6,9	6,4
Autres services ⁶⁸	-26,4	-5,1	2,7	4,9	3,0	7,6	7,8	7,0	6,0
Secteur non marchand	94,5	5,3	12,8	2,9	5,1	8,3	6,6	4,6	5,5
Droits et taxes	6,3	6,0	20,0	9,5	7,5	7,4	6,3	7,0	7,6
PIB total	6,7	0,7	7,1	6,4	6,5	6,0	6,5	6,7	6,8

Source : MEPD/DGE/DPPE, ANStat, Cadrage macroéconomique 2021-2030, mis à jour le 25 septembre 2025

⁶⁷ Fabrication de meubles, Fabrication de produits chimiques, Fabrication de produits en caoutchouc, Travail du bois, production de ciment et matériaux de construction, etc.

⁶⁸ Entretien et réparations divers, Hôtellerie et Tourisme, Services immobiliers, services aux entreprises, etc.

6.2 Croissance réelle du PIB détaillé par poste de demande (en %)

	2019	2020	2021	2022	2023 (prov.)	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)	2027 (p)
Consommation totale	5,4	1,4	5,4	4,5	5,3	4,0	5,2	5,9	5,5
Privée	4,9	0,9	5,3	4,6	5,5	4,0	5,3	5,2	5,1
Publique	9,0	4,6	6,1	3,8	3,7	4,4	4,6	11,4	8,5
Investissement (FBCF)	6,9	3,8	14,9	13,2	7,9	5,8	10,5	11,1	9,8
Investissements privés	8,6	-2,2	14,3	5,2	10,8	8,3	10,8	11,1	9,4
Investissements publics	2,1	24,8	16,6	34,7	3,0	0,2	9,5	11,1	10,7
Exportations des biens et services	10,3	-4,6	16,9	4,3	8,5	4,6	7,5	3,9	7,4
Importations des biens et services	4,3	5,8	15,9	18,3	5,0	0,2	8,6	5,9	7,2
PIB	6,7	0,7	7,1	6,4	6,5	6,0	6,5	6,7	6,8

Source : MEPD/DGE/DPPE, ANStat, Cadrage macroéconomique 2021-2030, mis à jour le 25 septembre 2025

6.3 DÉTAIL DES ÉMISSIONS DU PAYS DE 2019 À 2024

Libellé	ISIN	Maturité (années)	Date d'émission	Montants émis (Millions de FCFA)	RMP* (en %)
BAT CI 91j 14/04/2019	CI0000002689	91j	11/01/2019	30 000	4,94%
BAT CI 91j 14/04/2019	CI0000002689	91j	11/01/2019	30 000	4,94%
BAT CI 1 an 14/01/2020	CI0000002671	1	15/01/2019	35 000	5,82%
OAT CI 3 ans 23/01/2022	CI0000002697	3	22/01/2019	35 000	
BAT CI 182j 30/07/2019	CI0000002705	182j	29/01/2019	30 000	5,69%
BAT 182j 30/07/2019	CI0000002705	182j	29/01/2019	30 000	5,69%
BAT CI 91j 06/05/2019	CI0000002713	91j	04/02/2019	30 000	5,12%
BAT CI 1 an 12/02/2019	CI0000002739	1	11/02/2020	35 000	6,11%
BAT CI 182j 27/08/2019	CI0000002754	182j	26/02/2019	30 000	5,51%
BAT CI 91j 04/06/2019	CI0000002762	91j	05/03/2019	30 000	5,11%
BAT CI 91j 04/06/2019	CI0000002762	91 j	05/03/2019	30 000	5,11%
BAT CI 182j 11/09/2019	CI0000002770	182j	13/03/2019	30 000	5,53%

OAT CI 3 ans 20/03/2024	CI0000002788	3	19/03/2019	30 000	6,81%
BAT 182j 24/09/2019	CI0000002796	182j	26/03/2019	30 000	5,53%
BAT 182j 14/07/2019	CI0000002812	182j	12/04/2019	25 000	5,10%
BAT CI 91j 28/07/2019	CI0000002820	91j	26/04/2019	30000	4,90%
OAT CI 3 ans 06/05/2022	CI0000002846	3	03/05/2019	150 000	6,80%
BAT CI 91j 13/08/2019	CI0000002853	91j	14/05/2019	25 000	4,43%
BAT CI 1 an 19/05/2020	CI0000002861	1	21/05/2019	40 000	5,45%
BAT CI 1an 19/05/2020	CI0000002861	1	21/05/2019	40 000	5,45%
OAT CI 3 ans 22/05/2022	CI0000002879	3	21/05/2019	40000	5,75%
BAT CI 91 j 26/08/2019	CI0000002887	91j	27/05/2019	25 000	4,53%
BAT CI 91j 23/09/2019	CI0000002929	91j	24/06/2019	25 000	4,38%
BAT CI 91 j 08/10/2019	CI0000002945	91j	09/07/2019	55 000	4,90%
BAT CI 91 j 15/10/2019	CI0000002978	91j	16/07/2019	25 000	4,86%
OAT CI 3 ans 24/07/2022	CI0000002986	3	23/07/2019	25 000	6,42%
BAT CI 91j 04/11/2019	CI0000003000	91j	05/08/2019	27500	4,87%
OAT CI 3 ans 06/08/2022	CI0000003018	3	05/08/2019	27500	6,41%
BAT CI 91j 19/11/2019	CI0000003026	91j	20/08/2019	25 000	4,82%
BAT CI 91j 16/12/2019	CI0000003034	91j	16/09/2019	12 127	4,50%
OAT CI 3 ans 17/09/2022	CI0000003042	3	16/09/2019	42 872,75	6,39%
BAT CI 91j 24/12/2019	CI0000003083	91j	24/09/2019	25 000	4,26%
BAT 91j 29/12/2019	CI0000003075	91j	27/09/2019	25 000	4,12%
OAT CI 3 ans 04/10/2022	CI0000003091	91j	03/10/2019	150 000	5,90%
BAT CI 91j 14/04/2020	CI0000003141	91j	14/01/2020	55 000	4,03%
BAT CI 182j 21/07/2020	CI0000003141	182j	21/01/2020	25 000	
BAT CI 91j 28/04/2020	CI0000003182	91j	28/01/2020	60 000	3,87%
BAT CI 91j 05/05/2020	CI0000003208	91j	04/02/2020	25 000	
BAT CI 1 an 09/02/2021	CI0000003216	1	11/02/2020	55 000	5,00%
BAT CI 91j 26/05/2020	CI0000003232	91j	25/02/2020	55 000	3,91%
OAT CI 5 04/03/2025	CI0000003257	5	03/03/2020	35 000	
BAT CI 91j 09/06/2020	CI0000003265	91j	10/03/2020	50 000	3,96%

BAT CI 3 27/03/2023	CI0000003307	3	26/03/2020	50 000	6,13%
BAT CI 91j 30/06/2020	CI0000003323	91j	31/03/2020	30 000	
BAT CI 91j 21/07/2020	CI0000003406	91j	21/04/2020	75 000	3,86%
BAT CI 91j 27/07/2020	CI0000003448	91j	27/04/2020	180 000	
BAT CI 91j 03/08/2020	CI0000003455	91j	04/05/2020	180 000	
BAT CI 91j 10/08/2020	CI0000003463	91j	11/05/2020	175 000	
BAT CI 91j 18/08/2020	CI0000003505	91j	19/05/2020	55 000	3,84%
BAT CI 91j 01/09/2020	CI0000003554	91j	02/06/2020	30 000	
BAT CI 3 03/06/2023	CI0000003521	3	02/06/2020	40 000	6,21%
BAT CI 91j 07/07/2020	CI0000002937	91j	02/06/2020	33 000	2,53%
BAT CI 182j 07/12/2020	CI0000003562	182j	08/06/2020	60 000	4,11%
BAT CI 91j 20/09/2020	CI0000003604	91j	19/06/2020	25 000	3,52%
BAT CI 1 an 29/06/2021	CI0000003612	1	30/06/2020	30 000	5,08%
BAT CI 91j 06/10/2020	CI0000003620	91j	07/07/2020	45 000	3,71%
BAT CI 91 j 13/10/2020	CI0000003661	91j	14/07/2020	50 000	3,67%
BAT CI 3 ans 22/07/2023	CI0000003695	3	21/07/2020	350 000	6,30%
OAT CI 3 28/09/2023	CI0000001897	3	21/07/2020	350 000	5,72%
BAT CI 91 j 26/10/2020	CI0000003687	91j	27/07/2020	30 000	3,48%
BAT CI 91J 02/11/2020	CI0000003729	91j	03/08/2020	200 000	2,29%
BAT CI 91j 03/11/2020	CI0000003745	91j	04/08/2020	55 000	3,19%
BAT CI 91j 09/11/2020	CI0000003760	91j	10/08/2020	100 000	2,23%
BAT CI 91j 16/11/2020	CI0000003778	91j	17/08/2020	25 000	3,28%
BAT CI 91j 24/11/2020	CI0000003786	91j	25/08/2020	50 000	3,36%
BAT CI 91j 08/12/2020	CI0000003802	91j	08/09/2020	60 000	0,00%
BAT CI 91j 14/12/2020	CI0000003810	91j	14/09/2020	30 000	3,02%
BAT CI 91j 20/12/2020	CI0000003828	91j	18/09/2020	25 000	2,99%
BAT CI 91j 29/12/2020	CI0000003851	91j	29/09/2020	55 000	0,00%
OAT CI 3 07/10/2023	CI0000003885	3	06/10/2020	30 000	6,01%
BAT CI 28J 17/11/2020	CI0000003927	28j	20/10/2020	30 000	2,00%
BAT CI 28j 30/11/2020	CI0000003935	28j	02/11/2020	200 000	2,61%

BAT CI 28j 07/12/2020	CI0000003943	28j	06/11/2020	100 000	2,53%
BAT CI 28j 07/12/2020	CI0000003950	28j	09/11/2020	30 000	1,98%
BAT CI 28j 28/12/2020	CI0000003992	28j	30/11/2020	200 000	2,46%
BAT CI 28j 04/01/2021	CI0000004008	28j	07/12/2020	110 000	2,07%
OAT CI 5 09/12/2025	CI0000004016	5	08/12/2020	50 000	5,93%
BAT CI 182J 13/06/2021	CI0000004040	182j	11/12/2020	30 000	3,00%
BAT CI 54j 09/02/2021	CI0000003216	54j	16/12/2020	103 000	2,39%
BAT CI 1 an 15/12/2021	CI0000004073	1	22/12/2020	105 000	4,54%
BAT CI 84j 23/03/2021	CI0000004081	84j	29/12/2020	105 000	2,86%
BAT CI 1 an 29/11/2022	CI0000004917	1	31/11/2021	35 000	2,51%
BAT CI 1 an 22/11/2022	CI0000004909	1	23/11/2021	45 000	2,58%
BAT CI 1 an 25/10/2022	CI0000004883	1	26/10/2021	45 000	2,72%
BAT CI 1 an 11/10/2022	CI0000004875	1	11/10/2022	45 000	2,78%
OAT CI 5 ans 29/09/2026	CI0000004859	5	28/09/2021	30 000	
BAT CI 91 j 14/12/2021	CI0000004818	91j	14/09/2021	60 000	
BAT CI 91 j 09/12/2021	CI0000004792	91j	09/09/2021	30 000	2,33%
BAT CI 91 j 23/11/2021	CI0000004743	91j	24/08/2021	60000*	
BAT CI 91 j 16/11/2021	CI0000004750	91j	17/08/2021	30 000	2,51%
BAT CI 91 j 02/11/2021	CI0000004727	91j	03/08/2021	55 000	2,50%
BAT CI 91 j 26/10/2021	CI0000004693	91j	27/07/2021	30 000	2,53%
BAT CI 91 j 12/10/2021	CI0000004677	91j	13/07/2021	60 000	2,56%
BAT CI 91 j 05/10/2021	CI0000004651	91j	06/07/2021	30 000	2,52%
BAT CI 91 j 28/09/2021	CI0000004537	91j	29/06/2021	60 000	2,55%
BAT 5 ans 23/06/2026	CI0000004511	5	22/06/2021	35 000	5,77%
BAT 182 j 14/12/2021	CI0000004461	182j	15/06/2021	65 000	2,59%
BAT CI 91 j 07/09/2021	CI0000004438	91j	08/06/2021	65 000	
BAT 3 ans 26/05/2024	CI0000004412	3	25/05/2021	35 000	5,59%
BAT CI 364 j 17/05/2022	CI0000004404	1	18/05/2021	60 000	4,25%
BAT 182 j 09/11/2021	CI0000004388	182 j	11/05/2021	60 000	2,59%
BAT CI 91 j 27/07/2021	CI0000004347	91j	27/04/2021	60 000	2,53%

OAT CI 3 ans 23/04/2024	CI0000004354	3	22/04/2021	30 000	5,53%
BAT CI 91 j 15/07/2021	CI0000004305	91j	15/04/2021	60 000	2,67%
BAT 182 j 28/09/2021	CI0000004289	182j	30/03/2021	30 000	2,65%
BAT CI 91 j 15/06/2021	CI0000004263	91j	16/03/2021	65 000	2,65%
BAT 182 j 31/08/2021	CI0000004248	182j	02/03/2021	65000*	2,74%
BAT 182 j 24/08/2021	CI0000004214	182j	23/02/2021	65000*	2,71%
BAT CI 91 j 18/05/2021	CI0000004198	91j	16/02/2021	30 000	2,68%
BAT 182 j 10/08/2021	CI0000004164	182j	10/08/2021	65000*	3,02%
BAT 182 j 03/08/2021	CI0000004131	182j	02/02/2021	65000*	3,01%
BAT 182 j 20/07/2021	CI0000004115	182j	19/01/2021	30 000	2,99%
BT CI 91 j 13/04/2021	CI0000004107	91j	12/01/2021	65 000	2,98%
BAT 182 j 12/07/2022	CI0000004941	182j	11/01/2022	60 000	2,45%
BAT CI 91 j 19/04/2022	CI0000004966	91j	18/01/2022	60 000	2,33%
BAT 182 j 09/08/2022	CI0000005013	182j	08/02/2022	60 000	2,45%
BAT CI 91j 17/05/2022	CI0000005039	91j	15/02/2022	30 000	2,25%
BAT 182 j 23/08/2022	CI0000005054	182j	22/02/2022	65 000	2,40%
BAT 182 j 30/08/2022	CI0000005088	182j	01/03/2022	60 000	2,39%
BAT CI 91j 14/06/2022	CI0000005104	91j	15/03/2022	65 000	2,28%
BAT 182 j 121/10/2022	CI0000005187	182j	12/04/2022	50 000	2,43%
BAT CI 91 j 19/07/2022	CI0000005229	91j	19/04/2022	70 000	2,36%
BAT 182 j 25/10/2022	CI0000005245	182j	26/04/2022	65 000	2,52%
BAT 182 j 03/11/2022	CI0000005252	182j	05/05/2022	50 000	2,60%
BAT CI 91 J 16/08/2022	CI0000005278	91j	17/05/2022	70 000	2,42%
BAT 182 j 29/11/2022	CI0000005294	182j	31/05/2022	70 000	2,67%
BAT CI 91 j 13/09/2022	CI0000005328	91j	14/06/2022	60 000	2,65%
BAT CI 91 J 27/09/2022	CI0000005369	91j	29/06/2022	65 000	2,76%
BAT CI 3ans 14/07/2025	CI0000005435	3 ans	13/07/2022	116 298	5,49%
BAT CI 91 j 18/10/2022	CI0000005476	91j	19/07/2022	60 000	2,74%
BAT CI 91 j 01/11/2022	CI0000005492	91j	02/08/2022	65 000	2,73%
BAT CI 91 j 15/11/2022	CI0000005526	91j	16/08/2022	20 000	2,69%

BAT CI 91 j 29/11/2022	CI0000005559	91j	30/08/2022	60 000	2,65%
BAT CI 91 j 08/12/2022	CI0000005567	91j	06/09/2022	50 000	2,71%
BAT CI 91 j 20/12/2022	CI0000005609	91j	20/09/2022	65 000	2,73%
BAT CI 91 j 27/12/2022	CI0000005633	91j	27/09/2022	30 000	2,81%
BAT CI 28 J 10/11/2022	CI0000005666	28j	13/10/2022	25 000	2,52%
BAT CI 1 an 11/04/2023	CI0000005195	1	05/12/2022	30 000	2,72%
BAT CI 1 an 12/12/2023	CI0000005781	1	13/12/2022	35 000	3,52%
BAT CI 1 an 04/12/2022	CI0000005765	1	20/12/2022	35 000	3,61%
BAT CI 91j 10/04/2023	CI0000005799	91j	09/01/2023	65 000	3,20%
BAT CI 91j 18/04/2023	CI0000005815	91j	17/01/2023	65 000	3,25%
BAT CI 182j 01/08/2023	CI0000005831	192j	31/01/2023	60 000	3,59%
BAT CI 91j 09/05/2023	CI0000005856	91j	07/02/2023	65 000	3,26%
BAT 182 j 15/08/2023	CI0000006037	182j	14/02/2023	65 000	3,94%
BAT 182 j 29/08/2023	: CI0000006136	182j	28/02/2023	85 000	5,20%
BAT CI 91j 13/06/2023	CI0000006177	91j	17/03/2023	80 000	5,53%
BAT 182 j 20/09/2023	CI0000006219	182j	21/03/2023	85 000	
BAT 182 j 20/09/2023	CI0000006219	182j	28/03/2023	85 00	6,09%
BAT 182 j 05/10/2023	CI0000006243	182j	06/04/2023	65 000	6,34%
BAT 182 j 16/10/2023	CI0000006268	182j	17/04/2023	60 000	6,56%
BAT CI 91j 25/07/2023	CI0000006300	91j	25/04/2023	60 000	5,80%
BAT CI 91 J 01/08/2023	CI0000006326	91j	02/05/2023	30 000	6,00%
BAT CI 91j 08/08/2023	CI0000006342	91j	09/05/2023	70 000	6,01%
BAT CI 91j 16/08/2023	CI0000006409	91j	16/05/2023	65 000	6,09%
BAT 182 j 28/11/2023	CI0000006433	182j	30/05/2023	65 000	6,55%
BAT 182 j 12/12/2023	: CI0000006466	182j	13/06/2023	50 000	
BAT CI 91j 19/09/2023	CI0000006490	91j	20/06/2023	50 000	6,03%
BAT CI 1 an 27/08/2023	CI0000006557	1	27/06/2023	295 000	
BAT CI 91j 10/10/2023	CI0000006581	91j	11/07/2023	60 000	6,19%
BAT CI 1 an 18/06/2024	CI0000006508	1	14/07/2023	80 249	6,64%
BAT CI 91j 17/10/2023	CI0000006615	91j	18/07/2023	115 000	6,26%

BAT CI 91j 23/10/2023	CI0000006623	91j	24/07/2023	30 000	6,34%
BAT CI 91j 31/10/2023	CI0000006631	91j	01/08/2023	50 000	6,23%
BAT CI 91j 14/11/2023	CI0000006664	91j	14/08/2023	30 000	6,15%
BAT CI 91j 21/11/2023	CI0000006714	91J	22/08/2023	80 000	4,82%
BAT CI 91j 28/11/2023	CI0000006722	91j	29/08/2023	180 000	5,68%
BAT CI 84J 07/12/2023	CI0000006755	84j	14/09/2023	50 000	6,11%
BAT CI 1 an 17/09/2024	CI0000006789	1	19/09/2023	180 000	6,92%
BAT CI 1 an 26/09/2024	CI0000006813	1	04/10/2023	76 609	6,95%
BAT CI 28 J 07/11/2023	CI0000006854	28j	10/10/2023	60 000	4,03%
BAT CI 28J 13/11/2023	CI0000006896	28j	16/10/2023	30 000	4,31%
BAT CI 1 an et OAT 3ans 22/10/2023	CI0000006920	1	24/10/2023	50 000	6,89%
	CI0000006938	3			7,22%
OAT 5ans 25/10/2028	CI0000006946	5	24/10/2023	50 000	7,43
OAT 7 ans 24/10/2023	CI0000006987	7	24/10/2023	50 000	7,51
BAT CI 28J 05/12/2024	CI0000006995	28j	07/11/2023	50 000	4,54%
BAT CI 28J 12/12/2023	CI0000007035	28j	14/11/2023	40 000	5,06%
BAT CI 28J 26/12/2023	CI0000007043	28j	28/11/2023	50 000	5,12%
BAT CI 121J 04/04/2024	CI0000006250	121j	05/12/2023	40 000	6,54%
BAT CI 114J 04/04/2024	CI0000006250	114j	12/12/2023	20 000	6,28%
BAT CI 83j 19/03/2024	CI0000006227	83j	27/12/2023	70 000	6,53%
BAT CI 91 j 09/04/2024	CI0000007068	91j	10/01/2024	50 000	6,43%
BAT CI 364 j 07/01/2025	CI0000007076	1	10/01/2024	50 000	6,50%
BAT CI 91 j 23/04/2024	CI0000007084	91j	24/01/2024	60 000	6,42%
BAT CI 364 j 21/01/2025	CI0000007092	1	24/01/2024	60 000	6,73%
OAT CI 3 ans 24/01/2027	CI0000007100	3	24/01/2024	60 000	7,50%
BAT CI 182 j 06/08/2024	CI0000007118	182 j	07/02/2024	30 000	6,34%
BAT CI 91 j 21/05/2024	CI0000007126	91j	21/02/2024	55 000	
BAT CI 364 j 18/02/2025	CI0000007134	1	21/02/2024	55 000	
OAT CI 3 ans 21/02/2027	CI0000007167	3	21/02/2024	55 000	

OAT CI 5 ans 21/02/2029	CI0000007209	5	21/02/2024	55 000	
BAT CI 182 j 27/08/2024	CI0000007217	182 j	28/02/2024	60 000	6,65%
BAT CI 364 j 18/02/2025	CI0000007134	1	28/02/2024	60 000	6,75%
OAT CI 3 ans 21/02/2027	CI0000007167	3	28/02/2024	60 000	7,30%
OAT CI 10 ans 28/02/1934	CI0000007225	10	28/02/2024	60 000	7,15%
BAT CI 91 j 04/06/2024	CI0000007324	91j	06/03/2024	60 000	6,49%
BAT CI 364 j 04/03/2025	CI0000007332	1	06/03/2024	60 000	6,75%
OAT CI 3 ans 06/03/2027	CI0000007340	3	06/03/2024	60 000	7,10%
BAT CI 182 j 10/09/2024	CI0000007373	182 j	13/03/2024	50 000	
BAT CI 364 j 11/03/2025	CI0000007381	1	13/03/2024	50 000	
OAT CI 3 ans 06/03/2027	CI0000007340	3	13/03/2024	50 000	
BAT CI 91 j 27/03/2024	CI0000007399	91j	29/03/2024	150 000	
BAT CI 182 j 26/09/2024	CI0000007407	182 j	29/03/2024	150 000	
BAT CI 364 j 27/03/2025	CI0000007415)	1	29/03/2024	150 000	
OAT CI 3 ans 29/03/2027	CI0000007423	3	29/03/2024	150 000	
OAT CI 5 ans 29/03/2029	CI0000007431	5	29/03/2024	150 000	
OAT CI 10 ans 28/02/1934	CI0000007225	10	29/03/2024	150 000	
BAT CI 91 j 10/07/2024	CI0000007449)	91j	11/04/2024	100 000	6,43%
BAT CI 364 j 09/04/2025	CI0000007456)	1	11/04/2024	100 000	6,63%
OAT CI 3 ans 29/03/2027	CI0000007423)	3	11/04/2024	100 000	7,47%
OAT CI 5 ans 29/03/2029	CI0000007431)	5	11/04/2024	100 000	7,63%
OAT CI 10 ans 28/02/1934	CI0000007225)	10	11/04/2024	100 000	7,11%
BAT CI 91 j 16/07/2024	CI0000007464	91j	17/04/2024	30 000	6,43%
BAT CI 91 j 23/07/2024	CI0000007428	91j	24/04/2024	81 000	
BAT CI 364 j 09/04/2025	CI0000007456	1	24/04/2024	81 000	
OAT CI 3 ans 24/04/2027	CI0000007480	3	24/04/2024	81 000	

OAT CI 15 ans 24/04/1939	CI0000007498	15	24/04/2024	81 000	
BAT CI 182 j 30/10/2024	CI0000007506	182 j	02/05/2024	65 500	6,59%
BAT CI 364 j 30/04/2025	CI0000007514	1	02/05/2024	65 500	6,61%
OAT CI 3 ans 24/04/2027	CI0000007480	3	02/05/2024	65 500	7,54%
OAT CI 5 ans 02/05/2027	CI0000007522	5	02/05/2024	65 500	7,35%
OAT CI 10 ans 02/05/1934	CI0000007530	10	02/05/2024	65 500	
BAT CI 91 j 06/08/2024	CI0000007548	91j	08/05/2024	50 000	6,45%
BAT CI 364 j 06/05/2025	CI0000007555	1	08/05/2024	50 000	6,76%
OAT CI 3 ans 08/05/2027	CI0000007563	3	08/05/2024	50 000	7,25%
BAT CI 91 j 13/08/2024	CI0000007571	91j	15/05/2024	50 000	6,17%
BAT CI 364 j 06/05/2025	CI0000007555	1	15/05/2024	50 000	6,78%
OAT CI 3 ans 08/05/2027	CI0000007563	3	15/05/2024	50 000	7,58%
BAT CI 182 j 26/11/2024	CI0000007589	182 j	29/05/2024	50 000	
BAT CI 364 j 06/05/2025	CI0000007555	1	29/05/2024	50 000	
OAT CI 3 ans 08/05/2027	CI0000007563	3	29/05/2024	50 000	
BAT CI 91 j 03/09/2024	CI0000007597	91j	05/06/2024	65 000	6,47%
BAT CI 364 j 03/06/2025	CI0000007613	1	05/06/2024	65 000	6,79%
OAT CI 3 ans 05/06/2027	CI0000007621	3	05/06/2024	65 000	7,62%
OAT CI 5 ans 02/05/2029	CI0000007522	5	05/06/2024	65 000	7,63%
BAT CI 91 j 10/09/2024	CI0000007639	91j	12/06/2024	55 000	
BAT CI 364 j 03/06/2025	CI0000007613	1	12/06/2024	55 000	
OAT CI 3 ans 05/06/2027	CI0000007621	3	12/06/2024	55 000	
OAT CI 5 ans 02/05/2029	CI0000007522	5	12/06/2024	55 000	
BAT CI 28 j 15/07/2024	CI0000007647	28j	18/06/2024	70 000	
BAT CI 91 j 24/09/2024	CI0000007662	91j	26/06/2024	30 000	6,48%
BAT 91 j 01/10/2024	CI0000007654	91j	02/07/2024	50 000	6,56%
BAT 1 an 01/07/2025	CI0000007670	1 an	02/07/2024	38 907	7,29%
OAT - 5 ans 03/07/2029	CI0000007688	5 ans	02/07/2024	3 800	7,64%
OAT - 10 ans 03/07/2034	CI0000007720	10 ans	02/07/2024	8 150	7,41%

BAT - 91 jours 08/10/2024	CI0000007738	91 j	09/07/2024	23 516	6,61%
BAT - 140 jours 26/11/2024	CI0000007589	140 jours	09/07/2024	2 000	6,67%
BAT - 364 jours 08/07/2025	CI0000007746	1 an	09/07/2024	5 115	7,27%
OAT - 3 ans 05/06/2027	CI0000007621	3 ans	09/07/2024	10 590,02	6,44%
OAT - 5 ans 03/07/2029	CI0000007688	5 ans	09/07/2024	10 500	7,64%
BAT - 126 jours 26/11/2024	CI0000007589	126 jours	23/07/2024	15 511	6,72%
BAT - 350 jours 08/07/2025	CI0000007746	350 jours	23/07/2024	5 156	7,25%
OAT - 3 ans 24/07/2027	CI0000007787	3 ans	23/07/2024	21 571,87	7,63%
OAT - 5 ans 03/07/2029	CI0000007688	5 ans	23/07/2024	19 609,14	6,51%
OAT - 7 ans 10/07/2031	CI0000007753	7 ans	23/07/2024	15 169,48	7,52%
BAT - 91 jours 29/10/2024	CI0000007795	91 jours	30/07/2024	22 000	6,58%
OAT - 3 ans 31/07/2027	CI0000007803	3 ans	31/07/2027	29 212,99	6,95%
OAT - 5 ans 31/07/2029	CI0000007811	5 ans	31/07/2027	2 000	5,90%
OAT - 7 ans 10/07/2031	CI0000007753	7 ans	31/07/2027	21 233,14	7,52%
BAT - 91 jours 06/11/2024	CI0000007829	91 jours	06/08/2024	33 000	6,28%
BAT - 364 jours 06/08/2025	CI0000007837	1 an	06/08/2024	1 006	7,29%
OAT - 3 ans 31/07/2027	CI0000007803	3 ans	06/08/2024	29 212,99	6,95%
OAT - 5 ans 31/07/2029	CI0000007811	5 ans	06/08/2024	2 000	5,90%
OAT - 7 ans 10/07/2031	CI0000007753	7 ans	06/08/2024	21 233,14	7,52%
BAT - 358 jours 06/08/2025	CI0000007837	1 an	13/08/2024	5 179	7,19%
BAT - 91 jours 12/11/2024	CI0000007860	91 jours	13/08/2024	35 949	6,61%
BAT - 91 jours 26/11/2024	CI0000007985	91 jours	27/08/2024	36 283	6,43%
BAT - 344 jours 06/08/2025	CI0000007837	344 jours	27/08/2024	5 077	7,22%
OAT - 3 ans 08/08/2027	CI0000007845	3 ans	27/08/2024	3 203,62	7,64%
OAT - 5 ans 28/08/2029	CI0000007761	5 ans	27/08/2024	16 100	6,96%
OAT - 7 ans 08/08/2031	CI0000007852	7 ans	27/08/2024	743	7,46%
BAT - 91 jours 03/12/2024	CI0000007993	91 jours	03/09/2024	102 113	2,48%
BAT - 364 jours 02/09/2025	CI0000008009	364 jours	03/09/2024	3 006	7,20%
OAT - 3 an 08/08/2027	CI0000007845	3 an	03/09/2024	12 375,81	7,42%
OAT - 5 ans 28/08/2029	CI0000007761	5 ans	03/09/2024	1 181,26	7,64%

OAT - 7 ans 11/09/2031	CI0000008041	7 ans	10/09/2024	2 285	6,18%
OAT - 5 ans 11/09/2029	CI0000008033	5 ans	10/09/2024	4 000	7,64%
OAT - 3 an 11/09/2027	CI0000008025	3 ans	10/09/2024	15 224	7,62%
BAT - 357 jours 02/09/2025	CI0000008009	357 jours	10/09/2024	27 569	7,25%
BAT - 91 jours 10/12/2024	CI0000008017	91 jours	10/09/2024	43 417	6,60%
BAT - 28 jours 15/10/2024	CI0000008058	28 jours	17/09/2024	13 000	6,03%
BAT - 91 jours 17/12/2024	CI0000008066	91 jours	17/09/2024	6 000	6,61%
BAT - 182 jours 18/03/2025	CI0000008074	182 jours	17/09/2024	6 000	7,04%
BAT - 323 jours 06/08/2025	CI0000007837	323 jours	17/09/2024	28 924	7,24%
OAT - 3 ans 11/09/2027	CI0000008025	3 ans	17/09/2024	9 000	7,64%
BAT - 91 jours 24/12/2024	CI0000008199	91 jours	24/09/2024	38 790	6,60%
BAT - 364 jours 23/09/2025	CI0000008207	364 jours	24/09/2024	510	7,30%
OAT - 3 ans 11/09/2027	CI0000008025	3 ans	24/09/2024	38 000	7,65%
OAT - 5 ans 11/09/2029	CI0000008033	5 ans	24/09/2024	43 576,79	7,42%
OAT - 7 ans 11/09/2031	CI0000008041	7 ans	24/09/2024	23 730,48	6,61%
OAT - 10 ans 25/09/2034	CI0000008215	10 ans	24/09/2024	14 000	7,41%
BAT 358 jours 26/09/2024	CI0000006813	358 jours	04/10/2023	66 553	6,95%
OAT 3 ans 08/09/2026	CI0000006771	3 ans	04/10/2023	10 425,96	7,26%
BAT - 91 jours 07/01/2025	CI0000008264	91 jours	08/10/2024	21 955	6,60%
BAT - 161 jours 18/03/2025	CI0000008074	161 jours	08/10/2024	38 003	6,10%
OAT - 3 ans 09/10/2027	CI0000008272	3 ans	08/10/2024	184	7,55%
BAT - 28 jours 19/11/2024	CI0000008322	28 jours	22/10/2024	41 000	5,40%
BAT - 77 jours	CI0000008264	77 jours	22/10/2024	14 600	6,59%
OAT - 3 ans 09/10/2027	CI0000008272	3 ans	22/10/2024	120	7,45%

OAT - 5 ans 09/10/2029	CI0000008280	5 ans	22/10/2024	7 932,94	7,65%
OAT - 7 ans 11/09/2031	CI0000008041	7 ans	22/10/2024	15 956,47	6,74%
BAT - 28 jours 17/12/2024	CI0000008355	28 jours	19/11/2024	27 005	5,36%
BAT - 91 jours 18/02/2025	CI0000008363	91 jours	19/11/2024	28 589	1,78%
BAT - 364 jours 18/11/2025	CI0000008371	364 jours	19/11/2024	3 500	7,16%
OAT - 3 ans 02/10/2027	CI0000008231	3 ans	19/11/2024	8 510	7,65%
OAT - 5 ans 09/10/2029	CI0000008280	5 ans	19/11/2024	17 600	7,66%
BAT - 28 jours 24/12/2024	CI0000008389	28 jours	26/11/2024	6 006	5,94%
BAT - 91 jours 25/02/2025	CI0000008421	91 jours	26/11/2024	193 667	5,54%
BAT - 364 jours 25/11/2025	CI0000008454	364 jours	26/11/2024	12 700	2,31%
OAT - 3 ans 27/11/2027	CI0000008462	3 ans	26/11/2024	50 000	7,63%
BAT - 351 jours 18/11/2025	CI0000008371	351 jours	03/12/2024	53 103	6,37%
BAT - 182 jours 10/06/2025	CI0000008538	182 jours	10/12/2024	16 150	6,57%
BAT - 364 jours 09/12/2025	CI0000008546	364 jours	10/12/2024	6 705	7,28%
OAT - 3 ans 11/12/2027	CI0000008553	3 ans	10/12/2024	8 104,66	7,60%
OAT - 5 ans 11/12/2029	CI0000008561	5 ans	10/12/2024	33 706,16	7,62%
OAT - 7 ans 11/12/2031	CI0000008579	7 ans	10/12/2024	11 682,08	6,62%
BAT - 182 jours 17/06/2025	CI0000008587	182 jours	17/12/2024	30/06/1995	6,34%
BAT - 364 jours 16/12/2025	CI0000008595	364 jours	17/12/2024	4 087	7,10%
OAT - 3 ans 11/12/2027	CI0000008553	3 ans	17/12/2024	10 250	7,63%
OAT - 5 ans 18/12/2029	CI0000008603	5 ans	17/12/2024	4 128,50	7,24%
OAT - 7 ans 18/12/2031	CI0000008611	7 ans	17/12/2024	1 450	7,42%
BAT - 88 jours 27/03/2025	CI0000007415	88 jours	27/12/2024	3 000	6,60%
BAT - 175 jours 22/06/2025	CI0000008652	175 jours	27/12/2024	7 545	6,93%

6.4 DÉTAIL DES TITRES EN VIE EN FIN 2024

Libellé	ISIN	Maturité (années)	Date d'émission	RMP* (en %)	Coupon (en %)	Encours en fin N (en Milliards de FCFA)
OAT 5ans 04.mars.25	CI0000003257	5 ans	04.mars.20	6,18	5,85	37,5
OAT 3 ans 23.mars.25	CI0000005138	3 ans	23.mars.22	4,43	5	38,84
OAT 5ans 27.mars.25	CI0000003315	5 ans	27.mars.20		5,85	44,02
OAT 5 ans 03.juin.25	CI0000003539	5 ans	03.juin.20		5,85	44,3
OAT 10 ans 11.juin.25	CI0000001665	10 ans	11.juin.15		5,99	12,81
OAT 3 ans 29.juin.25	CI0000005351	3 ans	29.juin.22	5,98	5	40
OAT 3 ans 13.juil.25	CI0000005419	3 ans	13.juil.22	5,49	5,2	25
OAT 3 ans 14.juil.25	CI0000005435	3 ans	14.juil.22	5,52	5,2	99,23
OAT 3 ans 20.juil.25	CI0000005468	3 ans	20.juil.22	5,38	5,2	37
OAT 5ans 22.juil.25	CI0000003703	5 ans	22.juil.20		5,85	83,42
OAT 3 ans 03.août.25	CI0000005500	3 ans	03.août.22	5,43	5,2	42,6
OAT 3 ans 31.août.25	CI0000005534	3 ans	31.août.22	5,49	5,2	29
OAT 3 ans 07.sept.25	CI0000005591	3 ans	07.sept.22	5,63	5,2	47,77
OAT 3 ans 21.sept.25	CI0000005617	3 ans	21.sept.22	5,55	5,2	44,88
OAT 5 ans 30.sept.25	CI0000003877	5 ans	30.sept.20		5,85	15,15
OAT 3 ans 23.nov.25	CI0000005740	3 ans	23.nov.22	5,55	5,2	30,15
OAT 3 ans 06.déc.25	CI0000005773	3 ans	06.déc.22	5,56	5,2	22,85
OAT 5 ans 09.déc.25	CI0000004016	5 ans	09.déc.20		5,6	32
OAT 3 ans 18.janv.26	CI0000005823	3 ans	18.janv.23	5,65	5,2	12
OAT 3 ans 08.févr.26	CI0000005922	3 ans	08.févr.23	6,04	5,3	24,15
OAT 5 ans 03.mars.26	CI0000004230	5 ans	03.mars.21		5,6	7

OAT 3 ans 5.mars.26	CI0000006185	3 ans	20.mars.23	6,43	5,3	19
OAT 5 ans 17.mars.26	CI0000004255	5 ans	17.mars.21	6,43	5,6	21,22
OAT 3 ans 18.avr.26	CI0000006284	3 ans	18.avr.23	6,63	5,3	6,72
OAT 3 ans 10.mai.26	CI0000006375	3 ans	10.mai.23		6	25,92
OAT 17.mai.26	CI0000006425	3 ans	17.mai.23	7,28	5,5	15,82
OAT 3 ans 17.mai.26	CI0000006458	3 ans	17.mai.23		5,5	15,82
OAT 3 ans 31.mai.26	CI0000006458	3 ans	31.mai.23	7,26	5,5	5,7
OAT 5 ans 09.juin.26	CI0000004446	5 ans	09.juin.21		5,6	38,25
OAT 3 ans 14.juin.26	CI0000006482	3 ans	14.juin.23	7,25	5,5	24,64
OAT 3 ans 21.juin.26	CI0000006516	3 ans	21.juin.23	7,3	5,5	20
OAT 5 ans 23.juin.26	CI0000004511	5 ans	23.juin.21		5,6	27,2
02.août.26 30.juin.26	CI0000006565	3 ans	30.juin.23	6,98	5,5	272,57
OAT 3 ans 12.juil.26	CI0000006607	3 ans	12.juil.23	6,92	5,5	9,84
OAT 5 ans 14.juil.26	CI0000004669	5 ans	14.juil.21		5,6	32,44
OAT 3 ans 02.août.26	CI0000006656	3 ans	02.août.23	7,21	5,5	6,1
OAT 3 ans 23.août.26	CI0000006706	3 ans	23.août.23	6,92	5,5	45,55
OAT 3 ans 25.août.26	CI0000004776	3 ans	25.août.21		5,6	42
OAT 3 ans 30.août.26	CI0000006748	3 ans	30.août.23	7,18	5,5	50,73
OAT 3 ans 08.sept.26	CI0000006771	3 ans	5.sept.23		5,5	11,48
OAT 5 ans 15.sept.26	CI0000004826	5 ans	15.sept.21	4,96	5,6	26
OAT 3 ans 29.sept.26	CI0000006839	3 ans	29.sept.23	7,06	5,5	279,01

OAT 3 ans 11.oct.26	CI0000006888	3 ans	11.oct.23	7	5,5	10,61
OAT 3 ans 25.oct.26	CI0000006938	3 ans	25.oct.23	7,22	5,5	8,02
OAT 3 ans 08.nov.26	CI0000007019	3 ans	08.nov.23	7,19	5,5	11,09
OAT 3 ans 06.déc.26	CI0000007050	3 ans	06.déc.23	7,25	5,5	30,08
OAT 3 ans 24.janv.27	CI0000007100	3 ans	24.janv.24		5,5	7,65
OAT 5 ans 02.févr.27	CI0000004982	5 ans	02.févr.22	4,23	5,2	38,5
OAT 3 ans 21.févr.27	CI0000007167	3 ans	21.févr.24		5,5	14,16
OAT 3 ans 06.mars.27	CI0000007340	3 ans	06.mars.24		5,5	23,63
OAT 3 ans 16.mars.27	CI0000005112	3 ans	16.mars.22	4,71	5,2	35,8
OAT 5 ans 23.mars.27	CI0000005120	5 ans	23.mars.22	4,88	5,2	15,87
OAT 3 ans 29.mars.27	CI0000007423	3 ans	29.mars.24	5,16	5,7	48,47
OAT 5 ans 20.avr.27	CI0000005203	5 ans	20.avr.22		5,2	45,86
OAT 3 ans 24.avr.27	CI0000007480	3 ans	24.avr.24		5,7	39,51
OAT 5 ans 27.avr.27	CI0000005237	5 ans	27.avr.22	5,18	5,2	28,15
OAT 3 ans 08.mai.27	CI0000007563	3 ans	08.mai.24		5,7	36,67
OAT 5 ans 18.mai.27	CI0000005286	5 ans	18.mai.22	5,2	5,2	41
OAT 5 ans 01.juin.27	CI0000005302	5 ans	01.juin.22		5,2	32,21
OAT 7 ans 03.juin.27	CI0000003547	7 ans	03.juin.20	5,58	5,95	7
OAT 3 ans 05.juin.27	CI0000007621	3 ans	05.juin.24		5,7	34,6
OAT 5 ans 15.juin.27	CI0000005336	5 ans	15.juin.22	5,39	5,2	32
OAT 5 ans 13.juil.27	CI0000005427	5 ans	13.juil.22	5,52	5,4	11

OAT 5 ans 14.juil.27	CI0000005443	5 ans	14.juil.22	5,39	5,4	17,07
OAT 5 ans 20.juil.27	CI0000005450	5 ans	20.juil.22	5,63	5,4	9,05
OAT 7 ans 22.juil.20	CI0000003711	7 ans	22.juil.27	5,88	5,95	15,11
OAT 3 ans 24.juil.27	CI0000007787	3 ans	24.juil.27		5,7	21,57
OAT 3 ans 31.juil.24	CI0000007803	3 ans	31.juil.27		5,7	29,11
OAT 3 ans 08.août.27	CI0000007845	3 ans	08.août.24		5,7	21,73
OAT 5 ans 31.août.27	CI0000005542	5 ans	31.août.22		5,4	7
OAT 5 ans 07.sept.27	CI0000005575	5 ans	07.sept.22		5,4	23,83
OAT 3 ans 11.sept.27	CI0000008025	3 ans	11.sept.24		5,7	57,22
OAT 10 ans 13.sept.27	CI0000002374	10 ans	13.sept.17		6,2	2,11
OAT 5 ans 21.sept.27	CI0000005625	5 ans	21.sept.22		5,4	4,5
OAT 3 ans 02.oct.27	CI0000008231	3 ans	02.oct.24	5,63	5,7	13,61
OAT 3 ans 09.oct.27	CI0000008272	3 ans	09.oct.24		5,7	0,34
OAT 5 ans 23.nov.27	CI0000005732	5 ans	23.nov.22	5,55	5,4	2,1
OAT 3 ans 27.nov.27	CI0000008462	3 ans	27.nov.24		5,7	50
OAT 7 ans 09.déc.27	CI0000004024	7 ans	09.déc.20	6,04	5,7	20
OAT 3 ans 09.déc.24	CI0000008520	3 ans	09.déc.27		5,7	25
OAT 3 ans 11.déc.27	CI0000008553	3 ans	11.déc.24		5,7	10,85
OAT 3 ans 23.déc.27	CI0000008678	3 ans	23.déc.24		5,7	15,6
OAT 7 ans 12.mai.28	CI0000004362	7 ans	12.mai.21	5,93	5,7	19,96
OAT 5 ans 30.juin.28	CI0000006573	5 ans	30.juin.23	6,8	5,7	51,93

OAT 7 ans 14.juil.28	CI0000004685	7 ans	14.juil.21	5,87	5,7	5,1
OAT 7 ans 15.sept.28	CI0000004800	7 ans	15.sept.21	5,38	5,7	40
OAT 5 ans 20.sept.23	CI0000006797	5 ans	20.sept.28	3,37	5,7	12,92
OAT 5 ans 29.sept.28	CI0000006847	5 ans	29.sept.23	7,21	5,7	45,49
OAT 5 ans 25.oct.28	CI0000006946	5 ans	25.oct.23	7,51	5,7	5,08
OAT 5 ans 21.févr.29	CI0000007209	5 ans	21.févr.24		5,7	2,03
OAT 7 ans 23.févr.29	CI0000005062	7 ans	23.févr.22	5,27	5,3	30,3
OAT 5 ans 29.mars.29	CI0000007431	5 ans	29.mars.24		5,9	79,78
OAT 7 ans 20.avr.29	CI0000005211	7 ans	20.avr.22		5,3	28,7
OAT 5 ans 02.mai.29	CI0000007522	5 ans	02.mai.24		5,9	4,32
OAT 5 ans 03.juil.29	CI0000007688	5 ans	03.juil.24		5,9	33,91
OAT 5 ans 31.juil.29	CI0000007811	5 ans	31.juil.24		5,9	38,05
OAT 5 ans 28.août.29	CI0000007761	5 ans	28.août.24		5,9	17,28
OAT 5 ans 07.sept.29	CI0000005583	5 ans	07.sept.22		5,6	4,55
OAT 5 ans 11.sept.29	CI0000008033	5 ans	11.sept.24		5,9	47,58
OAT 5 ans 02.oct.29	CI0000008249	5 ans	02.oct.29		5,9	24,86
OAT 5 ans 09.oct.29	CI0000008280	5 ans	09.oct.24		5,9	25,53
OAT 5 ans 27.nov.29	CI0000008470	5 ans	27.nov.24		5,9	10,39
OAT 5 ans 11.déc.29	CI0000008561	5 ans	11.déc.24		5,9	33,71
OAT 5 ans 18.déc.29	CI0000008603	5 ans	18.déc.24		5,9	4,13
OAT 5 ans 23.déc.29	CI0000008686	5 ans	23.déc.24		5,9	41,15

OAT 7 ans 20.sept.30	CI0000006805	7 ans	20.sept.23		6	2,3
OAT 7 ans 25.oct.30	CI0000006987	7 ans	25.oct.23		6	18,68
OAT 10 ans 09.déc.30	CI0000004032	10 ans	09.déc.20		5,85	3
OAT 10 ans 09.juin.31	CI0000004420	10 ans	09.juin.21		5,85	33,25
OAT 7 ans 10.juil.31	CI0000007753	7 ans	10.juil.24		6	44,85
OAT 7 ans 08.août.31	CI0000007852	7 ans	08.août.24		6	12,54
OAT 7 ans 11.sept.31	CI0000008041	7 ans	11.sept.24		6	42,17
OAT 10 ans 29.sept.31	CI0000004867	10 ans	29.sept.21		5,85	33
OAT 7 ans 02.oct.31	CI0000008256	7 ans	02.oct.24		6	35,52
OAT 7 ans 27.nov.31	CI0000008488	7 ans	27.nov.24		6	16,47
OAT 7 ans 11.déc.31	CI0000008579	7 ans	11.déc.24		6	11,68
OAT 7 ans 18.déc.24	CI0000008611	7 ans	18.déc.24		6	1,45
OAT 7 ans 23.déc.31	CI0000008694	7 ans	23.déc.24		6	32,87
OAT 10 ans 23.févr.32	CI0000005047	10 ans	23.févr.22		5,5	10,24
OAT 12 ans 23.juin.33	CI0000004529	12 ans	23.juin.21		5,9	11,3
OAT 10 ans 08.nov.33	CI0000007027	10 ans	08.nov.23		6	22,72
OAT 10 ans 28.févr.34	CI0000007225	10 ans	28.févr.24		6,25	45,52
OAT 10 ans 03.juil.34	CI0000007720	10 ans	03.juil.24		6,25	12,91
OAT 10 ans 25.sept.34	CI0000008215	10 ans	25.sept.24		6,25	14
OAT 10 ans 23.déc.34	CI0000008702	10 ans	23.déc.24		6,25	5,5
Total des Obligations Assimilables du Trésor			3 664,28 Milliards de F CFA			

BAT 3 mois 31.déc.24	CI0000008223	3 mois	02.oct.24			59,59
BAT 1 an 07.janv.25	CI0000007076	1 an	10.janv.24			22,7
BAT 3 mois 07.janv.25	CI0000008264	3 mois	09.oct.24			31,56
BAT 1 an 21.janv.25	CI0000007092	1 an	24.janv.24			47,85
BAT 3 mois 28.janv.25	CI0000008348	3 mois	30.oct.24			55,9
BAT 1 an 18.févr.25	CI0000007134	1 an				
BAT 3 mois 18.févr.25	CI0000008363	3 mois	20.nov.24			48,59
BAT 3 mois 25.févr.25	CI0000008421	3 mois	27.nov.24			193,67
BAT 1 an 26.févr.25	CI0000007316	1 an				69,82
BAT 1 an 04.mars.25	CI0000007332	1 an	06.mars.24			65,85
BAT 3 mois 09.mars.25	CI0000008496	3 mois	09.déc.24			135,8
BAT 1 an 11.mars.25	CI0000007381	1 an	13.mars.24			27,89
BAT 6 mois 18.mars.25	CI0000008074	6 mois	18.sept.24			61,27
BAT 3 mois 23.mars.25	CI0000008629	3 mois	23.déc.24			14,88
BAT 1 an 27.mars.25	CI0000007415	1 an	29.mars.24			62,64
BAT 1 an 09.avr.25	CI0000007456	1 an	11.avr.24			29,29
BAT 1 an 30.avr.25	CI0000007514	1 an	02.mai.24			34,73
BAT 1 an 06.mai.25	CI0000007555	1 an	08.mai.24			32,25
BAT 1 an 03.juin.25	CI0000007613	1 an	05.juin.24			43,09
BAT 6 mois 08.juin.25	CI0000008504	6 mois	09.déc.24			15
BAT 6 mois 10.juin.25	CI0000008538	6 mois	11.déc.24			16

BAT 6 mois 17.juin.25	CI0000008587	6 mois	18.déc.24			34,88
BAT 6 mois 22.juin.25	CI0000008652	6 mois	23.déc.24			14,55
BAT 1 an 01.juil.25	CI0000007670	1 an	03.juil.24			28,91
BAT 1 an 08.juil.25	CI0000007746	1 an	10.juil.24			13,77
BAT 1 an 06.août.25	CI0000007837	1 an	08.août.24			39,19
BAT 1 an 02.sept.25	CI0000008009	1 an	04.sept.24			30,54
BAT 1 an 23.sept.25	CI0000008207	1 an	25.sept.24			6,93
BAT 1 an 18.nov.25	CI0000008371	1 an	20.nov.24			63,18
BAT 1 an 25.nov.25	CI0000008454	1 an	27.nov.24			12,7
BAT 1 an 07.déc.25	CI0000008512	1 an	09.déc.24			18
BAT 1 an 09.déc.25	CI0000008546	1 an	11.déc.24			6,71
BAT 1 an 16.déc.25	CI0000008595	1 an	18.déc.24			4,08
BAT 1 an 21.déc.25	CI0000008660	1 an	23.déc.24			4

Total Bons Assimilables du Trésor

1 385,12 Milliards de F CFA

7. LEXIQUES

Adjudication (pour les titres publics) : vente aux enchères des titres admis par le Gouvernement central. Dans la zone UEMOA, elle est organisée UMOA-Titres avec le concours de la BCEAO et seules les banques et autres institutions financières régionales qui ont des comptes à la BCEAO peuvent y participer. Les autres investisseurs, personnes morales et physiques ne peuvent souscrire aux adjudications que par l'intermédiaire des banques et de SGI de l'UEMOA.

Amortissement ou échéance : période entre le décaissement d'un prêt et son dernier remboursement, composée du délai de grâce et de la période de remboursement.

Appel public à l'épargne : levée de capitaux (actions ou obligations) sur le marché financier régional par l'intermédiaire d'une SGI. Il est ouvert à tout épargnant.

Avoirs extérieurs nets (AEN) : créances ou engagements nets des institutions monétaire (Banque Centrale et banques) sur l'extérieur. Ce poste correspond à l'ensemble des rubriques des situations de la Banque Centrale et des banques relatives à leurs opérations avec l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des avoirs extérieurs bruts, l'ensemble des engagements extérieurs, y compris les engagements à moyen et long terme.

Besoin de financement de l'Etat : montant global nécessaire pour couvrir le déficit budgétaire primaire et les charges d'intérêt et d'amortissement liées à la dette.

Bons du Trésor : titres publics à court terme d'une durée inférieure ou égale 2 ans, émis par un Etat membre de l'UEMOA.

Club de Paris : groupe informel de pays créanciers (généralement des pays de l'OCDE), qui se réunissent à Paris pour négocier des accords de restructuration de la dette avec des pays débiteurs connaissant des problèmes de service de la dette.

Créanciers bilatéraux : gouvernements, banques centrales, agences et agences de crédit à l'exportation, qui prêtent à un gouvernement débiteur sur une base intergouvernementale.

Créanciers multilatéraux : institutions internationales qui prêtent des fonds à des termes concessionnels et/ou non-concessionnels, comme le FMI, la Banque mondiale et les banques régionales de développement.

Crédits à l'économie (CE) : ensemble des concours consentis à l'économie par les banques (refinancés ou non), les établissements financiers (partie refinancée par la Banque Centrale) et par le Trésor (à travers l'acceptation de traites douanières).

Crédit intérieur = Crédit à l'économie + Position nette du Gouvernement (voir PNG).

Décaissement : versement de tout ou partie du montant contracté aux termes d'un prêt.

Déficit budgétaire : différence entre recettes totales et dépenses totales et prêts nets.

Déficit du compte courant : solde déficitaire des transactions courantes de la balance des paiements.

Déficit primaire : différence négative entre recettes et dépenses, hors paiements d'intérêt.

Dette publique extérieure : emprunts de l'administration centrale à l'égard des non-résidents.

Dettes publiques intérieures : emprunts de l'administration centrale à l'égard des résidents.

Dettes non-concessionnelles : dettes contractées aux conditions du marché.

Dettes publiques : somme de toutes les dettes de l'administration centrale (extérieure et intérieure).

Éléments de la dette : différence entre la valeur nominale (VN) et la valeur actualisée (VA) du service de la dette exprimée en pourcentage de la valeur nominale du prêt $((VN-VA)/VN)$.

Emprunt concessionnel : prêts et crédits qui sont assortis d'une période d'amortissement de longue durée et/ou de taux d'intérêt inférieurs au marché tels qu'ils composent un élément de la dette d'au moins 35 %.

Euro-bond (ou Euro-obligation) : obligation libellée dans une monnaie différente de celle du pays émetteur (ou du marché) dans laquelle elle est émise.

Inflation : hausse généralisée des prix à la consommation. Il en résulte une perte du pouvoir d'achat de la monnaie.

Initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM) : initiative lancée en juin 2005 pour accélérer les progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Initiative PPTE : cadre adopté par la Banque mondiale et le FMI en 1996 pour régler les problèmes de dette extérieure des pays pauvres très endettés, qui a pour objectif d'apporter un allégement global de la dette suffisant pour parvenir à la viabilité de la dette.

Masse monétaire (MO) : ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Elle recouvre les disponibilités monétaires (circulation fiduciaire + dépôts à vue) et quasi monétaires (comptes d'épargne et dépôts à terme)

Obligations du Trésor : titres publics à moyen ou long terme émis à travers des adjudications ou des appels publics à épargne.

Passif conditionnel : dettes contractées par les autres entités publiques à l'exception de l'administration centrale (collectivités locales et secteur parapublic).

Pression fiscale : le ratio recettes fiscales rapportées au PIB.

Risque de refinancement : risque lié au renouvellement de la dette arrivée à échéance. Il peut porter sur le coût du refinancement ou l'impossibilité d'obtenir les montants souhaités.

Risque de taux d'intérêt : le risque de taux d'intérêt fait référence à la vulnérabilité du portefeuille de la dette et au coût de la dette du Gouvernement à des taux d'intérêt élevés du marché, au point où la dette à taux fixe et la dette à taux variable qui arrivent à maturité sont réévaluées.

Risques de change : risques liés aux fluctuations des taux de change.

Service de la dette : tout paiement à effectuer au titre du principal, des intérêts et des commissions d'un prêt.

Solde primaire : (voir déficit primaire).

Solde primaire de base : recettes totales hors dons - dépenses courantes + intérêts sur dette publique - dépenses en capital sur ressources propres.

Stock de la dette publique : montant à une date donnée des décaissements de dettes non encore remboursables.

Taux de change : prix d'une devise en termes d'une autre devise.

Taux d'endettement : ratio du stock de la dette publique rapportée au PIB

Taux d'investissement de l'économie d'un pays : un ratio qui indique la formation brute de capital fixe de tous les agents économiques (gouvernement, entreprises, ménages) exprimée en pourcentage du PIB. Pour un pays, la FBCF est la somme des investissements matériels et logiciels réalisés pendant un an dans ce pays.

Taux de pauvreté : nombre de pauvres parmi la population totale. Il est généralement calculé sur la base d'un seuil de pauvreté équivalent de 1,25 dollars fixé par la Banque mondiale.

Les termes de l'échange : expriment pour un pays le rapport entre le prix des exportations et le prix des importations. Ils sont généralement calculés à partir d'indices de prix et indiquent une évolution par rapport à une année de référence ($T = [\text{indice des prix des exportations} / \text{indice des prix des importations}] \times 100$). Les termes d'échange s'améliorent dans le temps ($T > 100$) si une économie exporte une quantité moindre de marchandises pour se procurer la même quantité de biens importés (en d'autres termes, les mêmes quantités exportées permettent d'acheter une quantité accrue de marchandises importées) : les recettes d'exportation s'améliorent dans ce cas. Dans le cas inverse, les termes de l'échange se dégradent ($T < 100$). Ce rapport de prix traduit ainsi l'évolution du pouvoir d'achat des exportations en importations, à volume d'échanges donné (la structure des échanges est fixe) : il reflète la compétitivité-prix d'un pays (indépendamment de l'effet quantité).

NOTE D'INFORMATION



www.umoatitres.org

Boulevard Mamadou DIA
Direction Nationale BCEAO
BP 4709 Dakar | Sénégal

Tél. : +221 33 849 28 28

info@umoatitres.org